

50 HISTORIENS DE L'EUROPE

Un essai de bio-historiographie

Volume 1

Par
Robert BELOT

Professeur d'histoire contemporaine
Chaire Jean Monnet
Module européen Jean Monnet « HistEuropa »

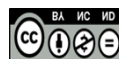
HISTE★EUROPA



Co-funded by
the European Union



16 août 2025



PRÉSENTATION

Public visé

Étudiants en histoire, science politique, philosophie politique, relations internationales.
Enseignants du second degré (entre autres)
Publics sensibles à l'enjeu européen

Périmètre thématique

Histoire de l'Europe
Histoire de l'idée européenne
Histoire du fédéralisme
Histoire de l'intégration européenne

Corpus et critères

Historiens qui ont publié aux 20^e et 21^e siècles
(y compris certains anthropologues ou sociologues ayant écrit sur l'histoire de l'Europe)

Structuration

Une fiche par auteur/par livre
Nom et prénom - Dates de vie - Rattachement universitaire principal - Livre(s) majeur(s)

Conditions d'élaboration

Ce dictionnaire est un des résultats du projet pédagogique réalisé avec les étudiants de 3^e année de licence d'histoire et du master Métiers de l'historien.ne de l'université Jean Monnet (Saint-Etienne, France) dans le cadre du Module européen Jean Monnet « HistEuropa » (années universitaires 2023-24 ; 2024-25). Il a bénéficié des échanges lors de séminaires de recherche dans divers pays européens.

« HistEuropa » est un projet qui interroge la manière dont on peut enseigner l'histoire de l'Europe à partir de l'histoire savante de l'Europe et du projet européen.

N'ayant pas vocation à l'exhaustivité (ne serait-ce que pour des problèmes de langues), il est une base bio-historiographique internationale/intergénérationnelle constituée de jalons qui indiquent l'évolution de la manière de penser l'Europe et son histoire. Il n'a d'autre but que d'offrir un cadre de compréhension. Outil réalisé collectivement à des fins pédagogiques qui a vocation à évoluer, notamment en prenant en compte les historiens d'Europe centrale et de l'Est (*volume 2 à venir*).

Un souci de diversité a guidé le choix de ces 50 références afin d'éviter un point de vue monolithique et d'instaurer un débat contradictoire et une interaction entre les notices.

Ce dossier est le complément du *Manuel des bonnes pratiques* qui figure dans le *Reporting* du projet « HistEuropa ». Le contenu n'engage que le coordonnateur et auteur.

LISTE DES HISTORIENS SÉLECTIONNÉS

ARON Raymond p.4	GOODY Jack p.21	PATEL Kiran p.38
BENDA Julien p.5	HAUSER Henri p.22	PIRENNE Henri p.39
BLOCH Marc p.6	HAY Denys p.23	PISTONNE Sergio p.40
BOSSUAT Gérard p.7	HAZARD Paul p.24	POMIAN Krzysztof p.41
BRUNETEAU Bernard p.8	HOWSBAW Éric p.25	ROUGEMONT Denis de p.42
BRUNSCHVIG Léon p.9	JUDT Tony p.26	SASSONN Donald p.43
CLARK Christopher p.10	KAELBLE Hartmut p.27	SEIGNOBOS Charles p.44
DAWSON Christopher p.11	KERSCHAW Ian p.28	SIEGFRIED André p.45
DEMANGEON Albert p.12	LANDES David p.29	SNYDER Timothy p.46
DÍEZ DEL CORRA Luis p.13	LE GOFF Jacques p.30	SOUTOU Georges-Henri p.47
DUMOULIN Michel p.14	LIPGENS Walter p.31	THIESSE Anne-Marie p.48
DUROSELLE Jean-Baptiste p.15	LOTH Wifried p.32	TOYNBEE Arnold p.49
FEBVRE Lucien p.16	LUNDESTAD Geir p.33	VALÉRY Paul p.50
FRANK Robert p.17	MÉLANDRI Pierre p.34	VERGER Jacques p.51
GEARY Patrick J. p.18	MILWARD Alan p.35	WISMANN Heinz p.52
GERBET Pierre p.19	MORIN Edgar p.36	WOLF Eric p.53
GIRAULT René p.20	MAZOWER Mark p.37	

ARON Raymond (1905-1983)

Professeur au Collège de France (chaire de sociologie de la civilisation moderne, 1970-1978).

L'Âge des empires et l'avenir de la France, éditions Défense de la France, 1946.

Le Grand Schisme, Paris, Gallimard, 1948.

Paix et guerre entre les nations Paris, Calmann-Lévy, 1962.

Raymond Aron est un penseur inclassable (philosophe, sociologue, géopoliticien) mais indispensable pour comprendre l'histoire et l'Europe de la deuxième partie du XX^e siècle. En 1938, il souvient sa thèse : *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*. Un trait de sa pensée l'emporte d'emblée : une « lucidité désenchantée » (Serge Sur). Parisien sans jeunesse, il a eu une éducation européenne grâce à des voyages d'études en Allemagne, en Suisse et en Angleterre. Marqué par la guerre 14-18, il est bien sûr favorable aux idées d'Aristide Briand pour une Europe pacifique. Arrive la Seconde Guerre mondiale. Il fuit le régime de Vichy et s'exile à Londres où il commence une carrière d'éditorialiste, notamment dans la revue *La France libre*. Si la première guerre est la guerre des nationalités, la deuxième, avec l'Allemagne nazie, est celle de la « guerre impériale ». Dans un article d'avril 1943 (« Destin des nationalités »), il dit comprendre et souhaiter le « dépassement des nations de type européen et leur remplacement par des unités plus vastes », mais il pense que cela n'aura pas lieu « pour la simple raison que les hommes ne sont pas prêts à renoncer à leur nationalité ». Et il prédit que « l'Europe de demain sera constituée de nationalités indépendantes » et que sa « chance d'accéder progressivement à une unité authentique » ne se fera « que par l'expérience, dans la liberté de chacun, d'une vie commune à tous ». Ses positions ultérieures sont déjà fixées dans un livre (qui réunit ses articles de guerre) : *L'Âge des empires et l'avenir de la France* (1946) : on peut/doit envisager d'« élargir les unités économiques et politiques » mais on ne peut/doit pas « supprimer l'État national, sans aliéner le patriotisme, ciment de nos collectivités historiques ». Envisager une « unité globale de l'Europe occidentale » est « pure l'utopie » mais il faut que l'Europe tente de sortir de son « abaissement ». Car pour lui, « la grande victime » de la guerre est l'Europe : elle a « poussé ses querelles jusqu'à une manière de suicide » (et cela concerne toutes les nations, victorieuses ou vaincues) et se trouve désormais prise en étau entre « deux États-colosses » qui dominent la scène du monde ». L'élément positif nouveau est qu'« il n'y a plus de danger allemand » et que donc on peut faire l'Europe avec l'Allemagne. Favorable aux efforts européens de Churchill, Aron assiste au Congrès de La Haye en 1948, tout en adhérant au Rassemblement du peuple français fondé par le général de Gaulle.

L'entrée en guerre froide (qu'il appelle « la paix belliqueuse »), change la donne géopolitique et le conduit à publier *Le Grand Schisme* (1948) où il annonce : « Il n'y a plus de concert

européen, il n'y a plus qu'un concert mondial. » L'Europe non-communiste doit donc participer à la cohésion de l'alliance occidentale. Une thèse légitimée la guerre de Corée qui éclate lorsqu'il écrit son deuxième essai, *Les Guerres en chaîne* (1951). Quelle peut être le dessein de la « petite Europe » marshallisée qui n'est plus qu'« une caricature d'Europe » ? La réconciliation avec l'Allemagne et la fabrication d'une « force militaire » dans le cadre de l'OTAN. L'Europe par l'Europe et une illusion des fédéralistes : « L'idée européenne est vide, elle n'a ni la transcendance des idéologies messianiques ni l'immanence des patries charnelles. Elle est une création d'intellectuels ». C'est donc stratégiquement qu'il faut penser l'Europe. Pourtant, il regarde avec réserves le projet de CED (son échec ne le perturbe pas car il débouche sur la création de la Bundeswehr intégrée à l'OTAN) et avec un certain scepticisme le plan Schuman, même s'il faut « mettre les économies en relation de manière à s'approcher peu à peu de l'idéal des grandes unités comparables à celle des États-continentes ».

Sa lecture de l'histoire immédiate est l'ombre portée du paradigme atlantiste. Elle est compatible avec sa critique des thèses fédéralistes : « Ce n'est pas en "fusionnant" les souverainetés au bénéfice de technocrates, en prétendant ignorer la réalité séculaire des nations que l'on construira l'Europe. » Pour Aron, Jean Monnet est victime de « l'illusion que l'interdépendance économique et technique entre les diverses fractions de l'humanité a définitivement dévalorisé le fait des "souverainetés politiques", l'existence d'États distincts qui se veulent autonomes ». Il développe sa théorie des relations internationales dans un livre capital : *Paix et guerre entre les nations* (1962). Les trois types de paix possibles (« équilibre, hégémonie, empire ») ne peuvent être fondés que sur la puissance alors que l'Europe n'a pas intégré cette dimension. Le dépassement des rivalités passe par la découverte d'ennemis communs. C'est contre la menace de l'Union soviétique que le bloc atlantique a conçu une volonté commune. Aron prédit que si le conflit des Géants venait à disparaître, il ne resterait pas grand-chose de l'intégration européenne ou du bloc atlantique car « le sentiment national » resurgira aussitôt et « chacun des États d'Europe tendra à reprendre son autonomie ». Cette continuité dans sa pensée se vérifie jusqu'en octobre 1983, quand, dans son dernier article de politique étrangère, il implore les Européens d'accepter le déploiement des euromissiles de l'OTAN face aux SS-20 soviétiques.

BENDA Julien (1867-1956)

Essayiste, journaliste

La Trahison des clercs, Paris, Grasset, 1927.

Discours à la nation européenne, Paris, Gallimard, 1933.

Julien Benda est un intellectuel engagé qui n'a cessé d'interpeler historiens et les intellectuels de son temps en défendant la thèse qu'« une conscience de l'Europe par-dessus la diversité de ses parties n'a jamais existé ».

Cela a commencé par un essai polémique qui a fait époque : *La Trahison des clercs* (1927). Benda interpelle les intellectuels et les moralistes « les plus écoutés en Europe depuis cinquante ans, singulièrement les gens de lettres en France », dont la tendance majoritaire est d'oublier la défense des « valeurs éternelles et désintéressées, comme la justice et la raison » au profit des « passions nationales ». L'expérience de la Première Guerre mondiale est au cœur de sa réflexion. Il considère que « la bourgeoisie » a intérêt à entretenir le nationalisme et la crainte de la guerre » pour établir « un esprit militaire en permanence » et l'esprit d'obéissance qui conditionne « l'égoïsme sacré » (le patriotisme chez le clerc moderne encourage « la xénophobie » et « la haine de l'homme pour l'homme du dehors ». Ce changement intervient à la fin du XIX^e siècle : « les clercs se mettent à faire le jeu des passions politiques » et à nourrir des « haines de races ». Telle est leur « trahison ». Conclusion : « Notre siècle aura été proprement le siècle de l'organisation intellectuelle des haines politiques. » Benda demande que les hommes de pensée n'oublient pas un mot d'Ernest Renan qu'un Socrate approuverait : « L'homme n'appartient ni à sa langue, ni à sa race ; il n'appartient qu'à lui-même, car c'est un être libre, c'est-à-dire un être moral. » Parmi les clercs, il pointe les historiens « en raison du prestige qui s'attache à leur fonction spéciale ». Chez les Français et les Allemands, il voit « l'histoire se mettre au service de l'esprit de parti ou de la passion nationale ».

Son deuxième livre est un *Discours à la nation européenne* (1933). Titre provocateur en un temps où, comme l'écrit Benda, « certains peuples de l'Europe affirment leur volonté de s'accroître aux dépens de leurs voisins ». Mais il sait qu'il existe des hommes qui veulent unir les peuples et « faire l'Europe ». Le titre fait référence aux *Discours à la nation allemande* (*Reden an die deutsche Nation*) du philosophe Johann Gottlieb Fichte : « L'Europe se fera, ici, comme s'est faite la nation. Celle-ci n'a pas été un simple groupement d'intérêts matériels. Elle n'a vraiment existé que le jour où elle a possédé un système de valeurs approprié à sa nature, le jour où, au XIX^e siècle, s'est constituée une morale nationaliste. Ce n'est pas le *Zollverein* (union douanière) qui a fait l'Allemagne, ce sont les *Discours à la nation allemande* de Fichte, ce sont les

professeurs de morale qui en sont issus. » Ce qui est discutable : pensons au rôle que la Communauté économique du charbon et de l'acier a joué après-guerre dans la formation du projet européen.

Dans un vaste regard historique, Benda énonce que les tentatives d'unification de l'Europe (jusqu'à Napoléon) n'ont jamais abouti, malgré les dynamiques transnationales (artistiques, religieuses, universitaires, révolutionnaires...). Son postulat de base est qu'« il n'y a pas d'Être européen » qu'il suffirait de mettre à jour. La catastrophe de 14-18 en témoigne. Tout est donc dans la volonté, la conscience, le futur. Il faut une révolution culturelle douce, préparée par les éducateurs, pour que progresse la conscience de la nécessité d'une « supernational » portée par un « système de valeurs ». Il faut donc enseigner ce qu'incarnait Érasme, « héros de l'idée européenne » : non pas la volonté de puissance mais modération. Il faut imposer le latin comme langue « supernationale » commune (ce qui va à l'encontre de l'idée de diversité européenne après 1945), et développer « l'intelligence », « la passion de la raison » plutôt que la « sensibilité » (l'irrationnel).

En 1946, Julien Benda participe aux Rencontres internationales de Genève organisées par Denis de Rougemont. Son point de vue tranche sur l'irénisme européen ambiant. À partir du XIX^e siècle, domine « la volonté de l'Europe d'être désunie et de former des nations indépendantes les unes des autres ». Les philosophes enseignent aux peuples « à adorer l'instinct qui les divise, à mépriser l'intelligence qui pourrait les unir ». Il détrompe les historiens qui recherchent l'unité historique perdue de l'Europe : « Le fait que l'Europe n'a jamais constitué une unité politique se traduit par cet autre fait : on n'a jamais écrit une histoire de l'Europe. Les livres qui portent ce titre, sauf peut-être l'admirable ouvrage que le grand historien belge Henri Pirenne a composé dans sa captivité pendant la guerre de 1914 ».

Et conclut : « Aujourd'hui, l'idée de nation semble avoir terminé sa carrière, être devenue malfaisante aux Européens, l'idée d'Europe apparaît. Mais ne nous berçons pas d'illusions ; n'allons pas croire que cette idée va triompher naturellement, sachons qu'elle va trouver de la part de celle qu'elle veut détrôner une forte opposition, une résistance nourrie, de très sérieux obstacles. »

BLOCH Marc (1886-1944)

Professeur d'histoire médiévale à l'université de Paris

Les Rois thaumaturges. Étude sur le caractère surnaturel attribué à la puissance royale, particulièrement en France et en Angleterre, Strasbourg, Presses de l'université de Strasbourg, 1924.

La société féodale, Paris, Albin Michel, 2 vol. 1939-1940.

L'étrange défaite, Paris, Franc-Tireur, 1945 (posthume).

« Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Mélanges historiques*, Paris, SEVPEN, t.1, 1963.

Le président de la République française, le 23 novembre 2024, a décidé de transférer les cendres au Panthéon de Marc Bloch, « pour son œuvre, son enseignement et son courage ». Le courage est un des traits marquants de cet intellectuel, engagé dans les deux guerres mondiales : comme combattant lors de la Grande Guerre et en 1940, comme résistant à la France de Vichy qui collaborait avec l'occupant nazi de 1940 à 1944. Son engagement d'Européen anti-nazi lui a coûté la vie : c'est à Lyon, où il était né, qu'il a été arrêté avant d'être fusillé par les Allemands le 16 juin 1944. Fils d'un professeur d'histoire antique, il entre à l'École Normale Supérieure en 1904 dont il sort agrégé d'histoire. Il séjourne en Allemagne de 1908 à 1909 où il suit les cours de Karl Bücher, Adolf von Harnack, Wilhelm Wundt. De 1912 à 1914, il enseigne l'histoire et la géographie aux lycées de Montpellier puis d'Amiens. Mobilisé le 2 août 1914 comme sergent d'infanterie, il termine la guerre comme capitaine. Il est décoré de la Croix de Guerre (4 citations) et de la Légion d'honneur. Il soutient sa thèse de doctorat *Rois et Serfs* en 1920 alors qu'il enseigne l'histoire du Moyen-âge à l'université de Strasbourg. Il rejoint la Sorbonne en 1936 pour occuper la chaire d'histoire économique. Au cœur de sa démarche, il y a cette maxime qui devrait encore nous inspirer : « Un historien ne doit pas dire seulement : voici comme les choses se sont passées. Mais : voici comment et pourquoi je sais ; dans quelles mesures j'ignore... »

Ce médiéviste a révolutionné la manière de « faire de l'histoire » en s'inspirant du sociologue Émile Durkheim pour qui « l'histoire ne peut être une science que dans la mesure où elle explique, et l'on ne peut expliquer qu'en comparant ». La méthode de Bloch est d'étudier les sociétés à travers des phénomènes où l'on peut observer similitudes, dissemblances, interactions. Par exemple, il se rend compte que le mouvement des « enclosures » en Grande-Bretagne (car il maîtrise l'anglais et l'allemand) révèle un processus d'individualisation des exploitations agricoles qui est observable également en France, en Provence notamment. Son collègue Lucien Febvre salue cette méthode comparatiste : « Il savait qu'en pareilles matières les frontières ne signifient rien ; que, si la seigneurie de l'Ile-de-France se retrouve dans ses grands traits sur le Rhin, elle ne se retrouve point par contre dans le Languedoc. » Marc Bloch a démontré que les sociétés médiévales ne pouvaient s'étudier que dans le cadre européen et que l'Europe ne pouvait se

comprendre sans la prise en compte de l'histoire médiévale : « Le monde européen, en tant qu'euro-péen, est une création du Moyen Âge, qui, presque du même coup, rompit l'unité (...) de la civilisation méditerranéenne... » Un fait géopolitique majeur conditionne l'émergence de l'Europe : « L'Europe a surgi, très exactement, quand l'Empire romain a croulé ». C'est à ce moment que ce qu'il appelle l'Europe « d'Occident et du Centre » acquiert son « unité incontestable », « l'unité même de sa civilisation ».

Avec son collègue Lucien Febvre, qu'il rencontre à Strasbourg, il fonde une revue qui existe toujours : les *Annales* d'histoire économique et sociale. C'est une révolution dans la discipline historique puisqu'il s'agit d'une part, d'adopter une démarche transdisciplinaire, qui intègre l'étude des mentalités, l'anthropologie, l'économie et la sociologie, d'autre part de sortir du paradigme événementialiste et nationalo-centrée qui domine à cette époque. L'histoire des historiens n'est plus la science du passé : c'est « la science de ce qui change ». Dès 1928, Marc Bloch lance cet appel : « En un mot, cessons, si vous le voulez bien, de causer éternellement d'histoire nationale à histoire nationale, sans nous comprendre. Un dialogue de sourds. » Parce que « les frontières ne signifient rien », il faut élargir la focale à l'échelle de l'Europe pour étudier les sociétés à partir des similitudes, des dissemblances, des interactions. Son ambition était de jeter les bases d'une histoire européenne de l'Europe. C'était le sens de sa candidature au Collège de France (1934) qui s'intitulait : « Projet d'un enseignement d'histoire comparée des sociétés européennes ». Il déplore que l'Europe ne soit pas enseignée dans l'université : « Par sa nature même et parce qu'il n'en existe pas encore (d'enseignement) d'équivalent à l'étranger, il s'avérerait capable, sans doute, d'exercer son rayonnement jusqu'au-delà des frontières. Il ne saurait se concevoir aujourd'hui dans le cadre rigide de nos universités. C'est pourquoi il m'a paru naturel d'en proposer la création à une maison traditionnellement accueillante aux nouveautés scientifiques. »

Lucien Febvre a résumé une formule la vie et l'œuvre de Marc Bloch : « Marc Bloch, grand Français, parce que bon et grand Européen (qui) pensait avec Michelet que ce n'est pas trop de toute l'Europe pour écrire l'histoire de France ».

BOSSUAT Gérard (né en 1944)

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Cergy-Pontoise (Val d'Oise, France)

La France, l'aide américaine et la construction européenne, 1944-1954, 2 vol., Paris, CHEFF, 1997.

Les fondateurs de l'Europe unie, Paris, Belin/Sup, 2001.

Faire l'Europe sans défaire la France (1943-2003), Peter Lang, 2005.

Gérard Bossuat est un historien reconnu de l'unité européenne et des politiques étrangères de la France. *L'opus magnum* (1000 pages) publié en 1997 (*La France, l'aide américaine et la construction européenne*) est le produit d'une thèse soutenue en 1988. Il s'agit d'examiner le rôle que les États-Unis ont joué dans la reconstruction de la France après la guerre et la naissance du projet européen. À partir de sources le plus souvent inédites, Bossuat nous entraîne dans les arcanes des mécanismes des aides américaines mais il prend en compte également l'influence de cette aide sur la politique européenne de la IV^e République et la dépendance géopolitique qui en est résultée. Il met à jour les difficultés et la complexité de l'entreprise de reconstruction et d'intégration européennes. Ce livre présente le grand avantage de mettre l'accent sur les acteurs de cette aventure, qu'il s'agisse des experts (Jean Monnet, Olivier Wormser, Hervé Alphand, Robert Marjolin...) ou des politiques (Robert Schuman, Georges Bidault, René Pleven, Léon Blum, René Mayer) qui ont fait la France et l'Europe d'après-guerre.

L'originalité de l'analyse de Bossuat vient de ce qu'elle ne considère pas que le plan Marshall, bien que « marqueur de la dépendance consentie des Européens vis-à-vis des États-Unis », ait été à l'origine de l'unité européenne, ce que pourtant il prétendait vouloir susciter. D'autre part, elle démontre que, contrairement aux volontés de ses concepteurs, le plan Marshall n'a pas imposé le libéralisme économique mondial car les gouvernements européens ont utilisé l'aide américaine en fonction de leurs grands intérêts. L'OECE (Organisation européenne de coopération économique), créée sous la pression américaine, « a facilité les échanges intereuropéens, sans avoir d'objectifs d'intégration ». « Les États-nations ont donc été ressuscités et l'union européenne n'a pas été créée. » Bossuat révèle un aspect méconnu du Plan : l'accès facilité aux compagnies privées américaines aux ressources rares des territoires d'outre-mer européens (chrome et nickel de Nouvelle-Calédonie...). Mais le plan Marshall a détruit les relations commerciales entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale, plus pour des raisons de guerre froide et de leadership sur l'Ouest européen que « par doctrine commerciale ». En résumé : dans les années 40-50, sans sortir du cadre atlantique, « l'Europe occidentale ne s'est jamais abandonnée aux États-Unis, assumant sa modernisation et son avenir ». Sauf pour sa sécurité : « Ce sont les Européens (Bidault, Ernest Bevin, Alcide de Gasperi) qui demandent aux États-Unis d'assurer une présence militaire durable en Europe. » Une remarque à retenir : « Les États-Unis ont

privilegié la construction atlantique par rapport à la construction des États-Unis d'Europe. » Ce qui convenait aux Français pour qui l'unité européenne n'a jamais été « un choix du cœur ». De fait, « la France accède incontestablement à un meilleur niveau de vie » et son agriculture (grâce à la Politique agricole commune, 1962) connaît une croissance annuelle de 4,2%.

La livre *Faire l'Europe sans défaire la France* (expression du président du Conseil français, Georges Bidault, en 1953) est en parfaite complémentarité avec le précédent. C'est la première synthèse historique sur les politiques françaises de construction européenne. Très rapidement, malgré le contentieux historique avec l'Allemagne, la France renonce à la revanche et au mythe de sa « grandeur ». Les gouvernements de la IV^e République (1946-1958) comprennent que la France peut s'assurer, par l'Europe communautaire, « les moyens de construire une Europe qui lui convient, c'est-à-dire une Europe qui prolongera les objectifs de sa politique extérieure » et de son développement économique (CECA). C'est la proposition Schuman du 9 mai 1950. La France gaulliste qui inaugure la V^e République en 1958 n'est pas si éloignée de cet objectif : le général de Gaulle accepte le Marché commun, ce qui n'était pas évident. Mais de Gaulle n'arrive pas à entraîner les autres pays européens dans une logique d'éloignement des Communautés à l'égard des Américains. L'échec du plan Fouchet (1962) a l'effet paradoxal de convaincre les décideurs français qu'il n'y a pas d'autre chemin que la construction européenne : les Communautés deviennent un véritable lieu politique, avec des moyens importants, et elles ne sont plus « une excroissance de la politique française ». De Georges Pompidou à Jacques Chirac, c'est une politique « de balance » entre approfondissement communautaire et résistance à la fédéralisation. Mais deux présidents ont pourtant ouvert des routes nouvelles : Valéry Giscard d'Estaing en inventant le Conseil européen ; François Mitterrand par l'Acte unique puis le Traité de Maastricht organisant de nouveaux partages de souveraineté. Celle-ci s'appuie tant sur 100 textes et déclarations d'acteurs et de témoins de la construction européenne qui constituent la deuxième partie du livre. Excellente initiative pédagogique au service des étudiants et des enseignants.

Finalement, on pourrait dire que la thèse centrale de Bossuat rejoint celle d'Alan Milward : la construction européenne n'a pas eu pour effet (ou objectif) l'effacement des États-nations, elle a contribué à les secourir.

BRUNETEAU Bernard (né en 1952)

Professeur d'histoire à l'université de Rennes (France)

Histoire de l'idée européenne au second XX^e siècle à travers les textes, Paris, Armand Colin, 2008.

Combattre l'Europe. De Lénine à Marine Le Pen, Paris, CNRS Éditions, 2018.

Ce livre repose sur une formule intéressante pour les enseignants d'histoire : une partie problématisée précède une sélection 165 textes dont les étudiants tireront profit pour comprendre l'histoire récente de l'Europe et des débats auxquels elle a donné lieu. L'introduction examine la thèse de « l'épuisement progressif » de l'idée/idéal européen(ne) qui serait lié à la mise en place de la construction institutionnelle et à la domination de la logique néo-fonctionnaliste et au modèle sous-jacent de l'Europe de la « nécessité ». Le projet initial ne serait donc pas le partage des valeurs mais l'optimisation des ressources dans l'intérêt des États pour accompagner la croissance économique et répondre aux pressions impératives de l'environnement international. L'euro-péisme serait donc une fiction rhétorique, un « paravent » utile. Deux causes principales de cet « épuisement » : marginalisation et division des mouvements fédéralistes à partir de l'échec de la CED ; abstention, voire l'anti-européanisme des « intellectuels » (Jean-Paul Sartre), pris dans le tropisme marxiste, dont l'universalisme ne se reconnaît pas dans un projet trop lié à la guerre froide. Mais après la guerre froide, l'idée européenne (humanisme, rationalisme, universalisme) redevient le référent totemique ultime, y compris dans chez les acteurs communautaires bruxellois qui évoluent sous le règne de la technique et de l'efficacité hors des affects politiques et historiques. On pourrait parler d'une « idéologie constructiviste » qui entend trouver une harmonie entre le marché, les États et un espace communautaire.

L'auteur distingue « trois milieux » qui ont porté l'idée d'Europe.

1/ L'euro-péisme des intellectuels antitotalitaires. L'antitotalitarisme a participé à la définition d'une identité européenne politique en associant le communisme à l'anti-personnalisme et à la négation des droits de l'Homme (qui sont à la source de la première institution européenne : le Conseil de l'Europe). Le Congrès pour la liberté de la culture est au centre du dispositif européen avec ses revues *Preuves* (France), *Encounter* (Grande-Bretagne), *Forum* (Autriche), *Tempo* présente (Italie), *Frankfurter Heft* (RFA). Raymond Aron en est la figure emblématique, mais il faut y ajouter les fédéralistes (Denis de Rougemont, Eugen Kogon ou Henri Frenay) qui veulent donner un sens métapolitique au fonctionnalisme européen. Ce milieu accueillera les désenchantés du soviétisme et du marxisme (Istvan Bibó, Jan Patocka, Milan Kundera...) à partir des années 1970 et à la suite de l'effet Soljenitsyne. Bruneteau résume ainsi ce mouvement : « À l'époque de Maastricht, une avant-garde intellectuelle sait à nouveau où est le sens de l'histoire. »

2/ L'euro-péisme pragmatique des groupes d'intérêt. Si l'auteur n'évoque pas les réticences de nombreux industriels européens effrayés par le choc à venir d'un marché commun, il a raison de souligner que les divers projets sectoriels (sidérurgie, agriculture...) provoquent la constitution de groupes professionnelles qui visent la protection de leurs intérêts en faisant pression sur leurs gouvernements ou en alimentant, pour certains, les mouvements pro-européens afin qu'ils agissent sur le milieu communautaire. 400 groupes sont présents à Bruxelles dès 1962, qui se répartissent entre les partisans d'une Europe protectionniste (agriculteurs), ceux du mondialisme déréglementé (comme l'European Roundtable of Industrialists) et ceux du protectionnisme limité aux États-nations. Un cas très connu est celui de la famille Agnelli en Italie, mécène de l'Union européenne des fédéralistes, promoteur de la CECA et de la CEE.

3/ L'euro-péisme centriste des partis « européens ». Bernard Bruneteau rappelle ce que beaucoup d'études ont déjà mis en valeur : deux forces/traditions politiques (démocratie-chrétienne et social-démocratie) convergent transversalement, au-delà du clivage gauche/droite, pour promouvoir une Europe unie (malgré les tendances eurosceptiques d'un SPD allemand et un Labour britannique pour des raisons de politique intérieure). Le pragmatisme du projet européen ne fait mentir leurs valeurs fondatrices. Pour Léon Blum, « en rendant à l'Europe un peu de bien-être et un commencement de prospérité nous travaillerons non pour le capitalisme, mais pour le socialisme ». François Mitterrand sera le continuateur de cette idée. Les démocrates-chrétiens voient dans l'Europe une manière d'être en phase avec les encycliques *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno*. Ces deux familles rassemblent pendant longtemps la majorité des députés du Parlement européen. L'Europe n'est donc pas seulement un « objet symptôme » : elle est « un puissant élément d'intégration politique dans les sociétés occidentales de l'après-1950 » grâce à l'exercice du compromis et de la transaction. L'effondrement du bloc communiste de l'Est redonne vigueur au débat sur l'idée européenne et pertinence à « l'identité démocratique occidentale sortie fortifiée de sa confrontation victorieuse avec le totalitarisme ».

Son deuxième livre, *Combattre l'Europe*, est à méditer. Il démontre que la haine de l'Europe est d'abord un effet du rejet de la démocratie représentative et libérale, un acquis européen.

BRUNSCHVICG Léon (1869-1944)

Professeur de philosophie à l'université de la Sorbonne

L'Esprit européen. Être et penser, Neuchâtel, La Baconnière, 1947.

L'Esprit européen. Être et penser. C'est le titre du livre posthume de Léon Brunschvicg, qui reprend un cours qu'il a professé à la Sorbonne, fin 1939 et début 1940, quand la catastrophe européenne se précise. Ce livre est une reconstitution de son cours à partir de ses notes. Dans la revue *Annales*, il a été salué par l'historien Lucien Febvre comme un des « chefs d'œuvre » de « la vieille université », tout en moquant les philosophes qui ignorent « notre pauvre histoire d'historiens souillés par l'impur contact des réalités ». Mais justement, Brunschvicg avait un intérêt philosophique pour l'histoire qu'il a transmis à deux de ses doctorants célèbres : Jean Cavaillès (1937) et Raymond Aron (1938). Pour Cavaillès, justement, et « l'étude de l'histoire nous garde du préjugé ontologique par lequel une figure transitoire se trouve hypostasiée en forme éternelle » (Hourya Benis-Sinaccœur, in Alya Agla et Jean-Pierre Azéma, dir., *Jean Cavaillès résistant. La pensée en actes*, Albin Michel, 2024). C'est une leçon à retenir pour les historiens de l'Europe.

Professeur d'histoire de la philosophie à la Sorbonne, cofondateur de la *Revue de métaphysique et de morale*, il est connu pour son livre *Progrès de la conscience dans la philosophie occidentale* (1927). Il est mort le 18 janvier 1944, en train de rédiger *Héritage de mots, héritage d'idées* (PUF, 1945). Persécuté par l'occupant nazi, son habitation parisienne et sa bibliothèque furent pillées. Il se réfugia à Aix-les-Bains. Le nazisme voyait le danger que pouvaient représenter pour l'Europe raciste et obscurantiste ces hommes des Lumières qui avaient une position puissante dans l'univers intellectuel et qui incarnaient un monde de valeurs incompatible. Pour Brunschvicg, ce qui est en jeu c'est le recul que représente la guerre dans « l'effort de l'humanité vers l'intelligence du vrai », dans « le progrès de la conscience ». Les sociétés sont victimes d'une « catastrophe que les masses barbares ont déchaînée sur la planète » et les philosophes ne peuvent pas échapper au devoir de penser « l'acharnement bestial, de l'homme contre l'homme » que représente l'Europe nazifiée et fascisée.

Dans son cours, il fait allusion directement à la guerre qui commence en parlant de « la tragédie dont nous ne pouvons détacher notre pensée ». Il explique à ses auditeurs que l'enjeu n'est pas « un simple déplacement de rapports de frontière et de puissance entre les États » : « Ce qui est en jeu, c'est bien l'avenir immédiat d'une civilisation qui sans doute n'est pas exclusivement européenne, mais qui a pris en Europe la conscience la plus claire et la plus exacte d'elle-même. » Le philosophe entend marquer une différence par rapport à une approche européocentrique : « Dans le monde antique, Alexandrie a été, tout autant que Rome, et ce qu'est de nos jours

New York, le centre d'une humanité à laquelle rien n'est étranger de ce qui fait la grandeur, ce qui fait la noblesse, de l'esprit européen. » Il explique aussi que la philosophie grecque doit beaucoup aux « penseurs originaires d'Asie mineure qui avaient transporté leur culture et leur influence dans les colonies de la Grande Grèce ». Il entend également se tenir à distance d'une approche essentialiste : « Nous savons trop avec quelle facilité complaisances et préjugés se glissent sous le couvert de ce que les phénoménologues appellent intuition de l'essence. » De ce point de vue, il est totalement en phase avec les historiens Marc Bloch et Lucien Febvre. Et loin de céder à la crispation nationaliste et germanophobe du moment, il tient à saluer la « contribution » de l'Allemagne (« l'Allemagne de Leibnitz et de Goethe, de Kant et de Schiller ») dans la constitution de cette « civilisation ». Son postulat est que l'Europe n'est pas « une expression géographique ». C'est une vision du monde et de la vie en société, issue d'une longue tradition née au siècle de Périclès, et qui n'a cessé de progresser, malgré les coups de boutoir des tragédies de l'histoire. Ce qui pour lui est de l'ordre de l'indiscutable, qui ne souffre d'aucune hésitation, c'est « un trait fondamental » qui est aussi une condition formelle de l'épanouissement de la culture européenne : « la libre recherche du vrai qui implique la libre profession de foi ». Tout ce qui fait que la « vérité » ne saurait se définir selon un critère « d'autorité » : « Là où elles font défaut, la dignité de la pensée est refusée à l'homme et nous devons y voir, même si cela se produit dans les limites du continent européen, le reniement de cette culture européenne à laquelle nous demeurons attachés. » Il utilise le titre du livre de Paul Hazard (*La Crise de la conscience européenne*) pour proposer une définition non-ontologique de l'esprit européen : « L'histoire de l'esprit, ce sera l'histoire des crises de la conscience européenne. »

La civilisation européenne est une quête spirituelle, où chaque génération doit renouveler l'alliance entre science, raison, foi et justice. La culture est d'abord conscience de soi et non patrimoine. Elle demeure « inerte et morte tant qu'elle se borne à rôder en quelque sorte autour des âmes, tant qu'elle n'a pas suscité l'effort de la conscience pour se posséder elle-même et se conquérir dans son autonomie essentielle », la « réalité de la civilisation » étant cet effort. Ainsi pourra naître une « Europe communauté spirituelle ». Deux citations, à méditer, résument la tonalité de son cours qui se présente comme une défense du rationalisme européen et de l'autonomie de la pensée. Selon lui, de Descartes à Kant, l'Europe affirme l'idée que penser, c'est fonder l'être : « L'Europe est le nom que l'on donne à l'histoire d'un progrès de l'esprit. » « L'esprit européen n'est pas né d'une conquête, mais d'un scrupule. »

CLARK Christopher (né en 1960)

Professeur d'histoire à l'université de Cambridge

The Sleepwalkers. How Europe went to war in 1914, Allen Lane, 2012.

(traduction française : *Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Flammarion, 2013.)

Il fallait une certaine témérité à l'historien australien Christopher Clark pour réexaminer, dans un livre de 927 pages, alimenté par l'exploration de sources de première main, ce qui a conduit l'Europe à inaugurer le XX^e siècle par une guerre terrible, la plus meurtrière de son histoire. Il affine l'historiographie récente qui a établi que la guerre 14-18 n'a pas été vraiment voulue et préméditée mais elle est le résultat d'un ensemble d'interactions et d'enchaînements diplomatiques qui s'inscrivent dans un contexte de rivalités impérialistes et de « quête de puissance mondiale ». Il entend lutter contre les biais qui nous font passer « de l'improbable à l'inéluctable » en nous laissant croire que les décideurs maîtrisent la connaissance des choses et le processus de ce qui advient dans l'histoire.

Son ambition centrale : comprendre la crise de juillet 1914 « comme un événement moderne, le plus complexe de notre époque, et peut-être de tous les temps ». Pour cela, il s'intéresse moins au « pourquoi » (qui renvoie aux causes lointaines et conduit à considérer l'événement comme inévitable) qu'au « comment » : « La question du comment nous invite à examiner de près les séquences d'interactions qui ont produit certains résultats. » De cette manière on redonne aux acteurs du jeu politique un rôle qui n'est pas celui de « simples exécutants de forces établies depuis longtemps qui échappent à leur contrôle ».

Le premier intérêt de l'approche de Clark est qu'elle opère un changement de focale en recentrant l'analyse sur la Serbie qui, dit-il, « reste dans l'angle mort des historiens de la crise de juillet qui réduisent souvent l'attentat de Sarajevo au rang de simple prétexte ou d'événement sans véritables conséquences sur les forces réelles dont l'interaction a déclenché la guerre ». Il met en lumière des événements qui se situent en périphérie de l'Europe mais qui jouent un rôle dans le processus de déstabilisation de l'ordre international comme l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908) ou l'indépendance en 1912 de l'Albanie (qui cristallise l'antagonisme serbo-autrichien). Le potentiel belligène de ces événements est activé par la réorientation de la politique balkanique de la Russie qui stimule le mythe de la restauration de la « Grande Serbie », profondément ancré dans la culture et l'identité serbes et incarné par l'homme d'État le plus important en Serbie de 1904 à 1918, Nikola Pasić, engagé très jeune dans la lutte pour l'indépendance de la Serbie contre les Turcs, une des figures

de proue des cercles pro-russes et panslaves. Mais il n'hésite pas à plonger au cœur de l'événement en proposant une nouvelle lecture du coup de feu du 28 juin 1914 à Sarajevo qui a tué l'archiduc François-Ferdinand, ce qui lui permet de réexaminer le cas de l'Autriche-Hongrie, « empire sans qualités », incapable de gérer autant sa dualité politique que la conflictualité endémique des minorités, qui se coupe de l'amitié austro-russe en provoquant le réveil de l'ultra-nationalisme russe.

Le deuxième intérêt de ce livre est de proposer, à partir de sources souvent inédites ou négligées, un portrait de l'Europe à la veille de 1914, « un continent divisé ». Clark décrit une géopolitique européenne bipolarisée à partir de 1907 autour de deux systèmes d'alliances. Mais il tient à souligner que si ce système est une « condition préalable de la guerre », il n'explique pas le déclenchement de la guerre : « rien n'était écrit à l'avance ». Il entend restituer la complexité d'une « période d'incertitude sans précédent » lourde de « menaces différentes et fluctuantes, opérant dans un environnement à haut risque et extrêmement opaque » (politiques européennes de surarmement).

Des centres de décisions multiples constituent, sources d'incohérences et d'ambiguïtés, qui interdisent de penser qu'il y a eu une stratégie prédéfinie de part et d'autre. Pour l'Autriche-Hongrie, « l'attentat de Sarajevo n'a absolument pas été le prétexte au déclenchement d'une quelconque stratégie préexistante d'invasion ou de conquête ». Concernant l'Allemagne, Clark cite l'ambassadeur allemand à Vienne qui, deux jours après l'attentat, exhorte les Autrichiens à la « prudence ». Jusqu'à la fin de juillet, on note « une réticence des Allemands à déclencher les préparatifs militaires ». Une intervention russe n'est pas jugée probable.

Le conflit qui éclate en 1914 « n'est que la troisième guerre des Balkans » (après 1912 et 1913). L'emballement est produit par des « mécanismes d'amplification » liés au fait que les Balkans sont cœur du système géopolitique européen. En mettant en avant les « processus multilatéraux d'interaction » au cœur du drame, Clark porte un coup fatal aux récits conspirationnistes : « Il n'y a pas d'arme du crime dans cette histoire. »

DAWSON Christopher (1889-1970)

Professeur d'études catholiques à l'université de Harvard.

The Making of Europe. An introduction of the history of European unity, Londres, Sheed & Ward, 1932.

The historic reality of Christian culture; a way to the renewal of human life, New York, H & B Publishers, 1960.

Christopher Dawson est un historien britannique qui a été influencé par l'histoire comparée des civilisations de deux grandes figures d'historiens : Oswald Spengler et Arnold J. Toynbee. Il défend l'idée qu'il existe une unité de l'Europe et que cette unité n'est pas fondée sur une base raciale, géographique, économique ou politique, mais culturelle et spirituelle, forgée par la synthèse entre la civilisation romaine, le christianisme et les peuples germaniques après la chute de l'Empire romain. Il insiste sur la mission unificatrice de l'Église chrétienne, capable d'intégrer des peuples divers dans un cadre commun de valeurs et d'institutions. « Les origines de la culture occidentale remontent à la nouvelle spiritualité qui a émergé des ruines de l'Empire romain grâce à la conversion des barbares du nord à la foi chrétienne. L'Église chrétienne a hérité des traditions de l'Empire. Elle s'est présentée aux barbares comme le porteur d'une civilisation supérieure, dotée du prestige du droit romain et de l'autorité du nom romain. »

Cet ouvrage est aujourd'hui largement dépassé et oublié, mais c'est un jalon important dans les études spécialisées sur l'histoire culturelle de l'Europe. Il a été une source d'inspiration pour les tenants d'une pensée européenne chrétienne conservatrice, comme T.S. Eliot, Jacques Maritain ou Romano Guardini. L'écrivain britannique T.S. Eliot, par exemple, auteur du fameux *Notes towards the Definition of Culture* (1948), considère que seule la religion chrétienne fonde l'identité historique de l'Europe : « Je ne conçois pas de déclaration sincère sur l'unité historique de l'Europe qui ignore le problème religieux. » Aujourd'hui, on critiquerait facilement le téléologisme de cette étude orientée sur l'Occident chrétien (même si Dawson n'oublie pas de mentionner les apports byzantins ou islamiques), et sa relativisation du rationalisme et de la culture des Lumières. Paul Hazard, au même moment dans *La Crise de la conscience européenne* (1935), montre au contraire que ce modèle est en crise à l'époque moderne (1680–1715) avec l'apparition de la pensée critique, rationaliste, individualiste. La modernité intellectuelle (Locke, Bayle, Fontenelle) fracture l'ordre ancien fondé sur Dieu et le roi et ouvre une ère de tension entre autorité et liberté de penser, cette tension constituant une nouvelle culture propre à l'identité européenne. « Les esprits européens ont ressenti en même temps l'envie de croire et le besoin de douter. C'est cette contradiction qui fait la grandeur de l'Europe. » Mais Dawson et Hazard regardent tous les deux l'Europe comme une entité culturelle et intellectuelle avant d'être politique.

La démarche de Christopher Dawson est habitée par la conviction presque messianique que l'Europe a une mission civilisationnelle à réaliser, qu'il y aurait donc un sens de l'histoire. D'où sa déploration de la sécularisation de la culture, sous la forme du nazisme ou du communisme. Il établit un lien entre la grandeur d'une civilisation et la religion : « The great civilizations of the world do not produce the great religions as a kind of cultural by-product; in a very real sense, the great religions are the foundations on which the great civilizations rest. A society which has lost its religion becomes sooner or later a society which has lost its culture. » Une citation pourrait résumer cet ouvrage : « European unity is not the unity of race, or of politics, or of geography, but the unity of a common spiritual tradition, a common moral law and a common way of life. »

Mais en 1932, il a conscience que « l'on conteste de tous côtés l'hégémonie de l'Europe » et qu'il n'est plus possible « de considérer plus longtemps la Russie et l'Amérique comme des colonies de culture européenne » puisqu'elles créent « des civilisations qui leur sont propres ». Le problème de l'Europe est son déficit d'incarnation politique : « Personne, malheureusement, n'a la charge de plaider la cause de l'Europe. (...) Mais personne n'a jamais songé à nommer l'Europe une nation. Aussi la cause de l'Europe est-elle d'avance perdue, par défaut. » La survie de la « civilisation européenne », selon Dawson, est de retrouver le chemin de l'« unité culturelle » de l'Europe pour faire renaître « une conscience européenne commune ». Dawson explique qu'il faut pour cela se « défaire des fausses représentations du passé qui ont gagné du terrain au cours du siècle et recouvrer le sens historique de la tradition européenne ». Ces « fausses représentations » étaient véhiculés par des historiens qui publiaient des « manuels de propagande nationaliste ».

Il faut « réécrire l'histoire » non pas du point de vue des nations mais par le prisme de l'Europe. Les historiens ont trop été attentifs à étudier « nos individualités nationales » en mettant de côté ce qui appartenait « du sol commun où a pris racine » la tradition de chaque nation. Toute la vie internationale a été marquée par ce biais culturel qui ne pouvait qu'engendrer les guerres. « Les vrais fondements de notre culture sont non pas l'État national mais l'unité européenne. »

DEMANGEON Albert (1872-1940)

Professeur de géographie économique à l'université de Paris.

Le Déclin de l'Europe, Paris, Payot 1920 (Traduction anglaise : *America and the Race for World Dominion*, Maurice-Garden City, New-York, and Doubleday, Page and Cy, Toronto, 1921). Livre réédité en 1975 (Paris, Guénégaud).

Agrégé d'histoire et géographie en 1895, Albert Demangeon enseigne à l'université de Lille, puis à la Sorbonne à partir de 1911 où il occupera la chaire de « géographie économique ». Pendant la Grande Guerre, il est affecté au Service géographique de l'armée où il rédige des notices à l'intention de l'état-major. Il participe au Comité d'études pour la préparation de la paix. Très influencé par la géographie enseignée par Paul Vidal de la Blache (il est d'abord « ruraliste : sa thèse est une monographie régionale de la Picardie), il est proche de Henri Hauser, de Marc Bloch et de Lucien Febvre. Avec ce dernier, qui comme lui a commencé sa carrière à l'université de Strasbourg, il publiera une étude importante (*Le Rhin : problèmes d'histoire et d'économie*, Paris, Armand Colin, 1935) qui défend l'idée, originale pour l'époque, d'un fleuve européen, international, trait d'union entre les peuples, et non pas d'un fleuve frontière ou un fleuve allemand). Il plaide pour une « géographie-carrefour » (anthropologie, linguistique, sociologie, économie, l'histoire) convaincu que la science n'est pas « une boutique avec des cloisons hermétiques ». *Le Déclin de l'Europe* marque le rapprochement de la géographie et de l'histoire avec la science économique. Demangeon examine les conséquences de la guerre sur la place de l'Europe dans le monde. Il invente une notion pour résumer sa problématique : « le déplacement de la fortune » qui apparaît comme l'un des faits capitaux et irréversibles de la guerre : « Il n'est douteux pour personne que l'Europe, qui régissait le monde jusque vers la fin du XIX^e siècle, perde sa suprématie au profit d'autres pays ; nous assistons au déplacement du centre de gravité du monde hors d'Europe ; nous voyons sa fortune passer aux mains des peuples de l'Amérique et de l'Asie. » Toujours précis, Demangeon note que pendant les 51 mois de guerre, l'excédent US exportations/importations était de 11 milliards \$ alors que de 1789 à 1914, cet excédent n'a pas dépassé 9 milliards \$. En 1916, le Japon produit 20 millions de tonnes de houille contre 27 millions en 1918, et ses exportations de tissu de coton sont passées de 33 millions de yen en 1913 à 128 en 1917. « Il existe maintenant plusieurs foyers de haute humanité au lieu d'un. Depuis les grandes découvertes, le monde s'était européanisé ; sous l'influence de continents et de peuples plus jeunes dans le progrès, il tend à se régionaliser. Il se prépare un nouveau classement des régions de la terre où l'Europe ne tiendra plus seule la tête. C'est une rupture d'équilibre qui s'accomplit au détriment de l'Europe. » L'Europe doit désormais partager les marchés mondiaux avec de nouveaux venus. Comment peut-on parler de « victoire » en 1919 ? L'Europe est saignée démographiquement, endettée sur le plan financier,

fragilisée économiquement, divisée idéologiquement (URSS) et socialement (« nouveaux riches »), fragmentée ethniquement (nouveaux États-nations, minorités nationales), dépendante (des États-Unis, du Japon), menacée dans ses colonies. La guerre se termine sur un constat amer : en Europe, il n'y a ni vaincus, ni vainqueurs ; tous les pays ont été lourdement atteints ; le déclin du continent est amorcé et il sera inexorable si les États européens n'arrivent pas à s'entendre. Albert Demangeon est un historien-géographe engagé. Il appuie les efforts de Briand et de Stresemann en faveur d'un rapprochement franco-allemand. Il se dit favorable à une Europe fédérale : « En face des autres continents, il faut créer une organisation défensive, un bloc européen. Il y a trop de frontières en Europe. On doit souhaiter des États-Unis d'Europe. » Il estime qu'il est salutaire que la Grande-Bretagne choisisse l'Europe et non l'Empire » (Albert Demangeon, « L'Angleterre, l'Europe et le monde d'après le livre de Erich Obst », *Annales de géographie*, 1928). En 1934, dans la revue *Annales d'histoire économique et sociale*, il publie un article (« remarquable », selon Marc Bloch) : « Les conditions géographiques d'une union européenne. Fédération européenne ou ententes régionales ? ». Il souligne les inconvénients du morcellement européen qui isole les pays « arriérés », rend impossible « une division du travail industriel » à grande échelle, multiplie les « industries nationales incapables de produire en masse pour un vaste débouché », interdit la constitution de « marchés assez larges » (c'est l'idée-force de Jean Monnet) « ayant des besoins uniformes et des habitudes commerciales homogènes ». Au fond, il pense que c'est plus par l'économie que par la politique que l'on peut faire l'Europe, surtout après l'avènement d'Hitler au pouvoir. « Toute l'économie européenne tressaille à chaque instant de réflexes politiques. (...) Les hommes d'État qui veulent consolider la paix politique n'y parviendront qu'en multipliant les solutions de détail. » Réaliste, et à regret, il pense qu'il faut remiser l'idée de « fédération européenne » et préférer « l'entente économique ». Mais « la route sera longue ». Albert Demangeon a été l'un des rares à critiquer la non-scientificité de la Geopolitik promue par Karl Haushofer en Allemagne. En 1939, il dénonce « l'idée de la hiérarchie des peuples, qui est la base de la politique raciale » et du mythe de « la supériorité de la race germanique », un mythe légitimant une volonté d'hégémonie et aboutissant à la guerre (« Géographie politique à propos de l'Allemagne », *Annales de géographie*, 1939, p. 117).

DÍEZ DEL CORRAL Luis (1911-1989)

Professeur à l'université de Madrid.

Il rapto de Europa, Madrid, Revista de Occident, 1954. Traduit en français (*Le rapt de l'Europe, une interprétation historique de notre temps*, Paris, Stock, 1960) et en anglais (*The Rap of Europe*, London, Ruskin House, 1959).

Luis Díez del Corral est une des figures (oubliées et rejetées aujourd'hui) de ce courant nostalgique d'intellectuels des années 1950 (Spengler, Toynbee, Siegfried qui préface le livre...) qui n'arrivent pas à accepter l'aveu des faits, à savoir la perte de la puissance et du rayonnement mondial des pays européens, mais qui ne s'intéressent pas au projet européen (auquel ils ne croient peut-être pas). Derniers témoins de la croyance en la prédestination de l'Europe à incarner et à accomplir ce qu'il appelle « l'histoire du destin universel de l'humanité », cette croyance étant liée à la certitude de « la supériorité de l'Europe au début de l'époque contemporaine » et « sa prééminence sur les autres peuples ». La première citation du livre *Il rapto de Europa* a pour auteur Hegel : « L'Europe est la partie du monde de l'esprit (...) qui s'est consacré à la réalisation et l'agencement de la culture... » Par Hegel, Díez del Corral entend justifier l'hégémonie européenne : « *Si les Occidentaux dominant la planète, ce n'est pas par simple conquête ou appropriation, mais en vertu de droits plus profonds : la raison suprême et absolue* ». Mais il précise : « *la raison divine et absolue* ».

L'Europe a ouvert l'ère scientifique et technique car sa culture est « essentiellement une culture sécularisée ». S'appuyant sur Max Weber, il affirme que l'Europe a été façonnée par une philosophie de l'histoire fondée sur l'idée que la raison est capable de « contempler Dieu ». Les États d'Orient et d'Extrême-Orient ont incarné de grandes civilisations, mais ils « sont morts » car leur histoire « forme une sorte de première couche préhistorique et pour ainsi naturelle de l'histoire véritable ». L'Europe serait donc le sanctuaire de « l'histoire véritable ». Un pré-supposé qu'Auguste Comte (avec sa « religion positive ») contresigne, convaincu que les Européens sont « l'élite ou l'avant-garde de l'humanité », leur force venant d'un « patriotisme européen » éloigné de tout « cosmopolitisme stérile ».

Comment comprendre le nationalisme qui s'impose en Europe au cours du XIX^e siècle ? La « supériorité » de l'Europe sur les autres peuples était « si évidente (...) qu'on cessa d'y penser ». L'historiographie fut mise au service de l'histoire nationale. « De nos jours encore, les sciences historiques portent l'empreinte et les formes de cette servitude ». Pourtant, l'irénisme européen de Díez del Corral lui fait dire que « jusqu'à une date récente » (le nazi-fascisme ? nulle mention dans ce livre) il n'y a pas eu de « murs véritables » et que « les nations d'Europe

ont formé une constellation homogène ». Il croit que l'Europe est « une seule personnalité qui montre un visage distinct à travers les diverses nations qui la composent ». Le nationalisme allemand prendrait racine dans « les idéaux universels » (Friedrich Meinecke). Bismarck et Cavour apparaissent comme des « fidèles hérauts de la coexistence et de l'équilibre international dans le cadre de l'unité européenne ».

Le nationalisme et rationalisme technique furent adoptés hors de l'Ouest européen. En quelques années après débarquement commodore Matthew Perry qui apporte à l'empereur du Japon un message d'amitié du président américain Franklin Pierce (1853), « le Japon allait transplanter chez lui la constitution prussienne, les codes allemands, s'approprier le savoir des meilleures universités européennes, la technique navale anglaise, les systèmes industriels américains. » Pour Díez del Corral, « le renversement » de la position de l'Europe dans le monde se produit dans l'entre-deux-guerres. Elle est le résultat de « l'expropriation de la culture européenne » à travers ses techniques. Un pays « ravisseur » : les États-Unis (la physique nucléaire a été découverte en Europe, mais « les grandes applications pratiques en ont été réalisées ailleurs »). D'où le thème de « rapt d'Europe », comme l'explique l'historien René Rémond dans la recension qu'il fait de ce livre en 1960 : « *L'idée maîtresse s'exprime à travers la référence au mythe antique, qui préfigurait étrangement plusieurs millénaires à l'avance le destin de ce continent : comme Zeus avait enlevé Europe, les autres continents à leur tour, après avoir reçu de l'Europe les secrets de la puissance, les retournent contre elle. Mais le même mouvement, qui consomme la ruine de l'Europe comme domination sur le monde, consacre son triomphe comme civilisation : c'est à elle que tous les autres continents empruntent leurs valeurs et leurs institutions.* »

L'Europe doit donc « oublier les grandeurs passées », « renoncer à ses prétentions à sa supériorité intrinsèque », pactiser avec les « ravisseurs » et « tirer de ses entrailles un renouveau de vitalité ». Comment ? Le livre ne l'indique pas. De même qu'il évacue de manière surprenante les causes et l'impact de la Seconde Guerre mondiale sur l'Europe, peut-être pour ne pas supprimer la pierre d'angle de son édifice intellectuel, si peu historique. Sur la métaphore du « rapt », se reporter à la notice Heinz Wismann.

DUMOULIN Michel (né en 1950)

Professeur d'histoire à l'université catholique de Louvain.

La Commission européenne, 1958-1972. Histoire et mémoires d'une institution, Luxembourg, OPOCE, 2007.

Michel Dumoulin peut être perçu comme une figure de la génération des historiens qui se sont engagés dans l'histoire de l'intégration européenne. Son travail et son itinéraire d'historien ne peuvent se comprendre sans la prise en compte d'un moment où les politiques européennes expriment une volonté d'encourager les historiens à s'intéresser à l'histoire de l'Europe. La création de l'Institut européen de Florence (1976) s'inscrit dans cette volonté. Les associations pro-européennes avaient imaginé des structures d'enseignement associatives (par exemple le Collège d'Europe) qui avait peu suscité l'attention des historiens, peut-être en raison du caractère militant et élitiste de ces initiatives. Il faut attendre les années 1980 pour qu'un « Groupe de liaison » soit créé avec des historiens académiques. L'historien français des relations internationales, Jean-Baptiste Duroselle, est l'un des premiers à opérer un rapprochement avec l'institution. L'événement à l'origine de ce changement est la décision de la Communauté européenne d'ouvrir les archives communautaires au public. Des colloques sont organisés qui attirent des historiens européens, essentiellement contemporanéistes. L'enjeu est de faire que l'histoire de l'Europe « passe le plus rapidement possible dans l'enseignement universitaire et secondaire ».

Parmi eux le Belge Michel Dumoulin qui, en 1979, a obtenu une bourse de jeune chercheur de la Commission européenne au titre de l'information universitaire. Il faut dire que les historiens européens ne se précipitent pas pour travailler sur ce thème. Il y a des difficultés pour recruter des candidats en vue d'un partenariat durable. Ses thèmes de prédilection : l'histoire des relations internationales de la Belgique et l'histoire économique et institutionnelle de la construction européenne. Sa thèse, soutenue en 1981 à l'université catholique de Louvain, s'intitule : « Italie-Belgique, 1861-1915. Relations diplomatiques, culturelles et économiques. » En 1987, son livre sur *La construction européenne en Belgique (1945-1957)* indique clairement son évolution vers des problématiques encouragées par la Commission européenne. Il fait partie des premiers membres du Groupe de liaison des historiens contemporanéistes (1982-1988), animé par René Girault, dont l'ambition est d'institutionnaliser un nouveau champ de recherches : l'histoire de l'Europe. Il côtoie Walter Lipgens, Wilfried Loth, Hans-Peter Schwartz, Llaus Schwabe, René Girault, Raymond Poitevin, Gilbert Trausch, Adrian Manning, Alan S. Milward. Il est le plus jeune. Michel Dumoulin participera ensuite au réseau de recherche sur *l'identité et la conscience européenne au XX^e siècle*, imaginé par René Girault (1989-1999), où il rencontre de jeunes chercheurs (Éric Bussière, Robert Frank, Marie-Thérèse Bitsch, Antoine Fleury) qui constituent un réseau productif et durable.

Concernant ses publications sur l'Europe, on notera : *La construction européenne en Belgique, 1945-1957. Aperçu des*

sources (1988) ; Robert Triffin, le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet et les problèmes monétaire européens, 1968-1974 (1988) ; avec Éric Bussière, *Les cercles économiques et l'Europe au XX^e siècle. Recueil de textes* (1992) ; avec Yves Conrad, *Répertoire des chercheurs et de la recherche en histoire de la construction européenne* (1992). Il organise de nombreux colloques internationaux sur la question des milieux économiques face à l'intégration européenne mais aussi sur *l'Historiographie des constructions européennes* (1992). Il ne délaisse pas pour autant les enjeux de l'actualité, par exemple : *Vers une Europe élargie*, en 2000 (avec Geneviève Duchenne) ou *L'Union européenne et les États-Unis*, en 2003. On voit qu'il est au cœur de la naissance d'un réseau d'historiens soucieux de conforter un nouveau champ de recherche, abordant autant les thématiques que l'historiographie et les sources, dans un dynamique que l'on pourrait qualifier d'altruiste. À ce titre, il participe à la création d'une collection (« Euroclio »), aux éditions Peter Lang, afin d'« ouvrir des pistes en matière d'histoire de la construction/intégration/unification européenne » (il la dirige à partir de 2001).

Dumoulin était l'homme qu'il fallait pour coordonner une entreprise éditoriale qui a fait date : *La Commission européenne, 1958-1972. Histoire et mémoires d'une institution* (Luxembourg, OPOCE, 2007), traduite en allemand, anglais, italien et néerlandais. Bien qu'il s'agisse d'une commande de la Commission européenne, les auteurs (Michel Dumoulin, Marie-Thérèse Bitsch, Gérard Bossuat, Éric Bussière, Julie Cailleau, Yves Conrad, Anaïs Legendre, Matthieu Lethé, Wilfried Loth, Jan van der Harst, Arthe Van Laer et Antonio Varsori) ont joui d'une totale liberté pour explorer les archives communautaires, recueillir 120 témoignages d'anciens fonctionnaires, et écrire l'histoire interne et complexe d'une institution qui fut « une invention de chaque jour ». Dumoulin explique l'enjeu : « *Si la construction européenne est une aventure inédite, si les institutions communautaires n'ont pas d'antécédents, la Commission européenne est certainement l'organe le plus insolite de cet ensemble que Jacques Delors a appelé un « objet politique non identifié ».* Dans l'histoire, il est rare de rencontrer des institutions dont les commencements ne reposent sur aucune tradition, sur aucune expérience et qui doivent inventer leur route au fur et à mesure qu'elles avancent. Les républiques, à leur naissance, étaient de celles-là mais elles succédaient très généralement à des royaumes dont elles reprenaient les pouvoirs et les structures administratives, ayant à inventer essentiellement leurs relations avec les parlements et avec le peuple. » Un instrument indispensable pour les historiens de l'Europe et pour dédramatiser une institution qui est au centre des discours anti-européens de tous bords.

DUROSELLE Jean-Baptiste (1917-1994)

Professeur d'histoire des relations internationales à l'université de la Sarre, à l'université de Lille, à l'université de la Sorbonne.

L'Europe de 1815 à nos jours. Vie politique et relations internationales, PUF (« Nouvelle Clio »), 1964.

L'idée d'Europe dans l'histoire, Paris, Denoël, 1965.

Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939, Paris, Imprimerie nationale, 1979.

L'Europe. Histoire de ses peuples, Perrin et Bertelsmann Lexikon Verlag, 1990.

Jean-Baptiste Duroselle, disciple de Pierre Renouvin (tous deux ont écrit en 1964 une magistrale Introduction à l'histoire des relations internationales), est un historien des relations internationales qui a marqué sa génération. Sa notoriété l'a conduit à présider la commission de publication des documents diplomatiques du ministère français des Affaires étrangères, à présider durant dix ans la Commission franco-américaine Fulbright d'échanges universitaires et culturels (1963), mais aussi à être un des « ghostwriters » de Jean Monnet pour la rédaction de ses Mémoires (1976). Il est également l'un des introducteurs des American Studies en France.

En 1964, en un temps où l'Europe n'intéressait guère les historiens, il publie à destination d'un public universitaire : *L'Europe de 1815 à nos jours. Vie politique et relations internationales*. C'est une approche classique qui fait la part belle à l'histoire diplomatique. Un an après, il publie une remarquable histoire de l'idée européenne, préfacée par Jean Monnet. Malgré cette caution qui aurait pu restreindre sa liberté, il tient à se tenir à distance d'une approche normative ou essentialiste : « Il me paraît qu'un historien, si "Européen" soit-il, doit, lorsqu'il fait de l'Histoire, penser, parler, écrire en historien et non en Européen. » La thèse qu'il développe se veut presque anti-historique : il n'y a pas eu évolution ou prédestination, mais totale et originale innovation. Duroselle explique que l'Europe est une « réalité géographiquement mal délimitée » et qu'il y a « une immense variété d'Europes ». Du constat que l'histoire des pays européens est marquée par la culture des rapports de force jusqu'en 1945 il déduit qu'il n'y a pas une organicité nucléaire originelle (la « civilisation européenne ») que les nations auraient empêché de se développer.

Ce sont d'abord les circonstances qui sont à l'origine de la naissance de l'Europe-Institution et, bien sûr, la volonté des hommes. Après la guerre, une dynamique de « construction » anime des nations décidées à vivre ensemble selon des logiques de coopération et de mutualisation dans un esprit de bienveillance. Le fait d'employer l'expression « Europe créatrice » signale sa prise de distance avec la doxa téléologique d'une « Europe plus ou moins millénaire préexistant à ses nations et dont l'unité serait un idéal poursuivi depuis longtemps » (Pierre Gerbet). D'où sa divergence profonde avec le postulat fondateur du fédéraliste Denis de Rougemont. Celui-ci, dans un livre paru en 1962 (*Vingt-huit siècles d'Europe*), soutient la thèse selon laquelle il existerait une Europe « beaucoup plus ancienne que

ses nations » procédant « d'entités spirituelles, historiques et géographiques qui nous dépassent très largement ».

Pourtant, Duroselle semble le rejoindre en 1990 quand il publie : *L'Europe. Histoire de ses peuples*. Il dit croire en la réussite de la « construction européenne » parce que « la communauté européenne existe, de façon d'abord embryonnaire, depuis des temps reculés, puis de plus en plus élaborée, et cela malgré les guerres, les conflits, le sang, les larmes ». C'est plus une histoire politique chronologique classique qu'une approche anthropologique que le titre laisse imaginer. Elle met en exergue les événements au détriment des tendances lourdes et ne fait « apparaître les phénomènes qu'au moment de leur émergence et aux dépens de leur enracinement et de leur longue durée : ainsi en va-t-il de l'antisémitisme européen (...) ; mais étant donné qu'il est endémique en Pologne, on n'en parle jamais parce qu'il ne se transforme pas en événement » (Marc Ferro). Cette présentation de l'Europe comme la marche triomphale de la raison, de l'unité et la démocratie contre le nationalisme et le totalitarisme, oublieuse de la part sombre de la modernité européenne (esclavage, antisémitisme, colonialisme, impérialisme), a été critiquée par des historiens. Denis Crouzet ironise sur un récit construit autour d'« une succession de scissions, depuis les mégalithes ou l'expansion celte jusqu'à la démocratisation des nations de l'Est, qui ont fini par déterminer un mouvement de dépassement des langues, des cultures, des conflits politiques ou économiques. Et là encore, on retrouve le mythe de la civilisation partagée ».

Ce livre incarne une tendance que les nouveaux historiens récuse : assigner l'histoire à la mission de révéler la préexistence d'une « communauté européenne » qui devait fatalement aboutir à l'union européenne. Duroselle a contre lui des historiens (24), conduits par le médiéviste Georges Duby, qui proposent en 1985 une nouvelle histoire de l'Europe : auteurs « venus de tous les pays d'Europe », publié en plusieurs langues avec des versions abrégées et des émissions de télévision pour toucher le grand public. Duby et Jacques Le Goff veulent une approche transnationale qui va « relier les événements aux structures économiques, politiques, juridiques et culturelles » mais aussi aux données du « milieu naturel ». Projet immense, génial, mais très coûteux. Mais la Commission européenne choisira le projet Duroselle, publié en 7 langues simultanément dans plusieurs pays.

FEBVRE Lucien (1878-1956)

Professeur d'histoire moderne au Collège de France

L'Europe. Genèse d'une civilisation. Cours professé au Collège de France en 1944-1945, Paris, Perrin, 1999.

Nous sommes des sang-mêlés. Manuel de la civilisation française, Paris, A. Michel, 2012 (avec François Crouzet).

Historien moderniste, cofondateur de l'École des Annales avec Marc Bloch, professeur au Collège de France, Lucien Febvre a été le premier à concevoir un cours sur l'histoire de l'Europe. En 1943, en pleine guerre, comme un geste de défi face au nazisme, il propose à ses collègues de créer une chaire intitulée : « Histoire de l'humanisme européen ». Son argument, qui résonne comme un acte de Résistance : « L'histoire de l'humanisme, c'est d'abord l'histoire du lent progrès de ces notions d'autonomie et de liberté de la personne humaine, de dignité et de respect de la personne humaine ». Pour cet historien, l'histoire n'est pas « une nécropole endormie ». Elle doit servir à comprendre, voire à combattre pour préserver cette « conquête morale ». La chaire ne sera pas autorisée. Mais Lucien Febvre ne perd pas de vue son idée.

En 1944 et 1945, il décide de consacrer ses « leçons » du Collège de France à l'idée européenne où il offre une contribution magistrale à la clarification des notions controversées de « culture », de « valeurs », d'« identité », de « patrimoine ». Son ambition cachée est de déconstruire le discours nazi sur l'avènement de « l'Europe de mille ans ». Le nazisme a dévoyé l'idée européenne en développant une propagande dont l'ambition n'était autre que de tenter de légitimer une entreprise de colonisation et d'exploitation des autres pays européens. Le thème qu'il veut traiter est immense : qu'est-ce que la « civilisation européenne » ?

Après avoir montré les divisions qui fracturent la chrétienté à l'âge moderne (schisme de 1054 et Réforme en 1517), Febvre note qu'on ne peut donc assimiler *Europe et Chrétienté*. Qu'est-ce qui peut remplacer la « Chrétienté » ? Il faut inventer un nouveau nom commun, suffisamment neutre, pour réunir des hommes et des pays qui divorcent. Ce serait « Europe » : un mot pré-chrétien qui renvoie aux racines gréco-latines. Le mot « Europe » apparaît dans les textes à partir du milieu du XVI^e siècle et l'adjectif « européen » apparaît au XVIII^e siècle. Febvre rappelle que Jean-Jacques Rousseau, dans ses *Considérations sur le gouvernement de Pologne* (1772), proclame : « Il n'y a plus aujourd'hui de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais même, quoiqu'on en dise : il n'y a plus que des Européens. » Mais la Révolution française va inverser le mouvement. En 1789, on crie « Vive la Nation ! » Et on invente la citoyenneté, la nationalité et les frontières. « Et du coup, dit Febvre, il ne fut plus question de l'Europe comme d'une patrie, comme de la patrie. Il ne fut plus question que de nation, de la nation, et de tout ce qu'elle engendre de national. » S'ouvre

alors l'ère des nationalismes et des guerres. Pour Lucien Febvre, Les revendications nationales « allument l'incendie aux quatre coins de l'Europe » ; « pour faire cuire leur petit œuf à la coque », elles sont prêtes à « embraser l'univers entier. » L'antagonisme franco-allemand trouve ici son origine. La bataille qui s'allume en 1870, entre la Prusse et la France, qu'est-ce que c'est ? Un Effet de la volonté de l'Allemagne de devenir une nation, de sceller son unité.

Alors, qu'est-ce que l'Europe ? Question inépuisable car « l'Europe, c'est un nom flottant et qui pendant longtemps n'a pas su sur quelles réalités exactement se poser » : « J'appelle Europe : Non pas un continent (...). Non pas une division géographique du globe. Non un département racial de l'humanité blanche. Non pas une formation politique définie. Simplement une unité historique... L'Europe telle que nous l'étudions est une création du Moyen Age... » Aux adeptes du mythe de l'origine absolue, il explique que cette « unité historique » est comme toutes les autres unités historiques : elle « s'est faite de diversités, de morceaux, de débris arrachés à des unités historiques antérieures, elles-mêmes faites de morceaux, de débris, de fragments d'unités antérieures. » Aux idéalistes européistes, Febvre rappelle qu'il faut apprendre à penser contre « cette Europe dont nous parlons volontiers comme d'une donnée éternelle, d'une donnée immuable de l'histoire (dont) l'unité (est) présentée comme indiscutable ». Il met en garde les européistes identitaristes : « le problème de l'Europe, c'est à l'échelle planétaire qu'il se situe : le problème de l'Europe c'est le problème du monde ».

Au lendemain de la guerre, l'UNESCO demande à Lucien Febvre d'écrire un livre destiné aux enseignants : *Nous sommes des sang-mêlés*. L'enjeu : montrer « la dépendance mutuelle des peuples et des cultures ». En langage simple, il dénonce la nocivité des « idoles sanglantes » (idéologies nationalistes et racistes) et rappelle qu'au cœur du processus historique il y a la réalité des échanges et des « emprunts » : « Recevoir, donner et se savoir tout à la fois débiteur et créancier des autres, est-ce éteindre en soi cette ardeur créatrice que sens vivre en lui le citoyen d'une vieille nation chargé d'ans et de gloire, ou d'une jeune nation avide de s'affirmer ? » Et il livre sa définition de la « civilisation » : « *La civilisation, ce n'est pas une fatalité de milieu, ce n'est pas une fatalité de race. La civilisation, c'est un vouloir humain.* »

FRANK Robert (né en 1944)

Professeur d'histoire des relations internationales, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

« Les Contretemps de l'aventure européenne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°60, 1998.

Les identités européennes au XX^e siècle (éd.), Paris, Éditions de la Sorbonne, 2004.

« Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 71, 2001. Pour l'Histoire des Relations Internationales, Paris, PUF, 2012.

Dans un article fondamental publié dans la revue *Vingtième Siècle*, il y a 25 ans, l'historien des relations internationales s'interroge sur les difficultés à constituer l'Europe comme objet d'histoire. Comment écrire l'histoire de l'Europe sans être prisonnier d'une sorte de normativité politico-citoyenne, sans la « forcer à avoir une unité de lieu, une fluidité dans le temps et une homogénéité dans l'action qu'elle n'a pas eues forcément », sans tomber dans la « recherche éperdue et fautive d'antécédents historiques, contournant le fait national et les aspérités des conflits », tout ce qui devrait « démontrer au fil des siècles la marche inéluctable et l'avenir radieux de l'unité européenne » ? Écrire l'histoire de l'Europe, c'est s'intéresser à « une histoire à risques » car c'est « une histoire problématique ».

La première difficulté vient de la polysémie du mot et de l'adjectif. 1/ Le sens géographique (mais le supposé « continent » a des contours mal définis, il est « à géographie variable, inclus dans un ensemble plus vaste, l'Eurasie ». 2/ Le sens identitaire de « l'Europe-civilisation », au sens de Paul Valéry, et de la « culture commune » (« l'Europe des églises romanes et des cathédrales gothiques, l'Europe humaniste de la Renaissance, l'Europe baroque, l'Europe des Lumières et des révolutions politiques, l'Europe romantique, l'Europe des chemins de fer et de la première industrialisation, l'Europe dominatrice, coloniale et impérialiste, l'Europe des démocraties parlementaires, etc. ») ne va pas de soi car « la civilisation européenne est présente hors d'Europe, ce qui contribue à rendre celle-ci difficilement identifiable ». 3/ Le sens de l'« idée », du « projet » politique, qui remonte au XV^e siècle mais qui ne devient « réalité » qu'au mitant du XX^e siècle. 4/ Le sens de « la construction européenne » à partir de 1945. Comment écrire une histoire qui éviterait la généalogie téléologique, apologétique, voire théologique ? Beaucoup de manuels d'histoire, selon Frank, témoignent de ce biais, en faisant un usage abusif de Charlemagne comme pater Europæ, alors que la construction de son empire s'est fait « par le fer et le sang » et, notamment, le massacre des Saxons. Avec Paul Ricoeur, Frank milite pour « défataliser » le passé européen et il propose de rechercher « une grille de lecture associant les méthodes de l'histoire comparée et celles de l'histoire des relations internationales ».

Première piste : croiser « comparaison interne » (entre pays européens) et « comparaison externe » (avec une société extra-

européenne proche de l'Europe, comme l'Amérique du Nord) afin de « repérer des convergences typiquement européennes construites dans un temps plus ou moins long » (par exemple, l'utilisation de l'espace urbain). *Deuxième piste* : l'approche internationaliste pour « pour mesurer le rôle des échanges, des influences réciproques entre les peuples » à partir de la notion de « transfert », car les transferts et les réseaux (culturels, techniques, économiques) ne connaissent pas les frontières de l'État-nation. La prise en compte des « forces profondes » (Pierre Renouvin) permet de révéler des tendances « authentiquement « européenne » qui ne sont pas « une simple juxtaposition de forces nationales ». Frank soutient le point de vue de Georges-Henri Soutou selon qui « l'ordre européen classique que celui-ci ne se réduisait pas à un système de rapports de force, puisqu'il se voulait aussi un projet culturel et politique ». Enfin, il ne faut pas mépriser la puissance disruptive et créatrice de certains « événements (traités de Rome et de Maastricht). *Troisième piste* : la question lancinante de l'identité européenne. Les traits communs entre Européens ne produisent de l'identité européenne que s'il y a conscience de ce partage, et cette conscience est le fruit d'un « processus » commencé en Europe entre le Moyen Âge et la Renaissance qui « a été fondé essentiellement sur la culture. »

Mais l'identité culturelle européenne « ne mène pas tout droit à l'unité de l'Europe » et au « sentiment » européen. Frank fait alors appel à la notion de conscience européenne qui serait la conscience de la nécessité de faire l'Europe. C'est l'histoire de cette conscience qu'il faut faire, qui commence après la Première Guerre mondiale avec Aristide Briand, une « histoire européenne » du temps présent qui serait « l'histoire d'un questionnement ». Une « écriture européenne de l'histoire de l'Europe » est donc possible.

En 2007, la question d'histoire contemporaine au concours de l'agrégation d'histoire était : « Penser et construire l'Europe, 1919-1992 ». On a vu des universitaires critiquer le principe même de l'inscription de cette question au programme. L'attaque principale a porté sur la bibliographie établie par Frank. Trop européiste ? Au nom de quoi pourrait priver les étudiants de la connaissance de l'histoire de l'Europe ? En fait, il y a des *réticences d'ordre idéologique* à enseigner cette histoire en France.

GEARY J. Patrick (né en 1948)

Professeur d'histoire médiévale occidentale à l'Institute for Advanced Study à Princeton (New Jersey).

The Myth of nations. The medieval origins of Europe, Franckfurt, Fisher, 2002 (traduction française : *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe*, Paris, Flammarion, 2004).

La première ambition du livre de Patrick J. Geary, médiéviste iconoclaste réputé, est de montrer que l'histoire moderne est née au XIX^e siècle comme « un instrument du nationalisme européen » qui a introduit dans notre vision du passé « le redoutable poison du nationalisme ethnique ». Il considère que la recherche historique postérieure, malgré les progrès de sa scientificité, a utilisé des outils d'analyse imprégnés par cet imaginaire nationaliste (au sens des « communautés imaginées » de l'historien Benedict Anderson (*L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Éditions La Découverte, 1996)). Son postulat est que l'histoire des nations ne commence pas au Moyen Âge mais aux XVIII^e (Révolution française) et XIX^e siècles. Mais l'essentiel n'est pas là.

Tout historien qu'il est, Geary est lui aussi le produit de son époque. Son livre, *The Myth of nations*, est publié en 2002, au moment où l'Europe plonge dans le drame yougoslave qui réveille les vieux démons nationalistes et ethnocides qu'on croyait éloignés à jamais grâce au projet européen (ouest-européen, doit-on préciser) qui connaît une avancée majeure en cette année 2002 (les pièces et billets en euros sont mis en circulation à compter du 1^{er} janvier 2002). Il ne pouvait pas ne pas rédiger une longue introduction qui se rapporte à ce double événement antinomique et discordant. Il intitule son introduction : « La crise de l'identité européenne ».

De fait, les années 1980, pour l'Ouest européen, ont été polarisées par le mouvement de réformes économiques et financières de la Communauté économique européenne qui allaient aboutir à l'euro et à l'Union européenne. Mais cette « communauté » ne correspondait pas à son appellation puisque les pays au-delà du « rideau de fer » en étaient exclus. Elle n'était qu'occidentale, mais elle avait atteint un niveau de développement, de concorde et de sécurité inégalé dans le passé. Le tunnel sous la Manche était le symbole de cette unité et de cette fluidité. L'Europe occidentale sortait de 40 ans de dépendance économique à l'égard des États-Unis. L'europhorie de la chute du Mur de Berlin fut de courte durée. Le pacte de Varsovie explose, remplacé par « une addition d'entités politiques bouillonnantes et criblées de dettes, déchirées par des tensions ethniques et cherchant à se faire une place dans le nouvel ordre mondial en même temps que dans la Communauté européenne. » D'où « une profonde crise d'identité qui pose la question de savoir comment les Européens se voient eux-mêmes, comment ils voient leurs sociétés et comment ils voient leurs voisins ». La guerre civile éclate en

Yougoslavie. Pour Geary, l'Europe centrale revient à ce qu'elle était à la fin du XIX^e siècle et cette problématique s'étend jusqu'en Ukraine ou en Tchétchénie. « Les problèmes insolubles des droits des minorités et des particularismes religieux et linguistiques, qui furent à l'origine de deux guerres mondiales, sont une fois encore au centre de l'actualité en Europe. »

Se faisant historien du temps présent, Geary craint pour l'Allemagne, affaiblie par la facture de la réunification, menacée par les islamistes radicaux qui exploiteraient la difficulté d'être des « communautés musulmanes marginalisées des grandes villes allemandes, indifférentes à la Leitkultur (culture dominante) de l'Allemagne postchrétienne ». La peur du Völkerwanderung (déplacements des peuples) touche tous les pays ouest-européens. Elle s'exprime à travers le renouveau de l'enjeu identitaire et la montée des extrêmes droites xénophobes qui ré-imaginent le Moyen Âge comme le résultat d'un processus d'ethnogenèse établissant la cellule-mère des identités nationales.

Pour affirmer sa volonté d'annexer le Kosovo, Slobodan Milosevic réunit un million de personnes sur le Champ des merles, le 28 juin 1989, là où, 6 siècles plus tôt, l'armée serbe avait été battue par les Turcs. Le nouvel État slovène recrée une histoire nationale qu'elle fait naître au VI^e siècle avec le royaume de Samo. Les Basques fantasment sur le règne de Sancho III sous lequel on commence à parler Euzkera. Le dirigeant du Front national, lors de l'élection présidentielle de 2002, se veut l'incarnation du « peuple de France né avec le baptême de Clovis, en 496, qui a maintenu cette flamme inextinguible qu'est l'âme d'un peuple pendant bientôt mille cinq cents ans ». La méconnaissance générale de l'histoire médiévale crée une obscurité propice aux récupérations/dénaturations nationalistes de l'histoire.

Or, J. Patrick Geary rappelle que « loin d'être des exceptions, ces grands mouvements de populations ont plutôt été la règle, dans l'histoire de l'Europe ». Il met en garde contre une « pseudo-histoire » qui présuppose que les peuples européens « sont des réalités sociales et culturelles distinctes, stables et objectivement identifiables » et qu'il y aurait eu une « acquisition initiale » définissant une fois pour toutes les configurations territoriales des États. S'il ne faut nier l'importance des réalités nationales, il faut craindre la « pseudo-science » qui « a entraîné à deux reprises la destruction de l'Europe et peut encore avoir le même résultat ».

GERBET Pierre (1919 – 2007)

Professeur de sciences politiques à Sciences Po Paris

La genèse du Plan Schuman, des origines à la déclaration du 9 mai 1950, Lausanne, Fondation J. Monnet, 1962.

La construction de l'Europe (1976, rééd. 1983, 1999)

Le relèvement, 1944-1949, Paris, Imprimerie nationale, 1991.

La France et l'intégration européenne. Essai d'historiographie, Berne, Peter Lang, 1995.

Il appartient à la première génération d'historiens de la construction européenne, avec Walter Lippens, Alan Milward et Jean-Baptiste Duroselle. Il a contribué à institutionnaliser l'histoire européenne comme champ de recherche autonome. Tout en étant proche des milieux pro-européens, il sait preuve de distance critique et académique. Il a influencé toute une génération d'étudiants et de chercheurs (notamment en France). Il a produit une œuvre pionnière dans l'historiographie institutionnelle et politique de l'Europe post-1945 : *La construction de l'Europe* (600 pages et 3 rééditions, la dernière datant de 1999).

Sa thèse principale, qui a été reprise par des historiens de la nouvelle génération (comme Kiran Klaus Patel), repose sur trois éléments. D'abord, il estime que la construction européenne doit être pensée comme un processus diplomatique progressif et linéaire : « La construction européenne s'est faite d'une façon pragmatique, par marchandages et compromis entre les gouvernements qui n'étaient pas d'accord sur une vision d'ensemble. » Il s'agit d'un enchaînement de crises et d'opportunités, lié aux circonstances mais aussi au rôle joué « par les petits groupes, les personnalités (qu'elles soient au gouvernement ou en dehors) » qui ont su influencer les décideurs politiques. Ensuite, il considère que la réconciliation franco-allemande, après la Deuxième Guerre mondiale, a été un objectif bilatéral et difficile (psychologiquement et politiquement) mais qui a fini par constituer un pilier de la construction européenne. Enfin, analysant le rejet de la Communauté européenne de défense (1954), du veto opposé à la candidature de la Grande-Bretagne et la crise de la « chaise vide » (1965), il met en avant le fait que le processus de création institutionnelle de l'Europe s'élabore dans des tensions constantes entre logique intergouvernementale et logique supranationale qui ne permettent pas l'avènement d'une Communauté politique. Mais après les années 1960 et jusqu'en 1983, si la méthode intergouvernementale l'emporte elle ne s'oppose plus aux mécanismes communautaires « et se conjugue avec eux » (Union douanière, politique agricole commune, « élargissement » des « 6 » aux « 9 » et aux « 12 »).

Pierre Gerbet souligne le paradoxe historique qui a fait qu'« à certaines époque du passé, l'Europe a été relativement plus homogène qu'aujourd'hui sur les plans spirituel, culturel, économique et même politique ». L'idée d'organiser

pacifiquement l'Europe des États à maintes fois été énoncée, mais elle n'a pas été prise en considération « par les détenteurs du pouvoir qui n'ont choisi qu'entre deux politiques : la domination ou l'équilibre ». Après la Seconde Guerre mondiale, les mouvements fédéralistes se multiplient et tentent de faire pression sur les gouvernements. Alors que les fédéralistes présupposent l'existence d'un désir d'Europe au sein des peuples européens, Gerbet remarque que les gens n'ont jamais été prêts à descendre dans la rue pour exiger l'unification de l'Europe. Conscients de l'absence d'une « pression directe des masses », les partis politiques ont renâclé à inscrire l'intégration européenne dans leurs programmes électoraux : « Le sentiment européen n'a pas en effet la même intensité que le sentiment national ou la conscience de classe. »

Pierre Gerbet réagit en historien quand il met en valeur l'importance du contexte économique et géopolitique dans les processus qui ont conduit aux diverses institutions européennes qu'il passe en revue (OECE/OCDE, Union Occidentale, Conseil de l'Europe, CEECA, AEELE, SME...) : « C'est l'apparition de la guerre froide qui décida les gouvernements occidentaux à commencer l'organisation de l'Europe. » De même, ce sont les tensions internationales de l'année 1956 (nationalisation du canal de Suez et intervention soviétique en Hongrie) qui pousse les gouvernements à s'engager dans la négociation des traités de Rome (25 mars 1957). La crise monétaire internationale des années 1970, la crise pétrolière de 1973 et la récession qui s'ensuivit convainquent les pays européens qu'ils ne doivent compter que sur eux pour rétablir entre eux une stabilité monétaire indispensable aux échanges intracommunautaires et à la politique agricole. Le Système monétaire européen entra en vigueur le 13 mars 1979.

Là est l'origine lointaine de la volonté de créer les conditions pour l'ouverture du « grand marché intérieur », qui sera entérinée par l'Acte unique et le traité de Maastricht (février 1992). C'est l'effondrement de l'empire soviétique et la réunification de l'Allemagne qui conduisent au mémorandum belge du 20 mars 1990 visant à renforcer l'appareil institutionnel et la légitimité démocratique de l'Union (vote majoritaire au Conseil, président de la Commission investi par le Parlement, notamment).

GIRAULT René (1929-1999)

Professeur d'histoire à l'université Paris 1.

Identités et conscience européenne au XX^e siècle Diplomatie européenne, Paris, Hachette, 1994 (direction d'ouvrage).

Nations et impérialismes, 1871-1914, Paris, Armand Colin, 1997.

Être historien des relations internationales, Paris, éd. de la Sorbonne, 2000.

Comme successeur de Jean-Baptiste Duroselle à la Sorbonne, René Girault va déployer une activité extraordinaire pour, comme il le dira, créer une « Europe des historiens ». Il fonde un Groupe de liaison international (1982-1988), avec notamment Walter Lipgens, Wilfried Loth, Hans-Peter Schwartz, Klaus Schwabe, Raymond Poitevin, Gilbert Trausch, Alan S. Milward. L'idée est d'institutionnaliser un nouveau domaine de recherche. Il anime un autre groupe autour de *l'identité et la conscience européenne au XX^e siècle* (1989-1999). Homme-réseau, il encourage ou fédère des vocations nouvelles (Michel Dumoulin, Éric Bussière, Robert Frank, Marie-Thérèse Bitsch).

Mais il est surtout connu pour avoir incarné une nouvelle génération d'historiens qui a montré qu'une autre approche diplomatique (tant critiquée par l'École des Annales) était possible. René Girault. Son livre *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes*, premier volume d'une trilogie qui va jusqu'en 1964, est le plus représentatif de ce nouveau courant qui intègre les dimensions économiques, culturelles, coloniales, y compris les « forces profondes » et les représentations.

La première partie donne une idée de sa méthode. Examinant les « cadres généraux des relations internationales à la fin du XIX^e siècle », il observe que l'Europe est le cœur de l'activité diplomatique mondiale : entre 1838 et 1913, Paris, Londres, Bruxelles, Vienne accueillent 95 % des congrès internationaux. Girault fait une distinction entre les États qui comptent (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie) et les autres et en conclut que « la vie diplomatique est dominée par les relations entre ces puissants ». Chaque puissance à ses objectifs, sa culture stratégique : la Grande-Bretagne, par sa puissance maritime et son empire colonial, se positionne à la fois en Europe et hors d'Europe. L'Empire tsariste, après avoir subjugué ses voisins de l'Ouest (Pologne, Finlande, Bessarabie, États baltes) portent ses ambitions sur la mer Noire et l'Asie. L'apparition de l'Allemagne unifiée, à partir de 1870, est un « tournant » dans le rapport de forces européen qui se fait au détriment de l'Autriche-Hongrie. Son prestige amoindri par la défaite de 1870, la France, puissance européenne, cherche à devenir une puissance mondiale par sa politique coloniale. Mais il est clair l'antagonisme franco-allemand, après 1871, doit se lire comme « le point de référence de tout le jeu diplomatique entre les grandes puissances européennes ». René Girault évoque ensuite « le monde des diplomates » car le jeu diplomatique est le fait d'un groupe restreint de « décideurs ». C'est le domaine où les monarques (y compris les monarchies constitutionnelles) aiment à montrer leur pouvoir. Il y a

ymbiose entre le monde aristocratique et monde diplomatique jusqu'en 1914. Même dans la France républicaine, les diplomates (« ralliés ») sont souvent issus de l'ancien monde. C'est la grande différence avec les États-Unis. Un trait semble caractériser ce petit monde socialement homogène : les « considérations de personne, de politique politicienne et de stratégie militaire ». Le rôle personnel des ambassadeurs « demeure réel », d'autant qu'il y a une grande stabilité dans l'emploi : Camille Barrère représente la France à Rome de 1897 à 1922 ; seulement trois ambassadeurs allemands à Paris entre 1874 et 1910. On observe également une stabilité ministérielle : en Grande-Bretagne, lord Robert Cecil dirige la politique extérieure britannique entre 1878-1880, 1885-1886, de 1887 à 1892, de 1895 à 1902. Pourtant, les personnels sont peu nombreux : en 1910, l'administration centrale du Quai d'Orsay compte 316 personnes, les services extérieurs 352.

Pourtant, du fait des personnalités et du caractère secret du travail, on considère que le processus de décision est court et repose quelques hauts fonctionnaires. Sous Guillaume II, le baron Frédéric de Holstein, conseiller à la Wilhelmstrasse, est « l'homme qui inspira la politique extérieure allemande presque jusqu'à sa mort en 1909 ». Cela dit, les « groupes », qui représentent des intérêts particuliers, peuvent peser dans le « decision-making » bien d'avantage que les parlementaires. En 1881, la décision française d'intervenir en Tunisie s'est faite presque sans le Parlement français : Jules Ferry et Gambetta ont subi la pression de « véritables lobbies tunisiens ». La géopolitique constitue le filigrane des stratégies diplomatiques. À la fin du XIX^e siècle, avec la montée en puissance de l'État-nation, la sécurité militaire, la protection du territoire et la recherche de frontières défendables sont le paradigme dominant l'époque, incarné par les théories de Friedrich Ratzel ou Karl Hanshofer. Le rôle des militaires (y compris au sein des ambassades) se trouve ainsi accru, bien qu'ils soient souvent méprisés par les diplomates. Les négociations franco-russes de 1891-1892 sont menées par les généraux Obrouchev et de Boisdeffre. Le plan Schlieffen d'invasion de la Belgique est adopté sans consultation des diplomates. La Weltpolitik de Guillaume II est le reflet des enjeux militaires. Girault affirme que la perspective d'une guerre future domine la diplomatie de cette période. L'affaire Agadir (1911) en témoigne. L'obsession des diplomates est la puissance allemande (armée de terre active de 490 000 hommes en 1890, sans les réservistes). On assiste à une course aux innovations armurières (fusils, canons, poudre sans fumée, sous-marins), soutenue par les ligues nationalistes.

GOODY Jack (1919-2015)

Professeur d'anthropologie et d'histoire à l'université de Cambridge (UK).

The Domestication of the Savage Mind, Cambridge, Cambridge University Press, 1977.

The East in the West, Cambridge University Press, 1996 (traduction française : *L'Orient en Occident*, Paris, Seuil, 1999).

The Theft of History, Cambridge University Press, 2006 (traduction française : *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Gallimard, 2010).

Petit traité d'histoire globale, Paris, Armand Colin, 2022 (traduit de l'anglais).

Dans *The East in the West*, Jack Goody a critiqué la thèse de « la tradition humaniste classique » qui origine la modernité du monde occidental dans une filiation directe avec le monde grec. Dans *The Theft of History*, il va plus loin en s'attaquant à ce qu'il appelle « le vol occidental de l'histoire » (ou sa « mainmise »), c'est-à-dire la « manière de conceptualiser et de présenter le passé où l'on part des événements qui se sont produits à l'échelle provinciale de l'Europe (...) pour les imposer au reste du monde ». Son projet est de déconstruire la thèse (caricaturale et déjà ancienne) qui préside au livre de Hugué Trevor-Roper: *The rise of Christian Europe* (1965) ; on peut y lire ceci : « *The new rulers of the world, whoever they may be, will inherit a position that has been built up by Europe, and by Europe alone. It is European techniques, European examples, European ideas which have shaken the non-European world out of its past – out of barbarism in Africa, out of a far older, slower, more majestic civilisation in Asia; and the history of the world, for the last five centuries, in so far as it has significance, has been European history. I do not think that we need to make any apology if our study of history is European-centric.* »

Selon l'anthropologue, l'Occident, et plus particulièrement l'Europe de la Renaissance et celle de l'industrialisation, serait en effet parvenu à s'arroger la maîtrise « du grand récit de l'histoire du monde ». L'historiographie européenne aurait été coupable de survaloriser sa singularité (démocratie, capitalisme, rationalité scientifique, universalisme) tout en ignorant les dynamiques comparables dans d'autres civilisations. À rebours d'une logique euro-centrique, il cherche à mettre en avant ce qui rapproche *anthropologiquement* les sociétés à l'échelle mondiale en montrant que les trajectoires historiques de l'Occident et de l'Orient ne sont pas distinctes irréductiblement mais qu'elles se sont inspirées mutuellement au fil des siècles. Il tente d'expliquer que la renaissance économique de l'Europe occidentale dans la seconde moitié du Moyen Âge n'a pas pour origine une dynamique endogène puisqu'elle serait d'abord, selon lui, liée à une intensification des échanges avec l'Orient pour éviter le déclin : « Cette forme d'organisation sociale, là encore, ne constitue donc pas tant une étape dans la marche de la civilisation qu'une réaction de l'Occident au déclin ».

Le processus d'autonomisation des villes occidentales n'aurait rien de spécifique car « bien peu de choses viennent distinguer les villes orientales des villes occidentales avant le XIX^e siècle

». De même, les universités européennes, « liées à l'Églises et à formation des clercs, ne différaient pas, en cela, des madrasa islamiques ». Autres exemples : « les nombreuses similitudes apparues à l'âge du bronze dans les domaines tels que l'utilisation de la charrue, la traction animale, l'artisanat urbain ; ou encore le développement de l'écriture et les systèmes de savoir qui en découlent ». Il critique les historiens qui considèrent que les Européens ont produit des systèmes que les autres ne possédaient pas, comme le féodalisme ou le capitalisme, ou des valeurs comme l'humanisme, l'amour ou la démocratie. D'où ses critiques à l'égard de Joseph Needham, de Norbert Elias, de Denis de Rougemont, de Georges Duby ou de Fernand Braudel. Il y a un tel systématisme dans sa volonté de minorer l'originalité de la montée en puissance de l'Europe et de relativiser l'apport de sa civilisation que sa démonstration perd en crédibilité.

Cette thèse a suscité des critiques venant du monde académique. L'auteur ne dissimule pas son extra-scientificité puisqu'il s'agit de juger et de condamner : « Le vol de l'histoire dont l'Europe occidentale s'est rendue coupable... ». L'Europe doit rembourser une « dette à « l'Orient », dans tous les domaines (culture, commerce, capitalisme, démocratie, universités, idée de l'homme, humanisme, littérature, etc.). Sa thèse témoigne d'un excès d'anti-eurocentrisme qui fait qu'il sous-estime des distinctions fondatrices de l'Europe, comme, par exemple, la techno-science moderne ou l'émergence de la modernité politique en Europe. On a pu relever des connaissances insuffisantes dans l'histoire chinoise, arabe ou indienne et une approche comparatiste trop parcellaire et insuffisamment contextualisante, surdimensionnant certains aspects sans conception d'ensemble. On a critiqué l'effet pervers de son modèle d'intelligibilité qui tend à réduire les différences entre les sociétés et les époques à un nuancier qui n'est sensible qu'à de « légères variations sur une échelle unilinéaire du développement ». Mais cette œuvre, qui s'inscrit dans la vague anti-globalisation et le courant de contestation d'une supposée supériorité culturelle de l'Occident (comme Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton University Press, 2000), est un jalon stimulant pour les postcolonial studies. L'heure est donc venue de « penser la nature profondément "métisse" de la modernité européenne » (Romain Bertrand).

HAUSER Henri (1866-1946)

Professeur à la Faculté des lettres de l'université de Paris et au Conservatoire National des Arts et Métiers (Paris)

La modernité du XVI^e siècle, Paris, F. Alcan, 1930.

La prépondérance espagnole, 1559-1660, Paris, F. Alcan, 1933.

Du libéralisme à l'impérialisme, ou l'avènement des grandes puissances, 1860-1878, Paris, F. Alcan, 1939

Nous avons choisi d'inclure Henri Hauser dans notre panorama parce qu'il montre comment un historien, spécialiste du XVI^e siècle, qui a recherché l'émergence de « la civilisation européenne-occidentale », a pu être impacté par les événements européens dans sa propre recherche. Après un cursus classique (université de Paris, École normale supérieure, agrégé d'histoire), il devient historien de la Réforme et de la Contre-Réforme. L'émergence de la « modernité politique » et la formation des États modernes en Europe est son domaine de recherche initial. Outre son œuvre de vulgarisateur pour les étudiants, deux éléments caractérisent son travail.

D'abord, la volonté de prendre en compte la dimension économique et géographique des phénomènes pour que l'histoire devienne un outil de compréhension du réel. Il occupe la première chaire d'histoire économique qui aura pour successeur en 1936 Marc Bloch. Il a eu comme étudiant Fernand Braudel. Au Conservatoire National des Arts et Métiers, il est professeur de Géographie commerciale et industrielle (1918-1933). Il pourrait être regardé comme un pionnier de la « World History » : il prône une démarche intégrative et qui doit révéler la complexité des interactions (culture *et* économie ; France *et* monde ; État *et* commerce...). Il adopte un prisme multiscalair et recherche ce qu'il appelle les synchronismes révélateurs ». Dans *La prépondérance espagnole, 1559-1660*, il explique que la propagation de la Réforme est liée au fait que « dans les milieux industriels où triomphe le capitalisme, mes prédicants formés à l'école de Genève s'emparent des classes ouvrières ». La cause de la décadence de l'empire de Philippe II est la non-maîtrise de la mer, alors que l'adoption du navire à voiles solide et souple est la clé de la puissance anglaise et néerlandaise, combinée avec la mise en place d'une organisation bancaire. Son autorité est certaine, au point que William Beveridge le désigne pour faire partie de son Comité international d'histoire des prix (1929), entreprise scientifique majeure. Ensuite, sa perméabilité aux problèmes de son temps et l'idée que la mission de l'historien est de trouver l'origine des problèmes de son temps. La Première Guerre mondiale est l'événement capital. Trop âgé pour être mobilisé, il est affecté au cabinet du ministre de l'Industrie, Étienne Clémentel, l'homme qui va inventer les « régions » en France. En 1915, Hauser publie un livre très documenté : *Les méthodes allemandes d'expansion économique*. Pour lui, la guerre économique précède la guerre de 1914 : « L'Allemagne faisait la guerre la guerre en pleine paix, avec les moyens de la paix ». La force de l'Allemagne vient de « l'union de la science et de l'industrie », notamment dans la chimie. En 1916, il publie *Le principe des nationalités : ses origines historiques* car il y voit « la base de la guerre actuelle ». Quel sera l'avenir de cette Europe monarchique « dont nous

contemplons l'agonie » ? Comment préparer les conditions d'une « ère de paix » ? En historien pédagogue, il entend rendre compte de cette « fausse idée claire ». Il évacue les critères qu'il juge inopérants, comme la « race » (un « mythe » tant les migrations ont « brassé » les populations) ou la langue (et de citer la Suisse et l'Alsace). Il retient l'idée qu'il y a une nationalité lorsqu'il y a une communauté « sentie comme telle », conscience collective de « gloires et souffrances communes dans le passé », mais surtout « idéal » à partager. Nous sommes dans le droit fil de la conception de la nation d'Ernest Renan.

La nationalité serait donc « une prophétie créatrice » et non une substance. L'idée de nationalité est un trait européen assez récent (XVI^e siècle) et « ce qui a créé les nations, c'est la lutte ». En Allemagne, où la domination du siège romain est la plus forte, la Réforme est d'abord « un mouvement national » (Luther traduit la Bible en allemand). La suite de la Réforme, c'est l'idée du « contrat social » qui s'impose avec la Révolution française : souveraineté et loi, mais aussi respect au niveau international des nationalités politiquement établies et de « leurs droits » au nom de « l'égalité ». Le principe de volonté exclut l'annexion : en 1798, c'est « la République de Mulhouse (qui) se donne à la République française ». Pour Hauser, la paix future sera conditionnée par la capacité de l'Europe à être fidèle à l'idée démocratique et à faire coïncider la carte de l'Europe avec le principe des nationalités.

Henri Hauser publie après la guerre des ouvrages directement inspirés par les problèmes du moment : *Histoire, diplomatie de l'Europe, 1871-1914* (1929) ; *Les Origines historiques des problèmes économiques actuels* (1930) ; *La Paix économique*, Colin, 1935 ; *Les débuts du capitalisme* (1931). Une conviction parcourt ses derniers ouvrages : pour bâtir une Europe plus harmonieuse, il faut favoriser les solidarités économiques, réduire les déséquilibres, les rivalités et l'inégalité de l'accès aux ressources. « *La prospérité d'un État naît de la prospérité des autres, car la richesse naît de l'activité des échanges* », écrit-il dans *La Paix économique*, tout en n'excluant pas un « protectionnisme organisateur et conciliateur qui facilite l'adaptation des économies nationales les unes aux autres ». Cette mission de régulation pourrait être confiée au Comité économique de la Société des nations. Hauser apparaît comme une figure du néo-mercantilisme pacificateur que tente de promouvoir la SDN dans l'entre-deux-guerres, mais sans succès. Il le déplore en 1935 : « *Y-a-t-il quelque utilité à déposer des fleurs sur un cercueil ? Avec quelle mélancolie nous contemplons les débris d'une conception qui eut, à son heure, il y a quatre ou cinq ans, toutes les faveurs de l'opinion, à savoir l'Union européenne.* »

HAY Denys (1915-1994)

Professeur d'histoire médiévale à l'université d'Édimbourg.

Europe: the emergence of an Idea, Edimbourg, University Press, 1957.

« Sur un problème de terminologie historique : "Europe" et "chrétienté" », traduction de l'anglais par N. Laming, © *Diogène*, n° 17, 1957.

The Italian Renaissance in its Historical Background, Cambridge University Press, 1961.

La « sémantique historique » peut nous aider à mieux comprendre l'histoire de l'Europe à travers l'histoire du nom « Europe », et notamment l'émergence en Europe du substantif et de l'adjectif « européen ». Denys Haye a tenté l'expérience, en recherchant les raisons de l'apparition du concept européen aux XIV^e et XV^e siècles et en se demandant si les contemporains furent conscients de ces changements.

Il explique qu'il a fallu de nombreux siècles pour que s'impose le terme de « chrétienté » (*christianitas*) appliqué à un espace géographique. Le mot Europe était d'abord et pendant longtemps employé dans un sens géographique dans les ouvrages scientifiques et dans l'exégèse des passages de la Bible qui décrivent le peuplement du monde. Un changement intervient au XIV^e siècle. On le trouve souvent, par exemple, chez l'écrivain italien Pétrarque (1304-1374). L'adjectif « européen » / « *europaeus* » aussi fait une apparition remarquée au XV^e siècle, que ce soit dans l'œuvre d'Aeneas Silvius Piccolomini (devient pape Pie II en 1458) ou chez Érasme, puis se diffuse dans les langues autochtones. La raison principale, selon Hay, est le déclin de la réalité d'une Église universelle car la « chrétienté » reposait sur l'idée de la religion comme principe unificateur.

Cette unité, fragilisée en 1054 (schisme de l'Église grecque), se brise au XIV^e siècle avec le « grand schisme » de 1378 qui fracture le christianisme occidental d'obédience romaine en deux courants politiques rivaux dont les papes respectifs — à Rome et à Avignon — s'excommuniant réciproquement pendant 40 ans. L'Église romaine perd son rôle d'encadrement social et culturel. La guerre de Cent Ans favorise une mutation du système féodal vers des États plus centralisés et une lutte entre le pape et les pouvoirs politiques (le roi de France Philippe le Bel contre le pape Boniface VIII, par exemple). La politique des concordats confère aux princes le pouvoir de jure dont ils avaient joui si longtemps de facto. « Après tout cela, Luther ne constitue plus qu'un simple épilogue ». De plus, ajoute Hay, la chrétienté perd ses prolongements d'outre-mer (sous la pression des Turcs ottomans) mais conquiert des territoires européens (Lituanie, Espagne unie).

Il s'agissait donc de défendre l'Europe chrétienne contre l'avance ottomane : « L'Europe et la chrétienté avaient fusionné par force. » Pie II écrit à Mahomet II qu'il veut « chasser l'infidèle d'Europe » et nie l'existence de « véritables » chrétiens en dehors de l'Europe.

À partir de Pie II, les exemples abondent de l'usage de l'adjectif « européen », y compris dans la correspondance des hommes d'affaires.

Denys Hay observe ce phénomène dans la cartographie. Au XIV^e siècle, le continent européen est pour la première fois dépeint graphiquement sous une forme assez proche de la réalité et désormais les limites de la chrétienté étaient marquées sur une carte (ce qui n'était pas le cas avant). La découverte du Nouveau Monde permet un développement de « l'idéologie continentale ». Hay affirme que les Amériques, exploitées par les protestants et les catholiques, le sont « au nom, non pas de la chrétienté, mais de l'Europe ». La première carte correcte d'Europe fut publiée en 1511.

La Réforme porte un coup fatal à l'unité de la chrétienté. Réforme et Contre-Réforme ont permis aux princes de reprendre le pouvoir sur l'Église, ce qui a eu pour effet de « provincialiser » la chrétienté. Le grand dessein de Sully « d'unir tous les peuples chrétiens de l'Europe » s'effondre. La rupture de l'équation Europe = Chrétienté n'a lieu qu'au XVIII^e siècle, avec la conversion de l'Amérique. « De Montesquieu à Burke, les écrivains et les hommes d'affaires l'ont abandonné. » L'idée d'Europe s'installe dans l'imaginaire des élites de la société européenne et s'accroît pour intégrer la Russie de Catherine II.

Cet essai de « sémantique historique » est l'occasion pour Denys Haye de rappeler les principes qui doivent guider le travail de l'historien : celui-ci « doit éternellement mettre en question les suppositions tacites qu'il a si souvent contribué à répandre ». On dirait qu'il a inspiré l'historien Mark MAZOWER quand il recommande à l'historien, celui qui est pro-européen, de ne pas « s'égarer » dans une généalogie téléologique des « sources » de l'Europe : « *Mais il doit éviter d'adapter de force l'Europe à la chrétienté. L'expression "Europe médiévale" est presque une contradiction.* » Peut-on parler de « France » là où il n'y avait qu'un assemblage de fiefs ?

L'historien « doit prendre garde à ne pas surestimer le passé d'une Europe qui n'est devenue une proposition évidente qu'au temps de Montesquieu ».

HAZARD Paul (1878-1944)

Historien des idées, professeur à l'université de Lyon, puis à la Sorbonne, puis au Collège de France.

La crise de la conscience européenne, 1680-1715, Paris, Boivin & Cie, 1935.

La Pensée européenne au XVIII^e siècle, de Montesquieu à Lessing, tome II, Paris, Boivin et Cie, 1946.

L'ambition de Paul HAZARD est de jeter les bases d'une histoire intellectuelle européenne transnationale qui met en dynamique les circulations d'idées entre les pays (France, Italie, Angleterre, Allemagne, Pays-Bas) et qui cherche à analyser les conditions d'émergence, à la charnière des XVII^e et XVIII^e siècles, d'une nouvelle conscience européenne fondée sur la raison, la science, la liberté de pensée et le doute, en rupture avec l'ordre intellectuel et moral de l'âge classique (autorité, tradition, religion, monarchie, dogme).

En 1946, sort le livre posthume en deux tomes de Paul HAZARD : *La Pensée européenne au XVIII^e siècle, de Montesquieu à Lessing*. C'est une remarquable histoire des idées, écrite dans une langue raffinée, nourrie par une érudition rigoureuse. Hazard développe la thèse qu'il avait préfigurée dans *La Crise de la conscience européenne* : « *Qu'est-ce que l'Europe ? Une pensée qui ne se contente jamais, sans pitié pour elle-même, elle ne cesse jamais de poursuivre deux quêtes : l'une vers le bonheur, l'autre qui lui est plus indispensable encore et plus chère, vers la vérité. À peine a-t-elle trouvé un état qui réponde à cette double exigence, elle s'aperçoit, elle sait qu'elle ne tient encore d'une prise incertaine que le provisoire, que le relatif et elle recommence la recherche désespérée qui fait sa gloire et son tourment.* » Le fédéraliste suisse Denis de ROUGEMONT résumera en parlant de « dialectique » et « d'amour de la complexité ». Pour Paul HAZARD, qui scrute à travers le regard des « rationaux » et des « philosophes », l'Europe du XVIII^e siècle se caractérise d'abord par une « suprématie intellectuelle » dans les sciences, les beaux-arts, et « les arts mécaniques, qui multipliaient les biens ». Elle incarne « l'empire d'une raison qui tendait à l'universel, qui corrigeait les sottises vanités nationales, qui abolissait l'*ingenium glebae*. Partie philosophique, partie pensante du monde. »

Malgré leurs crimes, leur corruption, leurs révolutions, leur exploitation cruelle des colonies conquises, rappelle Hazard, les Européens « gardaient le droit d'être fiers d'eux-mêmes ». Il évoque l'intensité des échanges culturels au sein de l'Europe, la montée en puissance des traducteurs, la curiosité intellectuelle comme signe de distinction, la passion pour le cosmopolitisme qu'exprime le prince de Ligne, homme de lettres aux Pays-Bas, mais aussi maréchal du Saint-Empire et diplomate : « Le prince de Ligne dit qu'il a tant de patries qu'il ne sait plus au juste à laquelle il appartient ; il se sent parfaitement à son aise à Vienne aussi bien qu'à Saint-Pétersbourg ; toujours en mouvement, l'Europe n'est plus qu'une grande route aux multiples auberges,

qu'il parcourt à bride abattue. » Il parlait français en un temps où la France était la nation « qui comprenait les civilisés de toutes les nations, et dont les membres se sentaient unis par une communauté de langage, et même de vie ». Et par une certaine idée de la culture : « C'était le temps où l'Académie de Berlin proposait, comme sujet de prix pour l'année 1784, les questions suivantes : Qu'est-ce qui a fait de la langue française la langue universelle de l'Europe ? par où mérite-t-elle cette prérogative ? est-il à supposer qu'elle la conserve ? »

Cette Europe française n'était plus qu'un mythe littéraire quand, en pleine Seconde Guerre mondiale, HAZARD écrit son essai. Mais cet « ordre européen » représente à ses yeux « une unité spirituelle » : « Ce n'était pas une pure apparence ; c'était un des aspects de la réalité : mais ce n'était pas le seul. Que l'Europe cherche son unité, le fait est sûr ; qu'en même temps elle se déchire, le fait n'est pas moins constant. »

Pour Hazard, qui meurt le 12 avril 1944, évoquer le *Voyage de la raison en Europe* (1772) de Caraccioli c'est aussi une manière de mettre en contraste l'Europe de la déraison qui termine son épopée apocalyptique dans les ruines et la douleur. Une phrase fait résonance avec le contexte de guerre : « Faut-il n'aboutir qu'au désespoir ? Il faut pourtant bien que l'Europe possède quelque force indestructible, puisqu'au milieu de catastrophes inouïes, elle continue à vivre. » Quel est finalement la source de cette « force » ? Et plus encore : « Qu'est-ce que l'Europe ? » C'est son « principe sauveur ». C'est à dire la tension entre le « bonheur » et la « vérité », l'inquiétude et la liberté. Paul HAZARD fait évidemment allusion à l'actualité intempestive (l'Europe nazie) lorsqu'il cite Montesquieu dans *L'Esprit des lois* : « *Un génie de liberté, qui rend chaque partie très difficile à être subjuguée et soumise à une force étrangère.* » Pour Hazard, la « vraie » Europe, c'est celle qui « n'admet pas que ce qui est doit être nécessairement » ; c'est cette « soif inextinguible de vérité » qui la rend inquiète et donc créatrice. Ce « tourment », c'est sa « gloire ». L'intitulé de sa conclusion était une œillade à l'Europe de la guerre, l'Europe de « toutes les déceptions » : « L'Europe et la fausse Europe ».

Et de citer Jacob Wassermann, écrivain juif-allemand, à la fin de *La Pensée européenne* : « *L'Europe (...), une armée innombrable de génies radieux, une autre non moins innombrables de démons, toute lumière trouvant son équivalent dans d'égalles ténèbres, mais y resplendissant, faisant naître un vase d'or des noires scories...* »

HOBSBAWM Éric (1917-2012)

Professeur d'histoire au Birkbeck College (London University Center)

The Age of Revolution : 1789-1848 (1962) ; *The Age of Capital : 1848-1875* (1975) ; *The Age of Empire : 1875-1914* (1987) ; *The Age of Extremes : 1914-1991* (1994). Traduction française : *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, éditions Complexe, 1999.

Éric Hobsbawm a été marqué par les drames de l'histoire européenne : sa famille ayant dû quitter Berlin pour Londres en 1933 en raison des persécutions antisémites. C'est en Angleterre qu'il fait ses études, tout en militant au parti communiste de Grande-Bretagne à partir de 1936. Après avoir servi dans l'armée britannique pendant la Seconde Guerre, il obtient sa thèse en 1947 à Cambridge.

Éric Hobsbawm a publié de nombreuses études qui visent à mettre à jour l'interpénétration des facteurs sociaux, économiques, politiques et culturels dans les mutations de l'Angleterre et de l'Europe au cours du XIX^e et du XX^e siècle. S'il n'est pas un historien de l'Europe au sens strict, son œuvre est indispensable pour comprendre le rôle de l'Europe dans le monde (et réciproquement). À partir du début des années 1960, il se lance dans une grande aventure qui le rendra célèbre dans le monde entier. C'est la fameuse trilogie : *The Age of Revolution : 1789-1848* (1962), *The Age of Capital : 1848-1875* (1975), *The Age of Empire : 1875-1914* (1987).

Dans le premier *opus*, il parcourt l'ensemble du continent européen (et non pas pays par pays) et prend soin, ce qui est pionnier, d'inscrire l'Europe dans le contexte plus large de l'histoire mondiale. C'était la seule manière de répondre à son défi : comprendre les mécanismes de la propagation du capitalisme industriel dans le monde, parallèlement à l'avènement de la Révolution française (selon un prisme marxiste conçu par les historiens Georges Lefebvre et Albert Soboul qui met le rôle majeur joué par le groupe social de la bourgeoisie). Le deuxième volume reste fidèle à une approche à la fois paneuropéenne, incluant la Russie, et multidimensionnelle. L'enjeu est de décrire le triomphe final de la bourgeoisie qui est désormais confrontée à l'avènement du socialisme organisé. Le troisième *opus* est consacré à l'affaiblissement du libéralisme et à la montée en puissance des nationalismes qui s'expriment en Europe et aussi à l'échelle du monde à travers la quête impériale et la colonisation jusqu'à la catastrophe de la Première Guerre mondiale.

Sa thèse est que les facteurs économiques n'expliquent pas à eux seuls la « ruée » de la Grande-Bretagne vers l'Afrique. Son analyse semble gênée par le fait que ce qui se passe de 1875 à 1914 contredit les prédictions de Marx en faveur l'inévitabilité de la révolution prolétarienne.

L'enjeu des nationalismes sera traité dans un volume à part publié en 1990 : *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth, Reality*. Selon lui, le premier vecteur de l'imprégnation nationaliste des masses a été le processus de démocratisation de la politique à partir de la fin du XIX^e siècle, mais aussi la fabrication des mythes et l'instrumentalisation de l'histoire dans la construction de l'imaginaire nationaliste. Cette approche fait écho au livre qu'il a publié en 1983 avec l'africaniste Terence Ranger, *The Invention of Tradition*. À la fin du livre, il prédit ou espère que le nationalisme ne pourra que décliner avec la croissance d'institutions collectives telles que l'Union européenne. Pourtant, force est de constater que le projet européen ne fait pas l'objet d'un chapitre dans le livre paru quatre ans plus tard : *The Age of Extremes : 1914-1991* (1994). Ce dernier *opus* a été traduit en 50 langues. Il s'agit d'une vue cavalière qui va de la Première Guerre mondiale à la chute du communisme, ce qu'il appelle « le court vingtième siècle », dominé par le conflit entre le capitalisme et le socialisme, et présentée en trois périodes distinctes, « l'âge de la catastrophe » (1914-1945), « l'âge d'or » (1945-1973), et « le glissement de terrain », jusqu'en 1991. Ce livre suscite des critiques sévères de la part d'historiens lui reprochant des biais d'analyse liés à sa culture communiste. Tony Judt, par exemple, estime qu'Hobsbawm « refuse de regarder le mal en face et de l'appeler par son nom ; il n'aborde jamais l'héritage moral et politique de Staline et de ses œuvres ». Hobsbawm a été victime de sa tendance à penser que le communisme avait sauvé l'Europe du fascisme et que le fascisme était l'ombre portée du capitalisme. C'est pourquoi on peut lire dans ce livre, entre autres exemples, que « c'est la peur de se retrouver seul face à Hitler » qui explique pourquoi Staline a signé le pacte germano-soviétique. C'est peut-être aussi pourquoi il n'a pas jugé utile de consacrer un chapitre à l'événement historique capital que représente la naissance de l'Europe-institution. Quelques pages, seulement, où il est dit que la Communauté européenne a été créée par la guerre froide.

Hobsbawm n'a cessé de critiquer la recherche du mythe d'une « identité primordiale » car l'Europe se caractérise d'abord, selon lui, par la diversité et la fragmentation. Il juge anachronique la thèse d'un ensemble cohérent et préexistant de valeurs européennes : ce n'est qu'à la fin du XX^e siècle que les institutions communes et les valeurs européennes se développent véritablement. Pessimiste à la fin de sa vie, il pense que l'Europe n'est pas totalement sortie de son « hétérogénéité meurtrière ».

JUDT Tony (1948–2010)

Professeur d'histoire contemporaine au King's College, Cambridge; St Anne's College, Oxford ; New York University.

Postwar: A History of Europe Since 1945, London, William Heinemann Ltd, 2005.

(traduction française : *Après-guerre, une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2007).

Historien britannique, Tony Judt propose une nouvelle lecture de l'histoire de l'Europe après 1945 à partir d'un concept central : l'Europe est moins un idéal qu'une nécessité après le désastre de la Seconde Guerre mondiale et la faillite des États-nations européens. « The twentieth century was a European century only in the sense that Europe made a mess of it. » Il nous invite à nous méfier du « mythe » irénique des « euro-idéalistes » qui présentent l'Europe comme un « projet optimiste et progressiste » : cette Europe est en fait « la fille vulnérable de l'angoisse ». Elle s'est reconstruite à partir du traumatisme collectif de la guerre, dans un processus combinant oubli volontaire du passé, stabilisation sociale par l'État-providence, et ancrage géopolitique à l'Ouest via les États-Unis. Il intègre pleinement « l'après 1989 » pour explorer ce « continent fissile », théâtre de la réémergence d'États-nations, comme un retour à 1919 (à l'exception de l'Allemagne, unique « cas de fusion »).

Quatre parties structurent *Postwar: A History of Europe Since 1945* : 1945-1953 : Après-guerre ; 1953-1971 : Malaise dans la prospérité ; 1971-1989 : Récession ; 1989-2005 : Après la chute. Il s'achève, ce qui est surprenant, par un épilogue très long intitulé : « De la maison des morts. Essai sur la mémoire européenne » (mémoire de la Shoah et du communisme). Judt croit que l'histoire peut être « une source de lumière sur le présent ». L'intérêt de son approche est qu'elle s'émancipe des lectures institutionnalistes classiques organisées autour des grands événements diplomatiques et politiques : elle à la fois chronologique et transversale, mêlant micro-histoire et macro-histoire, temps court et temps long.

La caractéristique la plus différenciante du travail de Judt est qu'il accorde toute sa place à l'enjeu heuristique des représentations et de la culture au sens large (art, cinéma, idées politiques, mémoire...). Par exemple, il sollicite le point de vue de George Orwell ou celui de l'écrivain britannique T. S. Eliot (notamment son livre publié en 1948 : *Notes Towards the Definition of Culture*) pour tenter de saisir la faible influence des intellectuels britanniques dans les grands débats de l'Europe continentale au lendemain de la guerre. L'état de déréliction de l'Europe en 1945 est dépeint à partir du critique littéraire Cyril Connolly qui, dans sa revue *Horizon*, proclame que « Moralement et économiquement, l'Europe a perdu la guerre » et que « le grand chapiteau de la civilisation européenne à la

lumière jaune duquel nous avons tous grandi, lu ou écrit, aimé, ou voyagé s'est affaissé ».

Sa lecture se veut multiscalaire en ce sens qu'elle ne s'intéresse pas seulement aux décideurs (politiques ou économiques) et aux grandes figures de la vie intellectuelle européenne. Par exemple, il s'intéresse à l'évolution de la scolarisation des enfants européens. Alors que dans l'Italie de 1945, moins de 5% de la population a terminé ses études secondaires, le nombre des enfants scolarisés doubla entre 1950 et 1969. Ce phénomène général de démocratisation de l'éducation, qui s'est traduit par le développement des campus universitaires (à la fin des années 60, 1 jeune Italien sur 7 fréquente l'université), provoqua un changement sociologique radical et durable dans toute l'Europe occidentale car il mit fin à la reproduction sociale de l'élite dirigeante. La culture des « Sixties » s'est manifestée à travers des révoltes (mai 68) et fut à l'origine d'un nouveau style de vie (dont l'habillement avec le style « Carnaby Street ») mais aussi d'une « révolution sexuelle » qui modifia profondément les mentalités, et notamment le rapport hommes/femmes.

L'intérêt du livre de Tony Judt est le spectre de son analyse qui intègre l'Europe centrale et de l'Est, y compris l'URSS (puis la Russie). On imagine l'ampleur de la documentation qu'il a fallu réunir. Cette lecture est donc réellement « européenne » car elle reconnecte les « deux Europe » et nous offre une histoire plus complexe. Un exemple. Le mouvement pacifiste qui prend naissance à l'Ouest en 1950, initié par les Soviétiques, et qui se développe dans les années 80 (les euromissiles) doit être reconsidéré à travers l'approche d'un Václav Havel (premier président de la Tchécoslovaquie post-communiste) pour qui ce mouvement était un moyen habile de neutraliser l'intelligentsia occidentale qui ne pouvait pas comprendre que la paix « n'est pas une option dans les pays où l'État est en permanence en guerre contre la société ». Autre exemple. Reliant culture et politique, il explique pourquoi, au référendum de mars 1992, 88% des Ukrainiens se prononcèrent contre une souveraineté infra-fédérale (prônée par les communistes) et pour une indépendance totale : l'Ukraine était « à 84% ukrainienne », compte tenu du fait que l'Est industriel était russophone alors que l'Ouest pratiquait majoritairement la langue ukrainienne en raison de la tolérance dont a fait preuve l'empire des Habsbourg. Son livre a été écrit 17 ans avant la guerre russo-ukrainienne.

KAELBLE Hartmut (né en 1940)

Professeur d'histoire sociale à l'université Humboldt.

Vers une société européenne : une histoire sociale de l'Europe, 1880-1980, Paris, Belin, 1988.

« L'intégration sociale de l'Europe », in *Identités nationales et conscience européenne*, Gilbert Krebs et Joseph Rovin ed., Sorbonne Nouvelle, 1992.

« Vers une histoire sociale et culturelle de l'Europe pendant les années de l'« après-prospérité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/4, p.169-179.

Le comparatisme sociohistorique est toujours et encore le mantra des historiens, mais peu d'entre eux le pratiquent, tant l'exercice est difficile et exige une documentation démesurée. L'historien allemand Hartmut Kaelble s'y est essayé, tel un pionnier, dans un livre qui, forcément daté (1988), a montré la voie d'une approche différente de l'Europe, une histoire « qui n'est pas la simple juxtaposition des histoires nationales ». Ses sources, il les a récoltées lors de ses pérégrinations aux États-Unis, aux Pays-Bas, au Royaume Uni et en France. Sa recherche embrasse l'espace européen aux XIX^e et XX^e siècles pour tenter d'identifier, sur le moyen et long terme, des dynamiques de convergence des sociétés qui s'organisent au-delà du rôle des institutions européennes et au-delà même de la conscience que les Européens en ont.

Il fait partie de cette génération d'historiens qui veulent se démarquer de l'histoire des idées (ou de l'idée européenne) et s'émanciper de la culture des « Grands hommes » pour tenter de retrouver « l'Européen de base ». Hartmut Kaelble est parti de la contradiction qui se trouve au cœur des *Mémoires* de Jean Monnet où n'apparaissent que les hommes d'État et les experts alors que l'auteur explique que son ambition ultime était non pas de faire « une coalition entre des États, mais entre des hommes ». Cet objectif a-t-il été atteint ? « A-t-on intégré autre chose que quelques zones de décision politique et quelques espaces économiques nationaux ? Y a-t-il eu aussi intégration des sociétés nationales ? »

Pour éviter le piège des approches globalisantes basées sur des invariants décontextualisés, il prend soin de mettre en regard les structures et la « diversité du réel », les permanences et les divergences. Voici sa thèse : « Une société européenne est en train de naître sous nos yeux, différente par ses structures et ses modes de vie des sociétés industrialisées d'Amérique et d'Asie. (...) N'existe-t-il pas, parallèlement à l'intégration économique des marchés, une intégration sociale des sociétés européennes – discrète, souvent ignorée, mais riche de conséquences ? » Dans un discours écrit et dit trois ans et demi avant la signature du Traité de Maastricht, donc un an avant la chute du Mur de Berlin, le président de la Commission Européenne, Jacques Delors, cite Hartmut Kaelble pour convaincre que l'Europe ne saurait se réduire au Grand Marché : « Il faut quand même reconnaître à l'Europe une personnalité

commune (...). Il faut donc une référence commune. » Delors énonce alors le postulat qu'« il existe un modèle européen de société » en se mettant sous la protection du « professeur Kaelble, l'auteur d'un ouvrage scientifique, très pointu, sur l'identité de l'Europe ».

Voici à quoi pourraient tenir les caractères primordiaux de cette société européenne : 1/ une vie familiale concentrée sur le noyau des parents de la première génération (la « micro-famille ») en raison d'un mariage plus tardif qu'en Amérique du Nord (un indice : contrairement aux Américains qui n'enclosent pas leurs maisons, les migrants irlandais entourent leurs maison d'un mur autour de leurs maisons) mais aussi des « idéaux familiaux » ; 2/ une prédominance des fonctions industrielles associées à un certain type de grande entreprise, différent du modèle américain et japonais (« La société européenne était et est encore aujourd'hui la plus industrialisée du monde moderne ») 3/ une évolution du travail des femmes « sensiblement identique », des inégalités relativement modérées, opposables à une faible mobilité sociale, mais avec des barrières de classes encore marquées 4/ un très large développement des fonctions collectives de protection sociale (État-Providence) lié à la structure nucléaire de la famille européenne qui rend nécessaire une protection sociale non familiale 5/ l'opposition villes-campagnes est partout de plus en plus faible, la campagne perd partout son caractère agricole.

L'historien affirme qu'en 30 ans de construction européenne, les sociétés occidentales sont « plus semblables les unes aux autres ».

Dans certains domaines (emploi, travail, famille, mobilité sociale, formation professionnelle, vie urbaine, politique sociale, immigration), « il s'est produit un net rapprochement entre les sociétés européennes », ce qui fait que les particularismes nationaux et régionaux autrefois si marqués en Europe s'atténuent toujours davantage et que « nous sommes déjà tous davantage reliés aux autres sociétés européennes que pendant la phase de fondation de la Communauté ».

D'où sa question fondamentale : « Ne risquons-nous pas, si nous omettons ce fait, d'élaborer des identités artificielles, voire nostalgiques, au lieu d'identités réalistes ? »

KERSCHAW Ian (né en 1943)

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Manchester.

The Hell and Back. Europe, 1914-1949, Londres, Penguin Books, 2015 (version française : *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Paris, Seuil, 2015).

Roller-Coaster: Europe, 1950-2017, Allen Lane (UK), Penguin Books, 2018 (version française : *L'Europe en enfer et en paradis : 1950-2017*, Paris, Seuil, 2020).

Dans sa préface, Ian Kershaw prévient d'emblée que la période qu'il a prise en compte pour son étude, de 1950 à 2017, était risquée car sa « complexité » exclut un développement linéaire. C'est une histoire pleine de rebondissements, de hauts et de bas, marquée par une très grande vitesse de transformation. D'où le titre qui évoque les montagnes russes (« Roller-Coaster »). Mais un trait domine : une « grande insécurité ». Ian Kershaw rompt avec une narration optimiste, téléologique et occidental-centrée de l'histoire du « projet européen ».

Pendant 40 ans, c'est la division politique de l'Europe qui l'emporte, se jouant d'une « identité culturelle partagée (bien que fragmentée par les différences religieuses, nationales, ethniques et de classe) ». Ian Kershaw considère que les deux parties de l'Europe se développées selon des modalités tellement spécifiques qu'on ne peut les traiter ensemble jusqu'à la chute du communisme (1989-1991) et la mondialisation économique qui lui succède. Kershaw est surtout connu comme le grand spécialiste du nazisme. Il prévient que, n'ayant pas entrepris de recherches spécialisées sur aucun aspect de cette période, il s'appuie sur ses propres souvenirs et, surtout, les travaux de ses collègues : *Out of Ashes* de Konrad Jarausch ; *Postwar* de Tony Judt ; les livres de Timothy Garton Ash ; les études d'historiens allemands (Heinrich August Winkler, Andreas Wirsching, Harmut Kaelble, Andreas Rodder et Philipp Ther).

Son récit obéit à une trame chronologique avec des subdivisions thématiques.

Les chapitres 1, 2 et 3 traitent de l'institutionnalisation de la coupure politique de l'Europe (The Making of the Western Europe), « première période d'insécurité de l'après-guerre en Europe ». Les chapitres 4 et 5 évoquent « l'étonnant et durable boom économique » de l'après-guerre et de ses implications sociales, et l'entrée de la culture dans la modernité, oubliée de « l'héritage morose du passé récent ». La manière dont la jeunesse européenne, à la fin des années 1960, s'est constituée comme un groupe social promoteur de valeurs nouvelles fait l'objet du chapitre 6. Intitulé « The Turn », le chapitre 7 s'occupe de la décennie 1970-1980 confrontée à la crise énergétique et à la récession économique. Le chapitre 8 met la focale sur le « vent de changement » qui vient de l'Est avec les premiers craquements en Pologne (le syndicat Solidarité) et l'avènement de Mikhaïl Gorbatchev qui provoque « l'affaiblissement involontaire mais fatal du régime soviétique ». Les conséquences sont évoquées dans le chapitre

9 (« Power of the people ») : la « révolution de velours » européenne de 1989-1991 à l'instigation des peuples de l'Est qui veulent accéder à la démocratie et les nations à la souveraineté, l'Allemagne retrouvant son unité de manière pacifique. Mais l'euphorie du changement prépare une aussi rapide désillusion : le chapitre 10 examine le choc que représente l'entrée des pays de l'Est dans l'économie capitaliste et l'adaptation à la démocratie pluraliste. Ian Kershaw consacre le chapitre 11 à une nouvelle ère d'insécurité marqué par la dislocation dramatique de la Yougoslavie qui conduit à une guerre ethnique mais aussi par les conséquences des attaques terroristes de 2001 en Afghanistan et en Irak. Enfin, dans le chapitre 12, Kershaw égrène les crises que l'Europe a connues depuis la crise bancaire et financière de 2008 et se plaît à se démarquer des prédictions optimistes des historiens formulées écrites juste avant ou après le millénaire (à l'exception d'Eric Hobsbawm), à l'instar de Mark Mazower, professeur à l'université Columbia de New York, de Harold James, professeur à l'université de Princeton, qui a parlé de « l'ascension presque complète de la démocratie et du capitalisme », voire de Tony Judt, persuadé que le nationalisme a fait son temps en Europe (Judt, dont la lecture est culturaliste, pense en effet que la fin du XX^e siècle voit l'émergence d'une « identité proprement européenne discernable dans bien des milieux »).

Mais Ian Kershaw lui-même confirme que l'historien est mauvais conseiller de l'avenir quand il écrit à la fin de son livre : *“Europe has turned into a continent of civil societies in which, contrasting diametrically with the first of the twentieth century, the military play little role in domestic politics, greatly enhancing the potential for democratic stability. And it is at its center, as its most powerful and influential country, a peaceful, internationalist Germany, the starkest imaginable contrast to the Germany that in the 1930s and 1940s trampled human rights into the dust and almost destroyed European civilization. Europe has fought for and won freedom. It has acquired prosperity that is the envy of most of the world. Its search for unity, and for a clear sense of identity, goes on.”* La guerre russo-ukrainienne et le renforcement actuel de l'OTAN sont, hélas, un démenti à cette espérance.

Si cette fresque à grands traits, très anglo-saxonne, est une stimulante initiation à l'histoire de l'Europe contemporaine, on regrettera l'absence de prise en compte de l'histoire du projet européen en tant que tel.

LANDES David S. (1924-2013)

Professeur d'histoire et d'économie à l'université Harvard.

L'Europe technicienne ou le Prométhée libéré, Paris, Gallimard, 1975 (édition originale : *The Unbound Prometheus: Technological Change and Industrial Development in Western Europe from 1750 to the Present*, Cambridge University Press, Londres, 1969).

Dans ce livre majeur, David Landes assume l'utilisation de « la Révolution industrielle » au singulier car il s'agit d'un phénomène qui a marqué « un grand tournant dans l'histoire de l'homme ». Cette aventure, qui commence en Angleterre au XVIII^e siècle, s'est diffusée, inégalement, dans les pays de l'Europe continentale, transformant « l'existence de l'homme occidental, la nature de sa société, et sa relation aux autres peuples du monde. » Landes analyse l'évolution des pays du « continent rival » (les « suiveurs » France, Allemagne, Pays-Bas). Cette révolution n'a pas une origine unique et a été lente : elle est le produit d'une « succession de changements techniques intimement liés » dans trois domaines : 1/ substitution d'artefacts mécaniques aux « talents humains » ; 2) prééminence de l'énergie-vapeur sur la force humaine et animale ; 3/ amélioration de l'extraction des matières premières dans les industries métallurgiques et chimiques. Ces changements sont indissociables de l'invention d'une organisation de l'industrie à partir d'unités de production de plus en plus importantes (la fabrique et l'usine remplacent l'atelier familial) qui donnent naissance à un « système de production » nouveau où un employeur doit fournir l'outillage, louer (et contrôler) la main-d'œuvre et trouver des débouchés. Une dynamique d'auto-engendrement d'innovations est le cœur de l'expansion de ce système : « La demande en charbon fit que l'on creusa les mines, toujours plus profond, jusqu'au moment où les suintements d'eau représentèrent un risque grave ; la réponse, ce fut une pompe à plus gros débit, la machine à vapeur atmosphérique. » À la base de tout, il y a l'enjeu de la fourniture de charbon à bon marché, « une bénédiction du ciel pour l'industrie du fer, qui s'asphyxiait faute de combustible ». Car la diffusion de la mécanique dans la fabrication des textiles provoque une nouvelle demande d'énergie, donc de charbon et de machines à vapeur, et ces machines réclament toujours plus de charbon et d'énergie. L'apprêtage des textiles demande de grandes quantités de substances chimiques (colorants...) qu'il faut fabriquer et aller chercher. Se pose alors le problème du transport des produits (fer, textiles, produits chimiques), des sources de matières premières jusqu'aux usines, puis des usines jusqu'aux marchés proches et lointains. D'où le développement des chemins de fer et bateaux à vapeur, qui à leur tour exigent du fer et du combustible, et qui étendirent le marché des produits d'usine.

La rupture avec le passé vient de ce que l'augmentation de la productivité (que permet la mécanisation) engendrent des gains qui transforment la vie économique (le capitalisme) qui elle-même produit des « effets non-économiques ». C'est pourquoi la complexité du phénomène industriel ne peut tenir en une formule. Tout au plus peut-on dire que c'est une « combinaison de facteurs d'origine autonome, en partie du moins, avec leur interaction ».

L'interaction cardinale du progrès matériel est bien sûr la relation récursive (et non hiérarchique) science/technique. Pour Landes, le cœur du système industriel est « la rationalité » et ses deux corollaires, « le changement » et « la mobilité » (géographique et sociale), qui concourent à « ce processus d'adaptation continue ». D'où sa définition de l'industrialisation comme « dissolvant universel ». L'urbanisation en est la plus évidente illustration. Mais la technique moderne ne fait pas que produire plus et plus vite. Elle change la vie. Elle bouleverse notre environnement quotidien en fabricant des objets inimaginables (appareil photographique, avion etc.) dans une dynamique inarrêtable : « En vérité, l'un des principaux ressorts de la technologie moderne, c'est une imagination au libre cours ». L'amélioration des transports nous permet d'intégrer dans notre consommation quotidienne des marchandises exotiques à des prix raisonnables (thé, café, banane, ananas).

Une problématique très actuelle est posée par Landes : en quoi peut-on dire que ce progrès est tributaire de la politique impériale et coloniale des nations européennes et en quoi cette politique est responsable de « l'arriération du reste au monde ». L'historien ne tranche pas vraiment, faute de « données » : « Dire que les possessions coloniales contribuèrent à l'enrichissement et au développement de certains pays européens, c'est une chose ; dire qu'elles furent une condition nécessaire ou suffisante de ce développement, c'est une tout autre chose. » De même, il estime qu'il ne faut pas présupposer que le mercantilisme ait « uniformément favorisé le développement économique de l'Europe ». David Landes névite pas la question ultime sans réponse : pourquoi cette révolution a-t-elle eu lieu en Europe ? Sans adhérer pleinement à la thèse de Max Weber, il a tendance à privilégier l'éthique calviniste, avec son culte de « la valeur du temps » et de l'efficacité, qui serait l'« exemple extrême d'application de la rationalité à la vie » (qu'il oppose à « l'influence obscurantiste de l'islam »). L'Église catholique a participé à ce mouvement en condamnant l'animisme et en sanctifiant le travail comme mode de rédemption, mais aussi en cautionnant la séparation du spirituel et du temporel.

Tout cela conduit à la constitution d'un « esprit faustien de domination », c'est-à-dire au « mariage de la science et de la technique ». D'où le titre du livre et la référence au mythe de Prométhée : « *Prométhée fut puni, et même l'humanité tout entière, car Zeus envoya Pandore avec sa boîte où se trouvaient tous les maux, pour compenser les avantages du feu ; mais jamais Zeus ne reprit le feu.* »

LE GOFF Jacques (1924-2014)

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris).

La vieille Europe et la nôtre, Paris, Seuil, 1994.

L'Europe est-elle née au Moyen Age ?, Paris, Seuil, 2003.

Certains historiens ont pensé que l'histoire européenne pouvait servir à mieux concevoir l'Europe du futur. C'est le cas du célèbre médiéviste Jacques Le Goff. Dans la décennie 1990, un courant historique se met en place pour saisir l'Europe au-delà du prisme politique ou institutionnel, sous l'angle anthropologique de ses cultures, de son économie, des populations. C'est dans cette ambiance que Jacques Le Goff, lance aux éditions du Seuil (Paris), en 1993, la collection « Faire l'Europe ». Ce titre laisse transparaître les convictions européistes du médiéviste. Car il aurait pu être : « Faire l'histoire de l'Europe ». L'idée est que *faire l'histoire de l'Europe* c'est aussi une manière de *faire l'Europe* en lui donnant une profondeur et une cohérence. Il accompagne ce projet collectif d'un petit livre, publié au Seuil en 1994, qui explique sa démarche : *La vieille Europe et la nôtre*. Il développera ses thèses en 2003 dans *L'Europe est-elle née au Moyen Age ?*

Le Goff part d'un constat paradoxal : « L'Europe est ancienne et future à la fois. Elle a reçu son nom il y a vingt-cinq siècles et pourtant elle est encore à l'état de projet. ». Et pose trois questions toujours actuelles : « *La vieille Europe peut-elle répondre au défi du monde moderne ? Son âge est-il source de solidité ou cause de fragilité ? Ses héritages le rendent-elle capable ou incapable de s'affirmer dans la modernité ?* » La réponse pour lui est positive mais a été discutée pour cause d'eurocentrisme : « La vieille Europe est ancienne mais elle peut et doit répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain. »

Sa généalogie est assez classique, et un Denis de Rougemont l'aurait validée. La Grèce d'abord, qui a « proposé des valeurs essentielles qui sont aujourd'hui des instruments intellectuels et éthiques pour les Européens : l'idée de nature, l'idée de raison, l'idée de science, l'idée de liberté et surtout peut-être le concept de doute et sa pratique. » L'Empire romain n'est qu'une « préfiguration » avant l'avènement du christianisme, qui constitue « la grande nouveauté » de l'Europe occidentale, mais qui fracture culturellement l'Europe (schisme de 1054) entre un christianisme latin à l'Ouest et grec à l'Est. Le Goff met en valeur deux éléments qui fondent la réorganisation de l'Empire romain d'Occident : 1/ le refus d'un pouvoir théocratique par la distinction entre le pouvoir religieux et le pouvoir politique : « L'Europe va échapper au monolithisme théocratique qui a paralysé Byzance, et surtout l'islam, après avoir favorisé son expansion. » 2/ la constitution de la Chrétienté et des royaumes chrétiens provoque des vagues d'émigration et un « brassage ethnique » où l'on voit les Celtes, les Germains, les Gallo-Romains se mêler aux Normands, aux Slaves, aux Arabes, aux

Hongrois ; cette « diversité culturelle » s'arrête à l'Espagne wisigothique et à son antisémitisme, « un des vieux démons de l'Europe ».

Il y a eu des tentatives d'unification politique de la Chrétienté (avec le « Saint-Empire romain de nation germanique ») mais qui furent plus symboliques que réelles et émaillées de querelles endémiques entre la Pape et l'Empereur. Un autre mouvement aura des effets plus structurants : la naissance des États modernes nationaux à partir du XIII^e siècle. Le Moyen Age européen correspond pour Le Goff à l'avènement de la « modernité » (autant que la « Renaissance ») : il a « équipé l'Europe » sur le plan technologique (le moulin notamment), sur le plan intellectuel (les universités), mais il a aussi inventé des modèles culturels (le « saint », l'homme « courtois », l'individu), en opposition aux guerriers et aux orateurs de l'Antiquité. Il a préparé l'expansion européenne (souvent « agressive ») à l'Est de l'Europe et hors d'Europe. Une rupture a lieu à partir du XVI^e siècle et les « Temps modernes » : les Européens sont en guerre permanente contre eux-mêmes, ce qu'Érasme a dénoncé. Mais « l'unité culturelle ne cesse de s'enrichir » (Baroque, Lumières, littérature, philosophie, démocratie, socialisme...) et ce malgré les « tares » de l'Europe, notamment le « dérapage » que représente le colonialisme, puis l'explosion du nationalisme, le nazisme et le stalinisme.

Pour Jacques Le Goff, il existe une « identité » européenne (et donc une unité culturelle) dans la mesure où « il y a dans l'histoire des structures de longue durée qui sont le fondement de l'identité collective des hommes et des femmes qui ont vécu longtemps ensemble à travers les générations ». Mais il s'agit d'une identité complexe (« *un monde à unités multiples et complémentaires* ») que nous révèle et nous enseigne « la longue durée de l'Europe » qui est « une dialectique entre l'effort vers l'unité et le maintien de la diversité ».

Jacques Le Goff croit au primat unificateur de la culture et à l'existence d'une « communauté culturelle » européenne : « Une communauté culturelle qui vient de loin s'est lentement constituée. L'Europe n'est pas vieille, elle est ancienne. Et l'ancienneté bien utilisée est un atout pour construire un avenir. Évoquer l'Histoire pour promouvoir une Europe culturelle n'est pas revenir à la religion. » (*Libération*, 2004).

LIPGENS Walter (1925-1984)

Chaire d'histoire européenne moderne à l'Université de Saarbrücken et premier titulaire de la chaire d'histoire de l'intégration européenne à l'Institut universitaire de Florence.

Europa-Föderationspläne der Widerstandsbewegungen 1940-45, Oldenburg, München, 1968.

A History of European Integration, vol. 1 : 1945-1947 : *The Formation of the European Unity Movement*, Clarendon Press, 1982.

Documents on the History of European Integration, volume 1: *Continental Plans for European Union 1939-1945*, Berlin-New York, W. de Gruyter, 1985; volume 2: *Plans for European Union in Great Britain and in Exile 1939-1945*, 1986.

Walter Lippens a commencé sa carrière de chercheur en tant qu'historien de l'Église et de l'unification allemande mais au milieu des années 1960, il se consacre totalement à l'histoire de l'idée de l'unification européenne. Son projet initial : identifier et inventorier les écrits en faveur de l'unité européenne élaborés par les résistants et les antifascistes européens durant la Seconde Guerre mondiale. Cela donne lieu à une publication : *Europa-Föderationspläne der Widerstandsbewegungen 1940-45*. Dans un deuxième temps, il s'intéresse aux débuts du processus d'unification européenne. La version originale (*Die Anfänge der europäischen Einigungspolitik 1940-50, Erster Band : 1945-1947*, Stuttgart, Klett, 1977) est rééditée en anglais en 1982, avec des contributions de Wilfried Loth et Alan Milward : *A History of European Integration*.

Dans ce livre, Lippens se concentre sur les années 1945-1950 qui constituent, selon lui, la phase décisive d'incubation où le processus européen. Il distingue trois moments. De la Libération à mai 1946, l'Europe est anéantie et délégitimée ; les États-Unis et l'URSS tentent de collaborer pour imposer une paix mondiale. L'espace politique pour les idées européennes sont donc nulles, d'autant que la politique du général de Gaulle, stimulée par les communistes, est purement nationale. Les résistants n'arrivent pas à trouver une manière d'exister politiquement. De juin 1946 à mai 1947, les deux super-puissances sont en crise et offrent une perspective à ceux qui pensent que l'Europe a une carte à jouer pour exister en tant que telle. L'idée d'une « Troisième Force » apparaît. Churchill prononce à l'université de Zurich, le 19 septembre 1946, un discours sur la nécessité d'unir les pays européens. En décembre est créée à Paris l'Union européenne des Fédéralistes, un mouvement qui fédère les mouvements pro-européens et qui pense pouvoir exercer une pression sur les gouvernements. Entre mai et décembre 1947, la guerre froide commence. Les projets d'unification de l'Europe se restreignent à l'Ouest européen mais peuvent paraître moins utopiques. Surtout, les États-Unis commencent à s'intéresser à l'Europe de l'Ouest et à l'Allemagne qu'ils voient comme un rempart contre l'Est soviétisé. D'où le plan Marshall et le Comité de coopération économique européenne (juillet 1947), qui évoque déjà l'idée d'une union douanière. Une partie importante du livre (ce qui

constitue une nouveauté) est consacrée à l'histoire des organisations non-gouvernementales des 7 pays européens qui militent en faveur du fédéralisme, du Mouvement Européen à la petite et éphémère structure (« Socialisme et Liberté »), créée par Henri Frenay et Claude Bourdet.

Walter Lippens est mort au moment où il finissait une œuvre gigantesque : *Documents on the History of European Integration*. Il s'agit d'une œuvre collective conçue lors de son séjour à l'Institut Universitaire européen (1976-1979). Les deux premiers volumes contiennent de nombreux chapitres dus à Lippens. Le deuxième volume a été co-dirigé par l'historien Wilfried Loth. C'est certainement « la présentation la plus exhaustive qui ait jamais été réalisée de l'ensemble des propositions, des prises de position et des analyses relatives à l'unité européenne parues au cours de la Deuxième Guerre mondiale » (Sergio Pistone). En effet, elle prend en compte les pays de l'Ouest (à l'exception de l'Espagne, la Grèce, le Portugal, l'Irlande, la Norvège et la Finlande) comme ceux de l'Est. Une attention particulière est réservée aux propositions formulées par les exilés de tous les pays européens soumis au nazisme. Lippens n'a pas omis d'évoquer la part sombre du tableau : les thèses sur l'unité européenne élaborées par les fascistes italiens, les nationaux-socialistes et les collaborateurs. L'impression que donne ce travail remarquable est que 1/ le débat sur l'unité européenne au cours de cette période occuperait presque tous les groupes politiques, sociaux, culturels, toutes les personnalités politiques et intellectuelles de premier plan (à l'exception des communistes) 2/ le fédéralisme serait enraciné dans l'aire de la « petite Europe » 3/ l'idée de l'unification pacifique de l'Europe aurait suscité une adhésion massive de l'opinion. C'est que Lippens s'inscrit en faux contre la thèse selon laquelle l'unification européenne ne serait qu'un sous-produit de la guerre froide parce qu'il surestime l'influence exercée par la Résistance anti-nazie et les organisations fédéralistes en voulant se démarquer l'historiographie dominée par l'histoire diplomatique.

Des historiens pensent que cela est discutable. Mark Mazower, par exemple : « (Lippens) tente vaillamment de transformer la résistance à Hitler en bouillon de culture de la volonté de coopération européenne qui se manifesterait après la guerre ; analyse heureusement corrigée par R.E. Herzstein : *When Nazi Dreams Come True* (1982). »

LOTH Wilfried (né en 1948)

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Duisburg-Essen (Allemagne)

Sozialismus und Internationalismus: d. franz. Sozialisten u.d. Nachkriegsordnung Europas 1940–1950, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1977.

Building Europe: A History of European Unification, Brill / Nomos Verlag, 2001 (rééd. 2015)

Charles de Gaulle, Kohlhammer Verlag, Stuttgart, 2015.

Die Rettung der Welt. Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland, Frankfurt am Main, Campus, 2016.

Wilfried Loth est un historien allemand qui appartient à la génération pionnière des premiers historiens à avoir constitué le projet européen post-guerre en objet d'histoire digne d'être pris en compte par l'université. Il est également connu pour avoir été co-éditeur des *Documents on the History of European Integration*, assurant la succession de Walter Lipgens dans sa grande entreprise de publication des sources primaires majeurs de l'histoire du fédéralisme et de la construction européenne. Lipgens a été son maître à l'université de la Sarre et le directeur de sa thèse de doctorat soutenue en juillet 1974 : *Sozialismus und Internationalismus. Die französischen Sozialisten und die Nachkriegsordnung Europas 1940–1950* (en français : *Socialisme et internationalisme : les socialistes français et l'ordre d'après-guerre en Europe 1940–1950*). Loth explore dans cette étude les positions des socialistes français, en particulier les courants autour de figures influentes du parti SFIO, face aux questions de reconstruction et de réorganisation de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Il examine comment ces acteurs ont articulé un projet d'unité européenne mêlant solidarité internationale et reconstruction nationale.

Sa thèse permet de comprendre pourquoi l'axe central de sa réflexion est aux antipodes de celui de l'historien britannique Milward et, plus récemment, de l'historien Patel. Pour Loth, la construction européenne relève d'un choix politique et idéologique, et pas seulement d'une logique économique ou institutionnelle. Il entend déconstruire le mythe d'une « Europe économique apolitique ». L'Europe unie n'est pas le fruit des seules circonstances et convergences d'intérêts : elle est une espérance qui plonge ses racines profondément dans l'histoire des événements tragiques qui ont frappé les pays européens. C'est une réponse morale et stratégique aux tragédies du XX^e siècle. Mais l'Europe est aussi un projet qui s'inscrit dans une tradition internationaliste et pacifiste des socialistes européens. C'est pourquoi il a consacré une étude approfondie sur le *Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe* (MSEUE) publiée dans *Documents on the History of European Integration* : il considère le fondateur du MSEUE, André Philip, comme « un des pères de l'Europe ».

Building Europe: A History of European Unification, son ouvrage le plus connu, est organisé de manière assez classique en 6 chapitres : 1/ Les origines de l'idée européenne (il met en avant le rôle de la Résistance et des penseurs fédéralistes comme Altiero Spinelli) 2/ La CEE et la naissance d'une méthode (la « méthode Monnet » par l'intégration sectorielle) 3/ Le traité de Rome et la CEE (il distingue la vision française, centrée sur la puissance et le contrôle, de la vision allemande, orientée vers l'économie et la paix) 4/ La construction dans la guerre froide (l'Europe devient un outil de l'ancrage occidental face à l'URSS et au Pacte de Varsovie) 5/ Crises et approfondissement des années 1960-1980 (des effets du gaullisme à la coopération monétaire et aux élargissements, Loth insistant sur le fait que les réponses collectives aux crises ont constitué le moteur de l'intégration) 6/ Vers Maastricht et l'Union européenne (évolution vers une Europe plus politique, avec l'Acte unique et le traité de Maastricht). Loth met bien en évidence les tensions qui résultent (encore aujourd'hui) entre la logique de l'approfondissement politique et la volonté d'élargissement géographique.

Le souci de Wilfried Loth est de refonder politiquement la construction européenne. Il nous invite à penser la CEE au-delà du charbon et de l'acier et à se souvenir que Jean Monnet avait résumé clairement l'enjeu qui était de « rendre la guerre non seulement impensable, mais matériellement impossible ». Du Plan Schuman au traité de Maastricht, l'ambition est d'organiser la pacification stratégique de l'Europe par l'interdépendance. *“The genius of the Schuman Plan lay not in its economic rationale but in its political architecture: to bind France and Germany so closely together that war would become materially impossible.”*

On doit enfin noter dans sa bibliographie une biographie inattendue sur Charles de Gaulle. Elle participe d'une relecture actuelle du premier président la V^e République en faveur des « orientations décisives qui ont permis à l'Europe de jouer un rôle indépendant dans la politique mondiale ». De Gaulle apparaît comme « un grand Européen ».

LUNDESTAD Geir (1945-2023)

Professeur d'histoire à l'université d'Oslo.

"Empire by Invitation? The United States and Western Europe, 1945–1952." *Journal of Peace Research* 23, no. 3 (september 1986): 263–277.
The United States and Western Europe since 1945: From "Empire" by Invitation to Transatlantic Drift, Oxford University Press, 2003.
Europamérique. États-Unis et Europe de l'Ouest de 1945 à nos jours, Paris, Eyrolles, 2013.

Geir Lundestad est un historien norvégien, qui a été directeur de l'Institut Nobel de Norvège. Il rejoint la thèse de l'historien français Pierre Mélandri selon laquelle l'Europe a été façonnée « de l'extérieur », sur une base transatlantique. Il met en avant le fait que l'intervention américaine n'était pas purement altruiste et qu'elle répondait à des objectifs globaux : contenir l'URSS, garantir les marchés européens, éviter des replis nationalistes. Il s'inscrit en faux contre une idée souvent répandue qui présente l'Europe comme ayant « vassalisée » par les États-Unis. Ce fut un thème central du discours communiste et c'est encore un topos du discours de l'extrême droite. En fait, l'Europe ne s'est pas laissée soumettre à la puissance américaine : elle s'est construite avec le soutien stratégique américain. L'échec de la CED en témoigne. Contrairement à Mélandri, il refuse d'utiliser le mot « empire » pour caractériser la politique internationale des États-Unis et propose le concept de « *Empire by invitation* » afin de souligner, ce qui est souvent ignoré ou occulté, que l'Europe a souhaité la présence américaine. Si Pierre Mélandri s'attache à révéler les mécanismes diplomatiques concrets de la politique américaine, en s'appuyant sur une relecture minutieuse des documents d'archives, Lundestad propose une grille de lecture conceptuelle utile pour comprendre le paradoxe d'un empire sans colonisation formelle : ce sont les élites européennes qui ont « invité » l'hégémonie américaine par intérêt, peur, faiblesse ou conviction et qui ont co-défini *un cadre structurant consenti*. Cette relation transatlantique n'est pas pensable hors du contexte de guerre froide et hors de l'omni présence d'une menace vitale pour les pays de l'Ouest-européen qui justifie une structure relationnelle asymétrique mais volontaire.

La construction européenne n'a donc pas été un projet purement endogène, comme certaines lectures fédéralistes téléologiques et idéalisantes pourraient le laisser accroire. En fait, l'Europe est née à la faveur d'un consensus stratégique temporaire sous la forme d'une coproduction géopolitique, ni pleinement autonome, ni totalement subordonnée. Pour résumer la thèse de Geir Lundestad, on pourrait dire que la suprématie américaine en Europe après 1945 ne fut pas imposée : elle fut, dans une large mesure, le résultat d'une invitation formulée par les Européens eux-mêmes. Jean Monnet le dit clairement dans ses Mémoires : « Ce n'est pas que les Américains en voulussent à notre indépendance. Ils souhaitaient, au contraire, que nous sachions nous passer au plus tôt de leur assistance. » Ce sont les Européens qui ont demandé l'aide américaine pour des raisons économiques. On pourrait parler d'« empire de consentement ».

Cette thèse a été lancée dans son article célèbre : "Empire by Invitation", publié dans le *Journal of Peace Research* en 1986. Le titre de cet article est devenu le titre du chapitre introductif de son livre paru en 2003 : "The United States and Western Europe Since 1945: From 'Empire by Invitation' to Transatlantic Drift". Il constitue un développement élargi de son célèbre article en intégrant une analyse sur le temps long (1945–début des années 2000) et en prenant en compte les transformations de la relation transatlantique après la guerre froide. Il observe un processus d'érosion du consensus transatlantique à partir de 1989, parlant de « dérive transatlantique » (transatlantic drift). Parmi les causes : la montée de la critique européenne de l'unilatéralisme américain (en lien avec les guerres en Irak) et l'affirmation d'une identité européenne plus autonome, notamment dans la politique étrangère et de défense. Voici le résumé écrit par Lundestad :

"The article attempts to substantiate two related arguments. First, that the American expansion was really more striking than the Soviet one in the first years after the Second World War. While America's influence could be strongly felt in most corners of the world, the Soviet Union counted for little outside its border areas, however vast these border areas. (...) Second, if this American expansion created what we could call an American empire, this was to a large extent an empire by invitation. Unlike the Soviet Union, which frequently had to rely on force to further its interests, the United States possessed an arsenal of diverse instruments. In fact, the United States was often invited to play a more active role. The article goes into some detail on the nature of Western Europe's economic and military invitations to Washington. The author's tentative finding is that this invitational attitude of most Western European governments was often shared by public opinion in the countries concerned. The article also argues that this state of American empire only lasted approximately 30 years. In the 1970s, the US lead over other powers had declined both militarily and, particularly important, economically. (...) Many European governments still invited the United States to play an active role, but these invitations were much more ambiguous now than in the first two decades after the world war. Finally, the author hypothesizes that the American decline was in part caused by the expenses involved in maintaining the American empire."

MAZOWER Mark (né en 1958)

Professeur d'histoire contemporaine à Columbia University.

Dark Continent: Europe's Twentieth Century, Londres, Allen Lane / The Penguin Press, 1998 (traduction française: *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX^e siècle*, Paris, Complexe, 2005).

Hitler's Empire. Nazi rule in Occupied Europe, Londres, Allen Lane, 2008.

C'est par une anecdote familiale que le Britannique Mark Mazower commence son étude la plus connue (*Dark Continent: Europe's Twentieth Century*) : « Lorsque ma grand-mère naquit à Varsovie, cette ville appartenait à l'empire des tsars, Trieste aux Habsbourg et Salonique aux Ottomans. » En fait, l'Europe est « un continent très récent qui n'a cessé, au cours du dernier siècle, de s'inventer et de se réinventer à travers des métamorphoses politiques souvent convulsives ».

Mazower a pour objectif de contre-battre la thèse irénique et téléologique selon laquelle l'histoire du XX^e siècle européen devait inévitablement conduire au triomphe de la démocratie libérale, comme si la culture démocratique était l'ADN de l'Europe moderne, comme si l'Europe était prédestinée à incarner les valeurs de paix et de coopération internationale. L'historien soutient au contraire que la démocratie a été une réalité fragile qui a dû affronter la concurrence très rude, à partir des années 1920, des régimes autoritaires, fascistes, nazis, communistes, mais aussi après la Seconde Guerre mondiale où l'Europe a vu la persistance de systèmes liberticides. « N'oublions pas que la démocratie, qui régnait sans partage au lendemain de la Première Guerre mondiale, agonisait vingt ans plus tard. » L'Europe a été un champ de luttes entre plusieurs formes d'organisations politiques avant que la démocratie ne s'impose tardivement et par défaut. L'historien considère, d'une part, que l'adhésion des « masses » à l'idéal démocratique était faible. On trouve dans son livre un diagnostic (ou plutôt une impression, car les éléments de preuves manquent) qui a fait polémique et qui contrevient à un récit majoritaire : « L'opinion européenne n'était nullement opposée, à la fin des années trente, à l'idée d'une reconstruction autoritaire du continent sous la houlette allemande. » L'adhésion à l'idée d'un « ordre nouveau » était loin d'être circonscrite aux milieux extrémistes. D'autre part, il bat en brèche l'idée selon laquelle les régimes anti-démocratiques était le fait de « dictateurs fous ». Ceux-ci auraient plutôt profité des réponses que les démocraties libérales n'ont pas réussi à trouver, principalement dans la sphère économique. Les pays européens auraient largement toléré, voire soutenu, l'Allemagne et son projet de reconstruction anti-libérale : de l'Europe au nom de logiques commerciales, sans parler de l'antisémitisme largement répandu. « Les cœurs et les esprits des Européens n'ont pas tant été conquis par les Alliés que perdus par Hitler. » Des historiens jugent inadaptée le fait de voir dans la notion de « Grossraumwirtschaft » des « ressemblances » (même s'il ajoute « plus que fugaces ») avec le Marché commun de l'après-guerre.

Après-guerre, c'est plus la reconstitution des États-nations qui a permis aux régimes de retrouver l'adhésion des peuples que « les idéologies de la Résistance ». C'est plus la guerre froide que l'idéal fédéraliste qui a favorisé une coopération plus étroite entre les États de l'Europe occidentale et le « miracle de la croissance ». Comparée aux « jousjoux bureaucratiques comme le Conseil de l'Europe », c'est la naissance du Marché commun, « un lieu de négociations inter-étatiques », qui a incarné le « grand changement » depuis la Seconde Guerre qui a fait que « la coopération a remplacé la compétition » et a permis la résurrection « éblouissante et inespérée » du capitalisme. Mais un capitalisme encadré par l'État-providence (auquel les peuples européens sont attachés, cet attachement marquant les limites de l'américanisation de l'Europe) qui a assuré la paix sociale : « Les gens voulaient des biens, pas des dieux ». Même le mouvement de 1968 apparaît comme « le produit de la prospérité ». Sans le dire, Mazower s'inscrit en faux contre la thèse de Walter Lippens : pour lui, « l'impulsion fédéraliste » a été donnée par François Mitterrand, au milieu des années 1980, car « les Français s' alarmaient d'une Allemagne toujours plus forte » dont la prépondérance « reste le trait fondamental de la structure de l'Europe ».

Mazower cite un passage du livre *Histoire de l'Europe* (Serge Berstein et Pierre Milza) publié en 1992 où il est dit que l'on commence à prendre « conscience qu'il existe une identité européenne » ; il ironise sur le fait qu'en cette même année, la guerre civile éclate en Yougoslavie. En expliquant que « le vrai vainqueur de 1989 n'a pas été la démocratie mais le capitalisme », il formule sa thèse centrale : « L'Europe a été façonnée en ce XX^e siècle non par une convergence progressive de la pensée et des mentalités, mais au contraire par une série d'affrontements violents entre les "ordres nouveaux" antagoniques ». Mazower ironise également sur les « européenistes regroupés à Bruxelles » qui croient que « l'histoire marche dans une direction donnée ». Il nous met en garde contre l'usage fautif que les idéologies font de l'histoire : « Elles croient voir le présent déjà présent dans le passé et présument, par exemple, que la démocratie plonge ses racines dans le sol de l'Europe, simplement parce qu'il se trouve que la guerre froide s'est terminée comme elle s'est terminée. » Alors qu'est-ce que l'Europe ? « Il faut abandonner la métaphysique, renoncer à chercher une Europe mystérieuse et essentielle, et explorer plutôt le débat permanent auquel donne lieu sa définition ».

MÉLANDRI Pierre (né en 1946)

Professeur d'histoire des relations internationales à Sciences Po Paris

Les États-Unis face à l'unification de l'Europe. 1945-1954, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980.

Une incertaine alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1983), Paris, Publications de la Sorbonne, 1988.

Pierre Mélandri est un spécialiste français de l'histoire des États-Unis et des relations transatlantiques pendant la guerre froide. Il a été le premier, dans sa thèse *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe. 1945-1954* dirigée par Jean-Baptiste Duroselle, à étudier la politique américaine vis-à-vis du projet d'unification européenne dans l'immédiat après-guerre (1945-1954).

Il s'agit d'une approche multifactorielle qui intègre les motivations idéologiques, stratégiques, économiques et diplomatiques qui ont déterminé l'attitude des États-Unis à l'égard de la naissance de l'Europe-institution. Même s'il n'a pas eu accès à toutes les sources archivistiques qui sont désormais déclassifiées, il a pu puiser dans les archives américaines (privées et publiques) de quoi construire une analyse robuste qui n'a rien perdu de sa pertinence et de son actualité. Il a réussi à adopter un ton distancié et neutre, ce qui n'était pas évident à une époque où le milieu académique était travaillé par des idéologies contraires et en temps où l'anti-américanisme touchait tous les secteurs de la société européenne. Les résultats de son travail constituent encore aujourd'hui le meilleur démenti aux thèses farfelues et conspirationnistes sur les intentions « impérialistes » des États-Unis à l'égard de l'Ouest européen au début de la guerre froide.

L'idée qui sous-tend cette brillante thèse de doctorat est que l'appui américain à l'intégration européenne fut essentiellement pragmatique, inspiré par des objectifs géopolitiques, notamment la reconstruction de l'Europe occidentale comme bastion contre l'URSS. Il s'agit de consolider un pôle de puissance européen défendant les valeurs de « l'ordre néolibéral ». Ses recherches ne contentent pas de radioscopier le niveau gouvernemental américain, l'exécutif. Elles s'aventurent dans la réalité complexe du Congrès et lui permettent d'établir que c'est le Congrès, en phase avec l'opinion, qui encourage les Européens à s'unir et seconde le gouvernement pour obtenir le financement de la création d'institutions européennes intégrées. C'est le Congrès qui reproche aux Français d'avoir planté le projet de la Communauté européenne de défense.

Au départ, ce sont les Européens qui sont demandeurs du soutien américain. De 1945 à 1947, le gouvernement américain

s'inscrit dans la dimension « universaliste » de la culture diplomatique américaine et manifeste une grande méfiance vis-à-vis des projets d'unité régionale. L'entrée en guerre froide change la donne. La « doctrine Truman » (du nom du président des États-Unis), le « containment » et la nécessité du plan Marshall font évoluer la politique américaine vers un soutien systémique et inconditionnel qui établit un lien entre aide économique et coopération européenne. À partir de l'été 1948 (blocus de Berlin), on passe « de l'unité de l'Europe à l'unité de l'Occident ». Les Américains plaident pour la participation de l'Allemagne de l'Ouest à la défense européenne, ce que suscite des oppositions farouches, en France tout particulièrement. D'où l'appui à la CECA et à la CED qui est le moyen idéal pour tisser un lien pacifique entre la France et l'Allemagne et arrimer la RFA à l'Ouest. Pierre Mélandri apporte des éclairages nouveaux au sujet de la position du Royaume Uni qui ne va spontanément dans le sens de Washington. Les Anglais répugnent à être confondus avec les pays européens continentaux qu'ils traitaient de « club de vaincus ».

Pour Pierre Mélandri, qui cautionne l'expression de Charles Bohlen, diplomate américain, ce nouveau rapport à l'Europe est à l'origine d'une « transformation de la politique étrangère américaine » et correspond à l'émergence d'un empire. Le Pacte atlantique est l'élément nodal de cette nouvelle politique qui se déploie à partir de 1948. C'est pourquoi le gouvernement américain déplore l'échec du projet de CED (août 1954), victime de la « détente », qui est, selon l'historien, « une des premières grandes déceptions dans l'histoire de l'évolution des États-Unis vers cette République impériale dont parle Raymond ». Il s'oriente alors vers l'UEO et l'OTAN comme instruments de substitution. Mais c'était la fin du projet d'une Europe politique unie. Et Mélandri de citer James B. Conant, Haut-commissaire américain en Allemagne : « Pour nous, Américains, tous les Européens paraissent des peuples difficiles ».

Pierre Mélandri anticipe les travaux de l'historien norvégien Geir Lundestad et de l'historien allemand Kiran Klaus Patel, qui montrent que l'Europe a été façonnée « de l'extérieur », sur une base transatlantique.

MILWARD Alan S. (1935-2010)

Professeur d'histoire des relations économiques internationales à la London School of Economics et à l'Institut Européen de Florence.

The reconstruction of Western Europe, 1945-1951, Londres, Methuen, 1984.

The European Rescue of the Nation-State, Los Angeles, University of California Press, 1992 (rééd. 2000 et 2010).

The Rise and Fall of a National Strategy: The UK and The European Community, London, Frank Cass, 2002.

Politics and Economics in the History of the European Union. Abingdon: Routledge, 2005 (rééd. 2012).

Alan S. Milward est une des figures de la première génération d'historiens de la construction européenne qui a contribué à instituer l'histoire européenne comme champ de recherche autonome. *The European Rescue of the Nation-State*, son ouvrage emblématique, est représentatif de ce que l'on appelle parfois l'école britannique réaliste de l'histoire de l'Europe.

L'intérêt de son étude publiée en 1992 réside dans le fait qu'elle promeut une thèse qui va l'encontre d'une doxa (toujours active aujourd'hui) selon laquelle l'intégration européenne aurait affaibli les États-nations et aurait eu cet objectif. Milward défend la thèse inverse : la construction européenne a permis de « sauver » les États-nations européens après 1945, ruinés matériellement et politiquement, en leur offrant les outils nécessaires à leur reconstruction économique, à la préservation de leur souveraineté, et à leur légitimation démocratique. Les États avaient intérêt à une libéralisation des échanges encadrée. Ce faisant, il conteste les visions téléologiques qui présentent l'intégration européenne comme un processus linéaire procédant d'une ambition fédéraliste considérée comme naturelle et inévitable. Une citation résume son propos : *“European integration was not the triumph of supranationalism over nationalism but rather the result of the national governments' pursuit of their own national interests.”*

Il adopte une démarche comparatiste ambitieuse centrée sur les modalités d'implication et les réactions des principaux gouvernements de l'Europe de l'Ouest (l'Italie, la France, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume Uni) dans les projets de constitution des institutions et des politiques européennes. Il intègre dans son scoop l'analyse du rôle des administrations nationales dans les négociations. Sa conclusion : le projet européen se définit comme une construction « intergouvernementale réaliste » au service de la reconstitution des États soucieux de relancer la croissance économique, de moderniser l'industrie et l'agriculture et d'assurer la résilience sociale après le traumatisme de la guerre. L'intégration européenne ne supprime pas les États, elle les renforce.

Cette étude permet de mesurer la persistance et la puissance du cadre stato-national. Si les gouvernements états-uniens ont

initialement poussé les Européens à faire cohésion (pour répartir les mannes du Plan Marshall et pour lutter contre le communisme), ils n'ont pas pu/voulu empêcher la persistance de la culture stato-nationale. Il n'empêche que la thèse complotiste selon laquelle les Américains auraient cherché à éliminer les États-nations concurrents a toujours ses supporters. De même que la thèse qui tend à faire accroire que le projet européen a pour finalité la création d'un *Léviathan* dominateur et destructeur des nations. Il faut désidéologiser notre regard sur le projet européen (dans le sens catastrophiste comme dans le sens idéalisant) et revenir à l'idée d'une « Europe sans illusions » (Andrew Moravcsik, *The Choice for Europe*, 1998).

L'analyse pragmatique de Milward peut être interprétée comme une manière de relativiser le pouvoir performatif des mythes supra-nationalistes ainsi que le rôle joué par les « saints patrons » de l'Europe (Monnet, Spaak, De Gasperi...). D'où le trait d'esprit de Gérard Bossuat dans son compte rendu du livre de Milward : « Le Fédéralisme est un croquemitaine comme l'est la souveraineté nationale ». Un croquemitaine, dans certains contes de fées, est un monstre imaginaire, généralement maléfique, qui est destiné à faire peur aux enfants pour les amener à faire ce qu'on veut qu'ils fassent. Bossuat a raison de remarquer, dans sa recension, qu'il manque à l'étude « la dimension culturelle, voire politique », qui permettrait de mieux apprécier « l'internationalisme européen qui existe chez Monnet et d'autres » et de comprendre les enjeux de « l'identité » et de la « conscience européenne » dans la mise en place de la « subtile dialectique entre affirmation nationale et unité européenne qui est inscrite au « cœur de la construction européenne contemporaine ».

Il étonnant que Milward, qui a critiqué l'idéalisme de son collègue et ami Walter Lipgens, premier titulaire de la chaire d'histoire de l'intégration européenne à l'Institut Européen de Florence (créé en 1976 par la Commission européenne), lui succède à ce poste en 1983.

MORIN Edgar (né en 1921)

Directeur de recherche au CNRS (France).

L'an zéro de l'Allemagne, Paris, Cité nouvelle, 1946.

Penser l'Europe, Gallimard, rééd. 1987-1990

Notre Europe. Décomposition ou métamorphose ? (avec Mauro Ceruti), Fayard, 2014.

Edgar Morin n'est pas un historien, mais il doit être évoqué car, en sociologue, il a travaillé à partir des années 1980 sur l'objet « Europe », notamment dans son livre *Penser l'Europe*. La lecture qu'il fait de l'identité européenne est une transposition de ses théories sur la pensée complexe. Il est représentatif des intellectuels français de gauche qui ont longtemps regardé le projet européen avec méfiance, voire hostilité. L'Europe passait pour une idée conservatrice, ou à tout le moins trop libérale, trop inféodée à l'atlantisme, au capitalisme. Pour cette raison, le fédéralisme a longtemps été « une idée ectoplasmique », pour reprendre l'expression d'Edgar Morin, dénuée d'intérêt épistémologique.

Dans ce livre, à la fois théorique et autobiographique, il raconte comment il fut « longtemps anti-européen » : « *J'avais été résistant, et j'étais alors communiste. Pour moi, pour nous, l'Europe était un mot qui ment. J'avais combattu ce que Hitler avait appelé : l'Europe nouvelle. (...) Toute idée européenne me semblait étriquée et mesquine* ». Peu à peu, dans les années 1970, un « lent et inconscient appel à l'Europe » s'opère en lui. Il ne regarde plus l'Europe comme le symbole de « l'impérialisme » ou du colonialisme (au contraire, c'est elle qui désormais est en butte aux impérialismes, états-unien et soviétique) ; il comprend que l'Europe est « la seule à avoir apporté une universalité non-religieuse » ; le choc pétrolier de 1973 lui permet de comprendre que l'Europe est devenue « une pauvre chère vieille chose ». Comme il l'explique dans divers entretiens, Morin décide de s'emparer de l'objet « Europe » pour souligner l'importance anthropologique du projet politique européen mais aussi pour que « la pensée des problèmes européens (ne soit pas) réservée aux euro-techno-économocrates et à des députés que nul électeur ne saurait reconnaître ». Il veut incarner une « nouvelle conscience de l'Europe ».

« Néo-Européen », comme il se qualifie, Edgar Morin découvre peu à peu que l'Europe est une « province méta-nationale » : « Ce qui est en gestation est, non pas une Super-Nation, mais une Méta-Nation ». Il redécouvre les intuitions séminales du philosophe du fédéralisme : Denis de Rougemont qui a été le premier à avoir compris que la dialogique unité/diversité était au cœur de la culture européenne. Pour le Suisse, l'Europe c'est « l'amour de la complexité ». Complexe vient du latin « complexus » : ce qui est tissé ensemble. D'où la difficulté à définir l'Europe : elle « se dissout dès qu'on veut la penser de

façon claire et distincte » et « se morcelle dès qu'on veut reconnaître son unité ».

Edgar Morin explique que cette difficulté vient de ce que l'Europe (l'Europe historique), contrairement aux États-Unis, par exemple, est dépourvue « d'origine fondatrice ». Elle est un processus en évolution constante : « L'Europe n'a d'unité que dans et par sa multiplicité. Ce sont les interactions entre peuples, cultures, classes, États qui ont tissé une unité elle-même plurielle et contradictoire ». Il faut donc penser l'un dans le multiple et le multiple dans l'un. D'où sa formule célèbre : l'Europe, c'est *l'Unitas Multiplex*. Et c'est justement parce qu'elle doute que l'Europe résiste à « l'idole de l'origine absolue » (comme le disait Marc Bloch). Et parce qu'elle doute, elle est (devrait être) l'antidote au totalitarisme, au racisme et au nationalisme.

Le philosophe nous invite à penser autrement la culture européenne, à travers la notion de « poly-identité » et la dimension anthropologique du projet européen, alors que les fédéralistes ont privilégié l'institutionnel. Il se démarque de l'idée (que les fédéralistes adoptent sans examen) selon laquelle il préexisterait une « unité spirituelle » européenne. Pour Morin, il faut penser « culture commune » et non pas « culture unique » par ce que l'Europe n'est donc pas substance, monade, identité close. L'ipséité de l'Europe est un processus dynamique, qui se déploie dans la tension entre le singulier et l'universel, entre la raison et la foi, entre la tradition et l'innovation. L'être de l'Europe n'est pas une « chose » statique, patrimoniale. Il est en phase sur ce point avec Heinz Wismann.

Sa conception de l'Europe prend le contrepied du repli identitaire ou du fantasme mémoriel. « L'Europe, pour lui, vient du futur ». C'est d'ailleurs la définition qu'en donne le Conseil européen de Lisbonne en 2007 : « Le terme *européen* associe des éléments géographiques, historiques, et culturels qui, tous, contribuent à l'identité européenne. Un tel partage d'idées, de valeurs et de liens historiques ne peut être condensé en une formule définitive. Il est au contraire redéfini par chaque génération successive. » Aussi incroyable que cela paraisse, c'est la première fois que l'Europe-institution s'aventurait sur le terrain risqué de l'approche définitionnelle.

PATEL Kiran Klaus (né en 1971)

Professeur d'histoire moderne à la Ludwig-Maximilians-Universität München.

The Cultural Politics of Europe: European Capitals of Culture and European Union since the 1980s, London: Routledge, 2013.

European Integration and the Atlantic Community in the 1980s, New York: Cambridge University Press, 2013.

Project Europe: A History, Cambridge University Press, 2020.

Kiran Klaus Patel est un historien des politiques et des institutions. Son livre *Project Europe: A History* se présente comme une histoire critique de l'intégration européenne. L'auteur procède à une analyse à la fois historique et empirique des politiques communautaires de 1945 à 2000 qui entend s'affranchir de la narration « héroïque » structurée autour des « grands hommes » et des événements fondateurs. Il entend démystifier l'Europe comme projet de paix et de prospérité s'auto-déployant de la manière rationnelle et linéaire à partir d'un projet cohérent et visionnaire. Pour cela, il montre que le processus d'intégration européenne relève d'abord de facteurs contingents et d'effets d'improvisation qui peuvent produire des contradictions, des erreurs, des redondances, des crises et des retours en arrière. L'Europe n'est pas née d'une volonté unique et ne s'est pas incarnée d'emblée dans le modèle unique d'une institution. Au contraire, au lendemain de la guerre, on assiste à une floraison d'entités, parfois en concurrence, qui brouillent l'horizon d'attente : l'impopulaire CEECA surgit au même moment que le Conseil de l'Europe, l'Union Occidentale et l'Organisation européenne de coopération économique.

La Communauté Européenne (CE) est initialement circonscrite au marché commun, mais par le biais d'effets d'entraînement (« spillover ») elle doit élargir son champ d'action à des domaines non-prévus au départ (normes environnementales et d'hygiène, la protection des consommateurs, politique sociale...). Sa supériorité par rapport à d'autres organisations d'Europe occidentale, outre ses ressources financières importantes, vient de ce que les règles qu'elle édicte sont transposées dans les ordres juridiques nationaux. C'est pourquoi, dans les années 1970 et 1980, la CE s'est imposée comme l'organisation la plus puissante et la plus polyvalente de l'Europe occidentale en agrégeant des fonctions qui étaient auparavant assurées par les autres organisations. Patel en déduit qu'il n'y a pas eu un plan d'ensemble pour intégrer les pays européens. Ce sont plutôt les « contingences historiques » et les influences extérieures qui ont créé la CE et, par extension, l'UE.

La principale influence extérieure vient des États-Unis, ce qui a déjà été démontré par de nombreux historiens, dont Pierre Mélandri dès 1980. Patel a raison de noter que « l'Europe n'a pas toujours été un projet de paix ». L'Union Occidentale (1948) a été créée en excluant l'Allemagne pour mieux la contrôler. La

guerre froide a joué un rôle décisif dans le processus d'unification et de réintégration de l'Allemagne dans l'espace politique européen. Les intérêts et les enjeux économiques et géopolitiques ont souvent dominé le processus de décision, qui lui-même était dépendant de l'agenda américain. On pourra discuter d'une de ses conclusions, à savoir que la CE a davantage profité de la paix relative en Europe qu'elle n'y a pratiquement contribué.

De la même manière, Patel n'hésite pas à réexaminer ce qui a constitué la première source de légitimation du projet européen : la prospérité et la reconstruction des pays européens. Il considère que la contribution de la CE a été très modeste au départ : « le rôle économique de la CE pendant les trente glorieuses ne doit pas être surestimé ». *"When the European Community was founded in 1957, it was already a latecomer in a field densely populated with international organizations and cooperation institutions, heavily conditioned by the Cold War. It was only by confronting the economic and political challenges of the 1970s that the EC became the main forum of the integration of Western Europe."* En revanche, dans les décennies suivantes, il constate que la CE a joué un rôle plus important, en assurant la stabilité pendant les crises pétrolières des années 1970 et la période de reprise qui a suivi. Enfin, Patel considère que l'enjeu identitaire a été tardif et peu intégré dans la politique européenne, et qu'elle pourrait être se réduire à un instrument visant à légitimer un pouvoir de manière rétrospective.

En tant qu'historien, il travaille sur la base d'archives explorées au niveau national et communautaire. L'intérêt de sa démarche est qu'elle intègre l'analyse des effets économiques et sociaux concrets des politiques européennes. Et en ce sens, il se démarque utilement des approches souvent trop descriptives des études politistes et institutionnalistes mais aussi d'une mythologie eurobéate. Il n'hésite pas à mettre en cause le récit téléologique selon lequel l'UE serait la mise en œuvre des leçons tirées des deux guerres mondiales. Il voit l'UE comme *une entité contingente et pragmatique*.

Le travail de Patel participe au rejet du discours consensuel sur l'Europe comme espace apolitique, neutre et rationalisé en offrant une vision désacralisée, critique et multidimensionnelle du projet européen.

PIRENNE Henri (1862-1935)

Professeur d'histoire médiévale à l'université de Gand (Belgique)

La Belgique et la guerre mondiale. Histoire économique et sociale de la guerre mondiale, Paris, Presses universitaires, 1928.

Histoire de l'Europe, des invasions au XVI^e siècle, Paris-Bruxelles, Alcan-NSE, 1936.

Mahomet et Charlemagne, Bruxelles, Nouvelle société d'édition, 1937.

Histoire de l'Europe éditée d'après les carnets de captivité (1916-1918), éditions de l'université de Bruxelles, 2014.

Histoires d'Europe. Œuvres choisies, Paris, Quarto/Gallimard, 2023.

En tant que médiéviste, un de ses intuitions majeures, qui a été discutée, porte sur l'origine de l'Europe. L'événement qui marque la césure avec le monde antique (VIII^e siècle) est la « fermeture » de la Méditerranée suite à la conquête musulmane (« Depuis le 8^e jusqu'au 13^e siècle, c'est le monde musulman qui a la supériorité dans le monde ») et marque l'arrêt des échanges entre la partie occidentale et la partie orientale. Henri Pirenne est peut-être le plus grand historien belge et le premier historien « académique » de l'Europe. Les conditions d'élaboration de son *Histoire de l'Europe* méritent d'être évoquées car elles révèlent un historien engagé. Lors de la Première Guerre mondiale, il est prisonnier de guerre en Allemagne pendant deux ans. Cette expérience rejaillit sur sa conception de l'histoire. « Cette guerre, la plus grande du monde, n'est pas seulement hideuse par son caractère de fanatisme national au point de vue moral, et de sa boucherie scientifique au point de vue militaire. (...) Au point de vue intellectuel, c'est pire encore. Personne ne songe à l'Europe, sauf quelques utopistes sans voix et sans force. Les peuples font faucher leur jeunesse pour quoi ? Où y a-t-il en jeu une idée nouvelle ? Un but supérieur à atteindre ? » (*Journal de captivité*).

Toute sa philosophie d'historien est attachée à contre-battre les biais nationalistes et les préjugés racistes, pour des raisons morales autant que scientifiques : « Comme il arrive si souvent aux adeptes de la décevante théorie des races, ils réclament pour une seule nation ce qui, à des époques différentes a appartenu à toutes sortes de nations. » En Allemagne, il peut observer pendant deux ans les ravages anti-historiques d'un enseignement politisé : « L'idéal de l'instituteur n'est pas de former ses élèves pour eux-mêmes, mais pour l'État. Aussi ne se borne-t-il pas à cultiver leur intelligence, il entend s'en emparer. Dès son entrée à l'école, l'enfant allemand apprend que son pays est le premier du monde, son gouvernement le meilleur des gouvernements, son histoire la plus glorieuse des histoires. Il est soumis à une culture nationaliste d'autant plus effective qu'elle est plus systématique. L'enseignement de l'histoire, en particulier, est une véritable initiation au chauvinisme et la marque en demeure indélébile. » Dans son *Histoire de l'Europe*, Pirenne déconstruit les mythes allemands sur l'exceptionnalisme germanique et le « Volkgeist » (génie national ou l'esprit de la nation) inventé par le philosophe

Johann Gottfried Herder (*Une autre philosophie de l'histoire*, 1774).

Sa révolution épistémologique est d'adopter une approche transnationale, interdisciplinaire et comparative. Il est sur la même ligne de son collègue et ami Marc Bloch. Le comparatisme est l'arme absolue entre les mains de l'historien qui veut faire œuvre scientifique, c'est-à-dire se prémunir contre « Les préjugés de race, les préjugés politiques, les préjugés nationaux » et « échapper aux mirages de l'imagination, aux illusions de la sensibilité, aux entraînements du patriotisme ». Car l'histoire d'un peuple doit être située « à la place qu'il occupe dans l'ensemble des autres peuples », et ce faisant l'historien découvre l'inanité du mythe de la « pureté » et de l'origine absolue : « Pas un seul des peuples que nous connaissons, en effet, n'est de race pure ; tous sont le produit d'un mélange de populations diverses et dont le dosage, et même la composition exacte, nous échappent.

Comment se reconnaître, dès lors, au sein d'une telle complexité et se débrouiller au milieu de ce chaos ? » (« De la méthode comparative en histoire », *Compte rendu du V^e Congrès international des sciences historiques*, Bruxelles, 1923). En rupture avec l'histoire événementialiste et politiste de son temps, il veut révéler les forces profondes de l'histoire en montrant les liens entre le développement économique et le développement historique. Mais à l'inverse, il explique qu'il faut se déprendre de tout déterminisme car il est « impossible de comprendre la vie économique d'une époque sans en connaître en même temps la politique, les idées religieuses, l'idéal artistique ». Son ambition : décrire les évolutions socio-économiques, politiques et culturelles communes à l'ensemble des États européens en les situant dans la longue durée. C'est alors que l'Europe, malgré ses différences nationales et les guerres, lui apparaît comme une « communauté de civilisation » (leçon inaugurale du cours d'histoire économique de l'université de Gand, 13 octobre 1894).

Ce qu'il dit de l'éthique de l'historien dans une Europe libre mérite d'être méditée : « Serait-il irrévérencieux de dire qu'il arrive trop souvent à l'historien de se conduire à l'égard de sa nation comme l'architecte à l'égard de ses clients ? Il cherche avant tout à lui fournir une histoire conforme à ses goûts et à ses mœurs, bref, une histoire habitable. »

PISTONE Sergio (né en 1938)

Professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Turin.

Il federalismo in Europa, Turin, Loescher, 1973.

L'Idée dell'Unificazione Europea. Dalla Prima alla Seconda, Guerra Mondiale, Torino, Fondazione Luigi Einaudi, 1975 (ed.).

Il federalismo di Altiero Spinelli (1992)

The Union of European Federalists. From the foundation to the decision on direct election of the european parliament (1946-1974), Milano, Giuffrè, 2008.

Sergio Pistone a cette particularité d'être un académique reconnu (figure emblématique de l'université de Turin), mais aussi un homme engagé dans le combat du fédéralisme européen en tant que militant du Mouvement fédéraliste européen (MFE), fondé en 1943 par Altiero Spinelli (1907–1986), et de l'Union européenne des fédéralistes (UEF). Il fait partie de ceux qui, avec Lucio Levi, ont contribué à légitimer l'histoire de l'idée fédéraliste dans le champ académique italien et européen. Il a été responsable de la collection « Il federalismo » (chez l'éditeur italien Il Mulino). L'ambition de Pistone est de mettre en valeur la dimension politique et révolutionnaire du projet fédéraliste dont l'objectif ultime est de s'opposer à la fois au nationalisme et au technocratisme européen. Sa lecture se veut à rebours des approches institutionnalistes classiques.

C'est pourquoi il s'intéresse particulièrement au fédéraliste antifasciste Altiero Spinelli, l'un co-auteur avec Ernesto Rossi, en 1941, du *Manifeste de Ventotene* (Ventotene était une île où Mussolini avait interné un millier de résistants antifascistes), acte fondateur du fédéralisme européen d'après-guerre. Ce manifeste, inspiré des idées d'Alexander Hamilton, de Luidi Einaudi et de Lionel Robbins, était intitulé originellement : « *Pour une Europe libre et unie. Projet de manifeste* ». Sur la base de ce texte totémique, le MFE (Mouvement Fédéraliste Européen) a été fondé, regroupant les Italiens résistants pro-européens (hormis les communistes). Il fut la principale organisation de l'Union Européenne des Fédéralistes (1946), le seul mouvement d'après-guerre fédérant les mouvements fédéralistes nationaux en vue de l'institution d'un véritable État fédéral européen à partir d'une assemblée constituante européenne démocratiquement représentative.

Comme Spinelli, Pistone est convaincu qu'il existe en Europe une crise des États-nations et que ceux-ci sont la « cause profonde des maux de l'époque ». Cette crise, selon lui, met en évidence « la contradiction » entre l'évolution du mode de production industriel vers une interdépendance croissante au-delà des barrières nationales et « les dimensions historiquement dépassées des États-nations souverains » : « C'est précisément cette contradiction qui est la racine profonde des guerres mondiales et du totalitarisme fasciste. »

Les organisations fédéralistes sont considérées comme une minorité conceptualisante et agissante qui porte une idéologie

de transformation radicale de la souveraineté et du pouvoir. Pistone, comme les militants fédéralistes, a tendance à présupposer l'existence dans les sociétés européennes d'un sentiment pro-européen qu'il s'agirait de révéler et d'exploiter pour que les peuples imposent une Constituante européenne qui conduirait à la Fédération européenne. Le projet fédéral est donc révolutionnaire car il doit opérer un changement de paradigme politique qui ne saurait être obtenu par la solution « fonctionnaliste » ou une série de compromis diplomatiques : « *Le fédéralisme n'est pas une technique de gouvernement, mais un projet de civilisation. Il vise à reconstruire la communauté politique sur une base rationnelle, démocratique et transnationale.* »

Un des enjeux du fédéralisme, selon l'universitaire talien, est de conjindre fédéralisation et démocratisation afin de contre-battre le « technocratisme » bruxellois. C'est pourquoi Pistone fait l'histoire des efforts des mouvements fédéralistes qui ont conduit à l'élection des députés européens au suffrage universel. C'est l'objet de son dernier livre, *The union of european federalists. From the foundation to the decision on direct election of the european parliament (1946-1974)*. Fondée en 1946, l'Union des Fédéralistes Européens est une organisation supranationale d'hommes et de femmes qui s'engagent dans la lutte pour une fédération européenne. La thèse de Pistone (qui reconnaît qu'elle « émane d'une personne qui a vécu directement une grande partie de l'histoire de ce mouvement ») est que l'UEF a « contribué de manière décisive » à ce « tournant historique ».

Sergio Pistone est considéré en Italie comme un historien de référence du fédéralisme européen, en dépit du caractère militant et « spinellien » de sa démarche qui le conduit à passer outre aux critiques marxistes du fédéralisme et aux approches fédéralistes modérées (comme celle de Jean Monnet par exemple). Il a marqué une génération de théoriciens du fédéralisme, comme Lucio Levi, également professeur de science politique à l'université de Turin (*La théorie fédéraliste*, Lyon, Presse fédéraliste, 2020).

POMIAN Krzysztof (né en 1934)

Directeur de recherches au CNRS, Professeur à l'université Nicolas Copernic de Torun (Pologne).

Collectionneurs, amateurs et curieux. Paris-Venise, XVI^e-XVIII^e siècle, Gallimard, 1987.

L'Europe et ses nations, Paris, Gallimard (« Le Débat »), 1990.

La révolution européenne, 1945-2007, Paris, Perrin, 2008 (co-auteur : Elie Barnavi).

Krzysztof Pomian, historien philosophe polonais, n'est pas seulement un historien de la culture européenne. Il a été avec Elie Barnavi, directeur du comité scientifique de la Maison de l'Europe à Bruxelles. Il était intéressant de regarder comment il voyait l'histoire de l'Europe. D'autant qu'il a vécu la naissance du Rideau de fer avant d'émigrer en France en 1973. En 1990, juste après l'effondrement soviétique, il écrit un essai : *L'Europe et ses nations* (1990). Il part d'un théorème : « *L'histoire de l'Europe est celle de ses frontières (...). C'est donc une histoire des conflits. Des conflits entre l'Europe et ce qui, de l'extérieur, la contenait, voire la refoulait.* » La conséquence qu'emporte ce théorème : « Être, c'est toujours avoir une frontière. »

Il recherche à identifier les facteurs de la dynamique européenne et il pense les trouver non pas dans un rêve qui aurait pris naissance il y a fort longtemps ou dans une identité imaginaire mais dans les conflits (militaires, commerciaux, culturels, scientifiques...) nés des frontières et de leur transgression. Ces conflits eux-mêmes ont suscité des dispositifs de résilience qui ont alimenté la dynamique progrès (institutions, éducation...) : « Ce sont ces instruments de pacification qui sont les porteurs de la civilisation : les conflits la déstabilisent et, parfois, ils mettent en péril son existence même, mais, dûment canalisés, ils lui confèrent la capacité de *transgresser* une frontière après l'autre. Il est donc important qu'en les apaisant on n'étouffe pas, du même coup, la rivalité, la compétition, la concurrence dans ce qu'elles ont d'irremplaçable en tant que ressorts de la dynamique culturelle, économique et sociale. » Le concept-mère est celui de « transgression » : la transgression des frontières (mentales, idéologiques, physiques) aurait créé une culture propre à l'Europe, la « civilisation de la transgression » qui serait « le seul exemple connu ». Il pense découvrir les « modèles » qui fondent cette originalité.

Le premier modèle de la transgression des contraintes traditionnelles est apporté aux « futurs Européens » par le christianisme qui, en rejetant le paganisme, « abolit tous les interdits qu'il imposait, la hiérarchie sociale qui lui était liée, l'organisation de l'espace et du temps qui en dépendait ». La révolution culturelle, c'est l'idée qu'il y a « une supériorité de l'universel sur le particulier ». La révolte de Luther ouvre une période de violentes controverses confessionnelles qui portent atteintes à l'intouchabilité du dogme : « Les frontières du certain et de l'incontestable dans le domaine de la foi se voient ainsi repoussées si loin que d'aucuns commenceront bientôt à se demander si elles existent encore. » Si Pomian considère que l'Europe est « bâtie sur un fondement chrétien », il sait qu'« une

maison ne se réduit pas à son fondement ». C'est quand l'unité du christianisme se brise, lors des guerres de religion, que l'Europe se forme comme une entité profane et non plus chrétienne, mais sur fond de « culture » chrétienne. L'émergence de la science « moderne » lève un « blocage mental » : elle autorise la possibilité de ne plus situer les modèles exclusivement dans le passé et encourage l'innovation.

Selon Pomian, l'invention d'instruments d'observation qui permettent de découvrir qu'un œil nu ne saurait percevoir. Et voici une brèche installée dans « la frontière invisible qui entoure chaque être humain ». L'autre grand modèle vient des progrès de la science et de la technique. Ils produisent des innovations (poudre à canon, balistique, métallurgie), source de développement de l'artillerie qui entraîne une nouvelle manière de concevoir les villes (fortifications), favorise le début de la production en grandes quantités et entretient la conflictualité. La défense d'un territoire exige des dépenses toujours plus élevées qui renforce le rôle de l'État (manufactures, compagnies de commerce, colonisation, infrastructures de communication). Entre les XV^e et XIX^e siècle, la rivalité des États et le maintien de l'intégralité territoriale joue dans le sens « d'un déplacement des frontières » spatiales. Les anciennes élites liées à l'État sont concurrencées par les entrepreneurs qui portent la dynamique sociale en faisant reculer les frontières de la productivité et des conditions de travail, en provoquant la croissance des villes et en suscitant de nouvelles frontières sociales. La rivalité militaire des États devient rivalité économique. D'où les tentatives qui visent à atténuer cette conflictualité en imposant aux États des règles : c'est l'invention du droit international et c'est aussi, selon Pomian, la naissance du système de l'équilibre européen.

Mais ce système n'a pas été en mesure de prévenir les guerres du XX^e siècle, les régimes totalitaires, les crimes contre l'humanité, la division de l'Europe en deux blocs, le goulag... C'est dans ce siècle que s'est produite la « transgression des frontières de l'humain vers une bestialité délibérément organisée et technicisée ». Pomian ose poser la question : cette violation de tous les interdits et de toutes les normes traduit-elle « des virtualités latentes de la civilisation européenne susceptibles de s'actualiser dès que les circonstances leur seront propices » ? Le destin des frontières (spatiales, conceptuelles ou morales) serait donc d'être dépassées (pour le meilleur ou pour le pire).

« *On peut présenter l'histoire de l'Europe comme un mouvement de transgression qui a produit sur un pôle des choses sublimes, et sur l'autre des atrocités. (...) Ce sont deux faces du même phénomène.* »

ROUGEMONT Denis de (1906-1985)

Fondateur du Centre européen de la Culture (Genève).

L'Europe en jeu, Neuchâtel, éditions de La Baconnière, 1948.

Vingt-huit siècles d'Europe. La conscience européenne à travers les textes, Payot, 1961 (réédité en 1990 avec une préface de Jacques Delors)

Lettre ouverte aux Européens, Paris, Albin Michel, 1970.

Denis de Rougemont, *L'intégrale en ligne*, université de Genève : <https://www.unige.ch/rougemont/>

Denis de Rougemont est un intellectuel suisse qui n'a pas eu une carrière académique mais qui a été un agitateur d'idées et l'auteur de nombreux livres à dominante historique et de milliers d'articles. Un de ses grands succès éditoriaux a été *L'Amour et l'Occident* (publié en 1939, réédité en 1956). Il évolue avant-guerre dans les milieux personalistes, autour de la revue *Esprit* d'Emmanuel Mounier, puis rejoint les mouvements fédéralistes. Il sera l'un des artisans du Congrès de La Haye (1948), avant de créer le Centre européen de la Culture à Genève (1954), haut lieu de la pensée fédéraliste que fréquenteront de nombreux historiens mais que les États et les institutions européennes naissantes regarderont avec distance et condescendance. Son but : « démontrer l'unité culturelle de l'Europe pour légitimer l'union » (selon son biographe Nicolas Stenger).

Sa première initiative se déroule à Genève où il lance, en septembre 1946, les « Rencontres internationales » qui connaîtront 50 ans de succès. C'est un lieu où les intellectuels et les académiques (Stephen Spender, Karl Jaspers, Julien Benda, Georges Bernanos...) se penchent sur l'état du monde. C'est le premier espace où l'on essaye de penser l'Europe, son passé, son présent, son avenir, maintenant qu'elle « n'est plus la reine de la planète ». Un thème favori : peut-on parler de « l'existence d'un esprit européen » ? Chaque année, une publication prolonge les débats, souvent contradictoires, qui s'y sont déroulés. Selon Jean Starobinsky, qui participe à la première session et qui en deviendra président, c'était un « lieu de résistance au cloisonnement idéologique et scientifique ».

La conception de la culture européenne de Rougemont ne manque pas d'originalité. Il définit la culture européenne par sa nature composite, contradictoire et dialectique, par sa capacité à équilibrer « les contraires ». Il aimait citer Héraclite : « Ce qui s'oppose coopère, et de la lutte des contraires procède la plus belle harmonie ». La nature de la culture européenne, la source de son dynamisme, c'est la « tension créatrice ». C'est pourquoi l'Europe est la « patrie de la diversité », le siège « d'antinomies inséparables » (foi/rationalisme ; autorité/liberté ; national/universel ; tradition/innovation ; mythe/science) : « L'Européen connaît donc la valeur essentielle des antagonismes, de l'opposition créatrice, tandis que l'Américain

et le Russe soviétique considèrent l'existence de l'opposition comme l'indice d'un mauvais fonctionnement, qu'il faut éliminer doucement ou brutalement pour arriver à l'unanimité, à l'homogène. » Le livre qu'il publie en 1961 (*Vingt-huit siècles d'Europe*) est une synthèse de sa pensée de l'histoire de l'Europe : « Ce n'est pas une histoire de l'Europe qu'on va lire, mais seulement une chronique — illustrée de citations — des prises de conscience successives de notre unité de culture, des temps homériques à nos jours. » Il entend couvrir l'ensemble du processus qui va « du Mythe au Fait » pour légitimer 3 postulats : 1/ « L'Europe est beaucoup plus ancienne que ses nations. Elle risque de périr du fait de leur désunion et de leurs prétentions — toujours plus illusoires — à la souveraineté absolue » 2/ L'Europe a exercé « dès sa naissance » une fonction « universalisante » : « Elle a fomenté le Monde, en l'explorant d'abord, puis en fournissant les moyens intellectuels, techniques et politiques d'une future unité du genre humain » 3/ L'Europe unie n'est pas « un expédient moderne, économique ou politique » : c'est « un idéal qu'approuvent depuis mille ans tous ses meilleurs esprits, ceux qui ont vu loin ».

S'il condamne l'impérialisme passé des pays européens (qu'il distingue bien de « l'Europe ») et proclame que l'Europe « n'est rien sans le monde », il n'arrive pas à se détacher de la croyance en sa « vocation universelle » car pour lui « c'est l'Europe qui a conçu l'idée d'humanité » : « L'Europe n'est pas seulement le Musée du monde, elle doit en rester le laboratoire ». Cette manière idéalisante et téléologisante de voir l'Europe sera bien sûr fortement critiquée par les historiens de la fin du XX^e siècle. Et d'abord par le jeune Starobinsky qui prépare une thèse sur Jean-Jacques Rousseau. Il pense qu'il faut « dés-essentialiser » l'Europe qui a été aussi capable du pire : « *L'esprit européen sera ce qu'en fera l'homme européen. Il n'est pas une chose qui nous appartienne immuablement ; il n'est pas un produit que nous aurions acquis avec la garantie pour mille ou pour deux mille ans. Nous sommes responsables de son avenir ; et nous sommes aussi responsables de son passé : si nous ne savons donner issue aux problèmes capitaux de notre temps, tout ce que fut l'esprit européen dans le passé risque d'avoir été en vain.* » Edgar Morin et Heinz Wismann reprendront cette intuition innovatrice.

SASSOON Donald (né en 1946)

Professeur à l'université Queen Mary (Londres)

One Hundred Years of Socialism: The West European Left in the Twentieth Century, Fontana Press, 1997.

The Culture of the Europeans: From 1800 to the Present, HarperCollins, 2006.

The Culture of the Europeans se présente comme une vaste fresque (1 400 pages, 2 400 références) de l'histoire culturelle européenne depuis le XIX^e siècle. Son auteur prend le parti de ne pas se polariser sur les œuvres iconiques, les « avant-gardes » ou les « biens symboliques ». Il s'intéresse « l'économisme culturel consumériste » (Christophe Charle), à la production de masse de la culture, à sa circulation transnationale, à sa commercialisation, et à la manière dont elle a été « consommée ». Là est son originalité. Il éclaire des domaines variés : littérature (de Balzac à Harry Potter), théâtre, cinéma, musique (classique, populaire), presse et édition. Il s'intéresse aussi à l'essor des politiques culturelles (de 1920 à 1960) et du rôle des États dans la formation d'un « marché culturel européen ». Son analyse se déploie autour de quatre problématiques. 1/ Culture de masse vs culture élitaire. Sassoon montre comment la culture s'est démocratisée mais aussi comment les hiérarchies culturelles se sont maintenues à travers la distinction entre « haute culture » et « culture populaire ». 2/ L'internationalisation de la culture. L'historien recherche les voies et les moyens dont certains produits culturels ont circulé à travers les frontières (films américains, romans européens traduits...) 3/ Le rôle des politiques publiques, avec des variations importantes dans le temps et dans l'espace, mais aussi dans les finalités et les méthodes (France centralisée, Royaume-Uni plus libéral). 4/ La culture comme industrie. C'est peut-être l'intérêt cardinal de ce travail que de nous présenter l'importance des maisons d'édition, des studios de cinéma, des grandes foires du livre, mais aussi des médiateurs de la culture : libraires et distributeurs.

L'autre point d'intérêt de ce livre est d'accorder toute leur place aux innovations techniques comme vecteurs décisifs de transformation des conditions de production, de reproduction et de réception. 1/ L'imprimerie industrielle et la mécanisation de l'édition (XIX^e siècle) qui permettent une augmentation de la production des livres, journaux et brochures grâce à la baisse des coûts de fabrication. L'édition populaire (l'invention du roman-feuilleton par exemple), les collections à bas prix comme la « Bibliothèque rose » en France ou les « Penguin Books » au Royaume-Uni plus tard permettent d'attirer de nouveaux publics (classes moyennes, classes populaires alphabétisées). Un phénomène concomitant avec la naissance de la presse de masse (quotidiens à grand tirage), qui accompagne le mouvement démocratique en Europe. Il faut aussi prendre le grand essor de. 2/ Les médias de masse : radio et télévision (XX^e siècle). Sassoon décrit l'apparition dans la vie quotidienne des gens de la radio, entre les deux guerres, puis de la

télévision après 1945 qui deviennent peu à peu les principaux vecteurs d'une culture de masse qui sort des frontières nationales pour participer à l'émergence d'une culture européenne. 3/ Le cinéma (XX^e siècle) est présenté par l'auteur comme une industrie culturelle globale, née en Europe puis dominée à partir des années 1920 par Hollywood au temps du parlant. L'arrivée du cinéma parlant dans les années 1930 crée de nouveaux obstacles à la diffusion transnationale (langue), mais pousse à la traduction/doublage/sous-titrage, outils culturels eux-mêmes. Face à l'influence montante du cinéma américain, les États européens tentent de protéger leur production nationale (ex : quota de films français). 4/ Les supports de reproduction sonore et visuelle. L'invention du disque, puis de la cassette, du CD, du DVD ont permis une diffusion massive de la musique et du cinéma, hors des lieux consacrés (salle, concert, théâtre). La conséquence a été le déclenchement d'un processus d'individualisation et de privatisation de la consommation culturelle. 5/ L'ère numérique (fin XX^e – début XXI^e siècle). Cette partie est la moins développée, mais elle jette les bases d'une réflexion sur la manière dont Internet a révolutionné notre rapport à la culture à partir de nouveaux modes de diffusion et la consommation (e-books, streaming, téléchargement). La dématérialisation remet en question les logiques de rareté et de propriété culturelle. Enfin, il note l'émergence de nouveaux géants (Google, Amazon) qui bousculent l'économie traditionnelle de la culture (éditeurs, distributeurs) et génèrent de nouvelles pratiques de contrôle, de pouvoir et de régulation. La question qui aurait pu être développée : comment, dans ces conditions, peut-on encore parler de « culture européenne » ? L'historien met l'accent sur le fait que la technologie ne peut être regardée comme un isolat : c'est dans l'interaction entre technologie, marché, État et société que s'opère la transformation culturelle.

L'historien Christophe Charle (« Peut-on écrire une histoire de la culture européenne à l'époque contemporaine », *Annales HSS*, 2010, p. 1207-1221) a salué le travail encyclopédique et pionnier de Sassoon, mais il a souligné certains travers : absence des pays nordiques et de l'Est ; surreprésentation de certains champs culturels (cinéma, édition) au détriment d'autres (arts visuels contemporains, danse, patrimoine) ; sous-estimation des dynamiques culturelles nationales et régionales ; insuffisance de l'analyse des contenus, des valeurs transmises, des enjeux esthétiques, religieux ou symboliques.

SEIGNOBOS Charles (1854-1942)

Professeur d'histoire à l'université de Bourgogne puis à la faculté des Lettres de Paris.

Histoire sincère de la Nation française. Essai d'une histoire de l'évolution du peuple français, Paris, PUF (1933-1945).

Essai d'une histoire comparée des peuples de l'Europe, Paris, éditions Rieder, 1938

Le titre du livre que publie en 1990 le grand historien des relations internationales, Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe. Histoire de ses peuples*, est un peu trompeur car l'historien n'aborde pas vraiment la question des « peuples ». Une des premières tentatives d'approche globale et comparatiste des « peuples européens » a été signée par Charles Seignobos, historien décrié comme « has been » par les tenants des Annales et bien oublié aujourd'hui. Pourtant, son *Essai d'une histoire comparée des peuples de l'Europe* (1938), mérite qu'on s'y arrête. Certains historiens d'aujourd'hui réhabilitent sa mémoire de républicain pacifiste qui a su résister à la germanophobie ambiante et au mythe de « la Revanche » après 1879 parce qu'il « fonde l'appartenance nationale sur la volonté du peuple et non sur la propriété de l'État sur une terre » (Christophe Charle, *Homo Historicus*, Paris, A. Colin, 2013, p. 197). Certains regardent son *Essai* comme « la première histoire de l'Europe authentique » (Charles-Olivier Carbonelle, *Une histoire européenne de l'Europe. Mythes et fondements*, T.1, Toulouse, Privat, 1999, p. 22).

Après 60 ans passés à étudier et à enseigner l'histoire de tous les pays, il a eu l'idée de comparer entre eux tous les peuples de l'Europe à tous les moments de leur histoire. « La comparaison m'a fait apercevoir les traits communs de leur vie qui n'apparaissent pas aux historiens confinés dans l'étude d'un pays ou d'une époque. » Dans ce livre qu'il qualifie lui-même de « téméraire », Seignobos propose de montrer, à l'échelle de l'Europe, l'évolution et l'interpénétration des groupes sociaux, des usages, des techniques, des croyances, des mœurs, de « la vie matérielle », n'hésitant pas à prendre en compte l'Europe orientale ou nordique (ce qui était assez nouveau à l'époque), voire le monde extra-européen.

Mais de quelle Europe s'agit-il ? L'historien prend soin de noter que pendant longtemps l'Europe était un terme géographique « qui n'impliquait l'idée d'aucune communauté entre les habitants » : « C'est seulement dans les temps modernes qu'en comparant les peuples de l'Europe avec ceux des autres continents on a reconnu un fond commun de sentiments et d'usages qui leur a donné la conscience, d'ailleurs assez vague, d'une communauté européenne. » Son but : dégager « quelques ressemblances générales » et comprendre comment elles se sont formées et comment elles ont évolué. La nouveauté de l'approche vient de ce que le spectre de sa analyse prend en compte « les conditions de vie réelles » des gens afin d'embrasser « l'ensemble des différentes espèces d'activité de la population, les moyens d'existence, le travail

économique, les techniques, le commerce, les usages, le régime politique et social, la religion, les sciences, les lettres et les arts ». Seignobos ne se borne pas aux « formes conventionnelles » (politiques) et « à la petite minorité privilégiée » mais cherche les ressorts immatériels de la vie en société (passions, désirs, croyances, connaissances, règles de conduite, tradition, mémoire, et même « l'idée de l'avenir d'où naissent les entreprises et les progrès ». Il cherche à analyser les transformations en intégrant des « séries de faits indépendants (appelés hasard ou accident) » qui dépendent des événements, des guerres, des invasions, des révolutions, des réformes. Nous sommes donc en présence d'un essai d'histoire totale (ou « d'histoire-tableau », dira ironiquement Lucien Febvre). Il prévient son lecteur qu'il a renoncé délibérément « à tout ce qui fait l'attrait de l'histoire, le dramatique des aventures de personnages, le pittoresque des descriptions de détail ».

Mais finalement, Seignobos a eu du mal à tenir sa promesse. Certes, il nous apprend comment l'usage du pantalon a détrôné celui de la culotte et des bas à jarrettières, par qui le timbre-poste a été inventé, comment la métallurgie a transformé l'agriculture, comment a évolué la proportion des Européens vivant en villes par rapport à la campagne ou comment la publicité commerciale a pu « attirer toutes les espèces de public, jusqu'aux femmes du peuple ». Le lecteur découvrira que la Première Guerre mondiale a fait passer le nombre des États de l'Europe de 20 à 27, mais il ne connaîtra pas le nombre de morts que cette guerre a provoqués. Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre que l'essor de l'Europe est lié au fait que « les pratiques nécessaires à la vie civilisée » (techniques, mesures, monnaie, écriture) ont été « inventées en Orient » et adoptées lentement par les Européens par le truchement des Grecs, mais il ne saura rien de la traite des Noirs, de l'importance géopolitique et culturelle de l'Islam ou de la colonisation. Sa démarche est en effet très polarisée par l'évolution des idées politiques et des systèmes de gouvernance et des rapports entre les États (surtout à partir du XIX^e siècle) qui résulte largement d'une structure chronologique. Le récit, qui se complaît souvent à compiler les faits, ne permet pas de dégager des modèles d'intelligibilité globaux. Même si Seignobos reste attaché aux cadres nationaux, ignore les périphéries non occidentales (Europe de l'Est, Balkans, Empire ottoman...) et oublie les influences extra-européennes (colonies), il amorce une des premières réflexions sur les destins croisés des peuples européens.

SIEGFRIED André (1904-1958)

Professeur à l'École libre des sciences politiques (Paris) et professeur au Collège de France

Les États-Unis d'aujourd'hui, Paris, A. Colin, 1927

La crise de l'Europe, Paris, Calmann-Lévy, 1935.

France, Angleterre, États-Unis, Canada, Paris, Émile-Paul, 1946.

Il fut un des gloires de l'université française au mitant du XX^e siècle, dont l'étoile pâlit à la fin de ce siècle en raison de ses positions pro-coloniales, de sa vision racialisée du monde et de son analyse sur le régime de Vichy. Il obtient un doctorat en histoire en 1904, avec une thèse sur la démocratie en Nouvelle-Zélande, puis un doctorat de droit. Tout autant historien, sociologue et géographe, ayant parcouru le monde, il est un des pères de la science politique française et de la géopolitique. Enseignant à l'École libre des sciences politiques de 1900 à 1955, il devient le premier président de la Fondation nationale des sciences politiques en 1945. De 1920 à 1922, occupe un poste à la direction du service économique de la section française de la Société des Nations (SDN). En 1933, il est élu à la chaire de géographie économique et politique au Collège de France.

André Siegfried nous intéresse car il appartient à une génération qui a vu, avec nostalgie, l'Europe perdre son rang et son rayonnement. De ce point de vue, l'ouvrage le plus significatif est : *La crise de l'Europe* (1935). Il y écrit : « Il y a manifestement une crise de l'Europe : après une longue période de prédominance, qui semblait aux contemporains devoir durer toujours, le Vieux Monde voit, pour la première fois, son hégémonie contestée. Mais ce qui risque d'être mis en cause de ce fait, c'est, avec la destinée d'un continent, celle de toute une forme de civilisation. Sous son aspect le plus grave, la crise est là. » Il explique les deux sources de la suprématie de l'Europe : la Révolution industrielle et la maîtrise technique qu'elle a conférée aux États européens pour assurer leur maîtrise sur le monde. Cette maîtrise à créer un « déséquilibre » géopolitique qui a été une source de profits pendant 150 ans, mais qui devait fatalement, un jour, être mise en cause : « Comment a-t-on pu penser que les autres races, les autres continents accepteraient indéfiniment cette position complémentaire qui consacrait, en somme, une infériorité, c'est ce que je m'explique mal aujourd'hui... »

Au milieu des années 1930, il observe l'affaiblissement des positions commerciales européennes, le recul du volume d'exportations, la baisse des échanges intra-européens avec la montée en puissance du protectionnisme liée aux nationalismes qui fracture cette Europe par des « antagonismes politiques ». De manière presque désespérée, et peu lucide alors que les signes d'une conflagration prochaine s'accroissent, il estime

qu'il est « indispensable que l'on réalise un équilibre aussi parfait que possible des intérêts vitaux des peuples établis sur le territoire de l'Europe ».

En avril 1940, à la veille d'une nouvelle guerre européenne, André Siegfried préface le livre *La France en guerre*. Il explique que nous sommes un moment de basculement géopolitique et nous en dit plus sur sa vision du monde. Deux faits l'interpellent : « aujourd'hui, la race blanche n'est plus tout entière dans le Vieux continent » (elle est présente aux États-Unis) ; l'Europe, par la trahison de l'Allemagne nazie, « renie, agressivement, les principes qui sont à la base de la civilisation occidentale ». Par conséquent, peut-on encore parler de « civilisation européenne » ? « La civilisation pour laquelle nous luttons, nous avons pris l'habitude de l'appeler européenne, mais une partie de l'Europe la renie. Il faut donc l'appeler la civilisation occidentale. » Cette affirmation contredit la thèse qui veut que la notion d'Occident soit le produit de la guerre froide. La culture atlantiste est en train d'émerger. Siegfried rappelle qu'Anglais et Français ont une histoire faite de rivalités séculaires, mais qu'ils ont en commun une même conception de « l'individu » et de « la liberté ». C'est ce qui fait que « nous appartenons, par lien de civilisation, au groupe anglo-franco-américain », et c'est « à ce titre, que la France est occidentale ». Après la Seconde Guerre mondiale, il évoque désormais « l'Occident dont l'Europe ne serait plus le leader ». Dans la préface au livre d'Édouard Bonnefous (*L'Europe en face de son destin*, 1952), Siegfried témoigne de cette révolution : « J'ai connu, dans ma jeunesse, une Europe puissante, encore maîtresse du monde et qui, sûre d'elle-même, se souciait fort peu de se définir : il lui suffisait d'être et de diriger la planète. Aujourd'hui que la crise est survenue, que non seulement notre ancienne puissance, mais notre existence même nous sont contestées, il devient urgent de nous définir et de connaître les conditions d'une existence devenue singulièrement difficile. »

Dans son dernier écrit (une préface au livre de Luiz Díez del Corral : *Le Rapt de l'Europe*), en faisant allusion à la naissance du Tiers-Monde, Siegfried constate à regret que « *le monde est en train de prendre à notre Europe ses méthodes et, pense-t-il, jusqu'à son esprit. (...) Mais c'est peut-être le génie des civilisations créatrices de travailler pour d'autres qu'elles-mêmes.* » Après 1914, il ne resterait plus à l'Europe que la « supériorité d'esprit qui a été, quoi qu'on puisse en dire, la source véritable de notre grandeur ».

SNYDER Timothy (né en 1969)

Professeur à l'université de Yale.

The Reconstruction of Nations, Yale University Press, 2003 (traduction française : *La reconstruction des nations : Pologne, Ukraine, Lituanie, Bélarus, 1559-1999*, Gallimard, 2017.

Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin, Basic Books, 2010 (traduction française : *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Gallimard, 2012.

Le premier ouvrage majeur de l'historien américain (*The Reconstruction of Nations*) s'intéresse à une double question : comment naissent les nations ? qu'est-ce qui conduit aux épurations ethniques ? L'espace choisi est l'Europe de l'Est, que nous connaissions si mal avant la guerre russo-ukrainienne, avec une polarité sur 4 pays : Pologne, Ukraine, Lituanie, Bélarus. La tranche historique va de 1569 à 1999 : de la République polono-lituanienne aux empires du XIX^e siècle qui l'ont démantelée ; de l'émergence des États indépendants après la Première Guerre mondiale ; de la naissance de l'URSS à l'entrée de la Pologne dans l'OTAN en 1999. Pour Snyder, les nationalismes « modernes » cherchent à établir *ex-post* des linéarités historico-culturelles avec les « nations proto-modernes », quitte à recourir à des mythes « métahistoriques ». Ainsi, les Ukrainiens veulent apparaître comme les seuls héritiers de l'État kiévien.

La guerre russo-ukrainienne commencée en 2022 a donné une résonance singulière à son ouvrage. Il met en perspective l'importance de l'histoire (et de l'historien) pour analyser les conflits du temps présent et déjouer les usages déviants de l'histoire entre les mains des politiques. Considérant que l'histoire de l'Ukraine est méconnue, qu'elle n'apparaît que comme « un simple fragment des récits impériaux », il plaide pour une réévaluation de cette histoire. Pour cela, il a lancé l'Ukrainian History Global Initiative.

Dans son deuxième ouvrage (*Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*), Timothy Snyder examine deux questions : qu'est-ce qui a rendu possible l'assassinat de 14 millions de personnes entre 1933 et 1945, quand Hitler et Staline étaient au pouvoir, dans les territoires situés entre Berlin et Moscou (Pologne, l'Ukraine, la Biélorussie, les États baltes, la Russie occidentale) qu'il appelle « Terres de sang » ? Pourquoi est-ce dans cet espace (pourtant régi par deux régimes idéologiquement opposés) que la totalité de l'Holocauste s'est-elle produite ? Snyder nous invite à sortir de notre système habituel de catégorisation : « *Nous, historiens, nous écrivons en général au sujet de l'Allemagne nazie ou de l'Union soviétique comme si elles se trouvaient sur des planètes différentes, au lieu de les décrire comme deux systèmes puissants qui étaient à leur niveau de puissance maximale, du moins à leur plus haut niveau d'efficacité meurtrière, sur une*

portion précise de notre planète. » Pour arriver à expliquer et non à décrire, il faut changer de paradigme et dépasser le cadre national. Snyder nous invite à sortir d'une lecture occidentalogermano-centrée du génocide des juifs, héritée de la guerre froide, où Auschwitz était représentée comme le symbole absolu de l'extermination (alors qu'il s'agissait d'abord de l'extermination des juifs d'Europe de l'Ouest). Il déplace la focale et s'attache à montrer que l'entreprise meurtrière du siècle a concerné les populations du nord-est de l'Europe et a impliqué autant le III^e Reich que l'Union soviétique.

Les régimes soviétiques et nazis ont en commun une idéologie de transformation du monde. Leurs politiques ont pu se rencontrer, par exemple en se mettant d'accord, en 1939, pour dépecer la Pologne qui se trouve sur le point de passage. Snyder met en évidence un point fondamental : c'est au moment de l'invasion de la Pologne que les *Einsatzgruppen* entrent en action. À l'inverse, ils s'opposent sur l'Ukraine, réservoir agricole pour l'URSS dont les Allemands ont également besoin pour compenser leur industrie de guerre : « *Les objectifs sont différents. L'idéologie est différente. La vision du futur est différente mais la terre est la même et une seule personne peut contrôler la terre.* » Donc, l'Allemagne envahit l'Ukraine en 1941.

Le sujet du livre de Snyder est d'expliquer concrètement ces politiques meurtrières et leurs différences. Il s'attaque d'abord à ce qui a conduit à la famine politique dans la république soviétique d'Ukraine, qui a tué plus de 3 millions d'habitants (meurtres de masse de paysans, meurtres de masse de suspects politiques appartenant à des minorités ethniques). Il se concentre ensuite sur la mise en œuvre de la Shoah (États baltes, Ukraine, Biélorussie et Pologne). L'intérêt fondamental de cette approche transnationale est qu'elle ne veut pas être une comparaison de deux régimes (comme si nous savions tout sur ces deux régimes). Elle vise à dévoiler le projet que ces deux régimes ont pour l'Europe de l'Est et la manière dont ils s'y sont rencontrés. « Il s'agit donc bien plus d'un livre portant sur une interaction que sur une comparaison. » Pour résumer : « Le pas de côté opéré par Snyder consiste à passer par le spatial : faire l'histoire d'un espace et de ses vicissitudes, et non la faire à travers les systèmes politiques qui opèrent les violences (Christian Ingrao).

SOUTOU Georges-Henri (né en 1943)

Professeur à l'université Paris IV.

L'Europe de 1815 à nos jours, Paris, PUF, « Nouvelle Clio », 2009.

Europa ! Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, Paris, Tallandier, 2021.

La propagande nazie a beaucoup exploité le thème européiste dans son ambition de vassalisation du continent européen. Si le mot « Europe » n'apparaît pas dans *Mein Kampf*, l'usage du mot s'intensifie dans les discours du Führer à partir des Jeux olympiques de 1936 jusqu'à son acmé, le 30 janvier 1945, dans sa dernière intervention radiodiffusée où il fait de « la survie de l'Europe l'enjeu de la défense acharnée du Reich ». C'est ce qui a fait que ce thème était très mal perçu par les intellectuels au lendemain de la Libération. L'anti-européisme structurel des communistes a largement été alimenté par le mythe du retour de l'Europe nazie. Contre toute raison, Yves Farge n'hésite pas à publier en 1948 un livre qui s'intitule : *La guerre d'Hitler continue*. Le projet de Georges-Henri Soutou est justement de prendre au sérieux cette propagande pour recadrer la politique extérieure d'Hitler sur laquelle « on a dit tout et son contraire : selon les auteurs, l'ennemi principal était pour lui les Juifs, ou le judéo-bolchevisme, ou le bolchevisme, ou les Slaves, ou les Anglo-Saxons – avec lesquels au contraire, selon certains, il aurait voulu s'associer. Et il souhaitait dominer toute l'Europe jusqu'à l'Oural, mais, pour d'autres, son objectif était le monde entier ». L'auteur entend reconsidérer la dimension stratégique de la politique hitlérienne mais aussi, et surtout, s'inscrire en faux contre la tendance habituelle à réduire la politique nazie (et la société nazie) à Hitler et Hitler à l'irrationalisme. Il investit des secteurs et des acteurs qui traduisent et portent une conception du monde et de l'Europe. Cette Europe antidémocratique (« nazifasciste », disent les Italiens) n'est pas non plus réductible à l'Allemagne nazie. Mussolini était peut-être « plus spontanément et profondément "européen" que le Führer ». Il faut donc tenter de prendre en compte la dimension européenne de la politique de l'Axe. Soutou renouvelle la problématique qui avait été posée naguère par un excellent historien italien (Enzo Collotti, *L'Europa nazista. Il progetto di un nuovo ordine europeo, 1939-1945*, Florence, Giunti, 2002).

Dès avant la rupture du pacte germano-soviétique, le thème européiste se diffuse dans les pays occupés par le Reich. Le 31 mai 1941 a lieu l'inauguration au Grand Palais de l'exposition : « La France européenne ». Il s'agit, dit le catalogue, de montrer, à travers l'industrie, l'artisanat, l'art, la mode, le tourisme et l'agriculture, « ce que pourrait être le tribut de la France à l'économie d'une Europe nouvelle. » Avec l'entrée en guerre contre l'URSS (juin 1941), le thème du « nouvel ordre européen » et de la sauvegarde de la « civilisation européenne » contre le bolchevisme devient prépondérant. Au-delà des discours, Soutou a réussi à identifier des « projets effectifs », venant de différents milieux et concernant des

domaines variés (économiques, financiers, industriels, culturels, sociaux). Berlin et Rome partagent la même volonté de briser l'ordre et « l'injustice » de Versailles et mettre fin au libéralisme mondialisé pour faire naître un « grand espace économique européen » dans le cadre d'une « économie dirigée ». Soutou parle même de la création d'un « univers mental », considérant que l'Europe « nouvelle » n'aurait pas été « une simple hiérarchie géopolitique » mais le reflet d'un « ensemble de valeurs ».

Ces projets ne sont pas nés *ex nihilo* en 1940. Certains sont en incubation dans les pays européens et prédisposeraient au ralliement à l'ordre nazifasciste : l'idée d'un ensemble économique aux dimensions européennes ; l'impérialisme colonial. Un climat s'installe en Europe après 1918 qui « réduit les défenses immunitaires des sociétés libérales » : par exemple le pacifisme en France et en Grande-Bretagne ; l'anticommunisme et l'anticapitalisme ; l'idée d'Europe unie ; l'idéologie du « ni droite ni gauche ». On a cependant du mal à cautionner l'auteur quand il écrit que « les idées des années 1930 sont européennes d'abord parce qu'on les trouve partout en Europe ». Cette réorganisation de l'Europe ne s'est pas arrêtée en 1945 et on a pu observer des continuités dans l'évolution « en profondeur de l'économie, de la société, de la culture, et dans nombre d'itinéraires individuels ». La thèse de Georges-Henri Soutou selon laquelle l'Europe de l'Axe ne fut pas « une parenthèse » a été soutenue par d'autres historiens. Comme John Lukacs qui, dans un livre controversé (*The Last European War*, 1976) minimise le rôle de l'idéologie nazie dans le déclenchement du conflit et soutient que certains Européens, y compris dans les pays occupés (France de Vichy), auraient pu préférer la fin de la guerre (en 1940 ou 1941), même au prix de l'acceptation de « l'ordre nouveau ». Même approche chez Mark Mazower.

Cet historien renommé a conscience que son approche peut désarçonner. Il sait que son livre, en repérant des généalogies et des filiations inattendues entre l'avant-guerre, la guerre et l'après-guerre, témoignant de l'existence d'un « vrai » projet européen dans le cadre d'une Europe nazifasciste, peut être vu comme « dangereux » en donnant des arguments aux anti-européens. Mais il tranche net : « Ce n'est pas le problème de l'historien : celui-ci constate que l'Axe avait bien un projet européen, évidemment très particulier, comportant beaucoup de contradictions et des aspects proprement monstrueux. »

THIESSE Anne-Marie (née en 1955)

Directrice de recherche au CNRS (France)

La création des identités nationales : Europe XVIII^e-XX^e siècle, Paris, Seuil, 1999.

Faire les Français. Quelle identité nationale ?, Paris, Stock, 2010.

La fabrique nationale de l'écrivain national : entre littérature et politique, Paris, Gallimard, 2019.

À l'heure où les idéologies nationalistes, en Europe et dans le monde, reprennent du poil de la bête, il est salutaire de lire et relire un ouvrage incontournable : *La création des identités nationales : Europe XVIII^e-XX^e siècle* (1999). Son auteur est une chercheuse qui se situe au croisement de l'histoire littéraire et de l'histoire politique : Anne-Marie Thiesse. Dans ce livre, elle propose une nouvelle lecture de la formation des identités nationales en Europe qui tient en une formule contre-intuitive : « Rien de plus international que la formation des identités nationales ». La thèse de l'historienne française repose sur le paradoxe qui a fait que les identités nationales, fondées sur le principe d'une « irréductible singularité » et issues du même modèle, ont été la source ou le prétexte d'affrontements monstrueux.

À rebours des histoires officielles et des narrations publicitaires ou propagandistes, les nations n'ont pas leurs racines que l'on situe dans la nuit des temps : « La véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver. » Ce phénomène politique commence au XVIII^e siècle avec l'émergence d'un nouveau paradigme politique qui institue la communauté et le « peuple » comme fondement de la légitimité du pouvoir, indépendamment de la soumission à un souverain ou de l'appartenance à une religion. Le philosophe Ernst Renan, dans sa conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882, avait donné cette définition du fait national : « L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours. » Mais il précisait que ce qui fait nation, c'est en même temps « un riche legs de souvenirs » et « un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements ». Par conséquent, la nation se définit aussi, et d'abord, par la mise en partage d'un patrimoine, matériel et immatériel, fondateur d'une identité collective, d'une « âme » commune.

Mais comment se constitue ce patrimoine ? Comme l'écrit Anne-Marie Thiesse, l'opération vise à trouver « d'hypothétiques ascendants communs aux Auvergnats et aux Normands, aux Souabes et aux Saxons, aux Siciliens et aux Piémontais ». Il ne s'agit donc pas seulement de procéder à un inventaire du passé : « Il fallait bien plutôt l'inventer ». On retrouve ici la notion de « tradition inventée » reprise par l'historien Eric Hobsbawm. Mais cette opération exigeait que les nations se comparent les unes avec les autres pour trouver des éléments culturels différenciants. Les Expositions universelles du milieu du XIX^e siècle ont été les vitrines idéales de ce culte et de cette confrontation des différences et des excellences.

Ainsi s'est construite, sur la base du « système IKEA », « une histoire établissant la continuité avec les grands ancêtres, une série de héros parangons des vertus nationales, une langue, des monuments culturels, un folklore, des hauts lieux et un paysage typique, une mentalité particulière, des représentations officielles (hymne, drapeau) et des identifications pittoresques (costume, spécialités culinaires ou animal emblématique). » C'est la grande époque des musées, des collectes de contes et chants populaires, des romans édificateurs (comme *Les Mystères de Paris* d'Eugène Sue publiés en feuilleton entre 1849 et 1857. La nation est donc une « fiction » qui, pour susciter l'adhésion collective, doit être enseignée. En France, l'idée qui domine est que la victoire allemande de Sadowa (1866), étape vers l'unité de l'Allemagne et de l'Italie, est due plus aux instituteurs allemands qu'au chef d'état-major.

Ce phénomène culturel propre à l'Europe est indépendant des formes des régimes politiques. Mis à part le cas français (où la Révolution française a conféré à la nation et à la République une dimension quasi sacrée), l'idéologie de la nation s'est épanouie parfaitement dans le cadre monarchique. Au XIX^e siècle, on assiste à la « nationalisation des monarques ». Au XX^e siècle, les régimes communistes d'Europe centrale et orientale « ont très vite composé avec le sentiment national, avant de s'en servir comme élément de légitimation (la Roumanie, avec le folklorisme d'État et le culte des grands ancêtres daces, en est l'exemple emblématique). La France mitterrandienne, initiatrice de la relance européenne dans les années 1980, n'a jamais autant valorisé le patrimoine culturel, à tel point que *Les lieux de mémoire* de Pierre Nora sont devenus un best-seller mondial.

Dans son livre *La fabrique nationale de l'écrivain national : entre littérature et politique* (2019), Anne-Marie Thiesse s'intéresse à la généalogie de la figure de l'écrivain national : comment un écrivain, créateur individuel, devient-il le représentant reconnu d'une identité collective, l'incarnation d'une image de la nation, l'éveilleur et le formateur de la conscience nationale ? « Pas de véritable nation sans littérature, pas de véritable littérature qui ne soit nationale » ? Dans ces conditions, l'Union européenne, « communauté non imaginée », marquée par l'absence du culturel dans sa fondation, est-elle condamnée à l'absence d'identité ? Une question qui renvoie aux travaux de Nathalie Heinrich, *Ce que n'est pas l'identité* (Paris, Gallimard, 2018) et de Gisèle Sapiro : *Qu'est-ce qu'un auteur mondial ? Le champ littéraire transnational* (Paris, Seuil, 2024).

TOYNBEE Arnold (1889-1975)

Professeur d'histoire à l'université de Londres

The World and the West, Oxford University Press, 1953.

L'historien britannique Arnold Toynbee, dont la réputation a été mondiale, a bousculé le consensus qui s'était établi autour d'un schème inspiré par une forme de providentialisme et d'exceptionnalisme européen. Il repère le jeu complexe des filiations entre les civilisations et détruit l'idée d'une hiérarchie entre elles. En adoptant un spectre mondial, il rompt avec le prisme national/nationaliste qui dominait les études européennes de l'époque. Surtout, il attaque une certaine arrogance européo-européenne et un bais de complaisance en plaçant l'Europe et son histoire sous le regard des non-Européens. C'est le thème de son livre *The World and the West* (un livre parmi les centaines qu'il a écrits). Pour le fédéraliste Denis de Rougemont, c'est une révélation, voire un choc, comme il le confie dans son livre *Vingt-huit siècles d'Europe* (1960) : les conclusions de Toynbee sont « consternantes » car « c'est tout d'abord la haine que nous rencontrerons, et d'aveuglantes raisons de douter de nous-mêmes ».

Toynbee a mis en garde ses lecteurs européens : ils vont être « surpris, choqués et peïnés » par un véritable réquisitoire. L'historien britannique demande à son lecteur de « sortir, pour un instant, de sa peau d'Occidental et considérer la lutte entre le monde et l'Occident avec les yeux des non-Occidentaux », lesquels, précise-t-il, constituent la grande majorité de l'humanité. Malgré toutes leurs différences, les peuples non-occidentaux « seront tous d'accord sur un point : si un Occidental leur demande leur opinion sur l'Occident, ils fourniront tous la même réponse, qu'ils soient russes, musulmans, hindous, chinois ou japonais : ils diront tous que l'Occident a été le grand agresseur des temps modernes et chaque peuple pourra invoquer ses propres expériences pour justifier cette assertion. »

L'historien cite les Russes (qu'il n'intègre donc pas dans l'histoire européenne) qui n'oublient pas que leur pays a été envahi par les armées occidentales en 1941, 1915, 1812, 1709 et 1610. Depuis le XV^e siècle, les Occidentaux se sont taillé « la part du lion » dans les parties du globe qui restaient encore disponibles : en Amérique, en Australie, en Nouvelle-Zélande, dans le sud et l'est de l'Afrique. Dans leur mémoire collective, les Africains cultivent un passé qui ne passe pas, quand « ils furent réduits en esclavage et transportés de l'autre côté de l'Atlantique pour servir les Européens qui avaient colonisé les Amériques, et qu'entre leurs mains, ils devinrent de simples instruments, chargés de leur procurer les richesses dont ils avaient soif ». Les descendants des peuples autochtones d'Amérique du Nord peuvent-ils pardonner « aux envahisseurs européens » qui ont « écarté » leurs ancêtres pour faire place et à leurs esclaves venus d'Afrique ? Commentaire effaré de

Rougemont : « Voici donc notre Europe sommée de confesser devant le monde une culpabilité sans précédent dans l'histoire de l'humanité. » Il aurait aimé que Toynbee ne cautionne pas ces « jugements ». Mais c'est tout le contraire. « Le jugement que le monde porte sur l'Occident est certainement justifié, du moins pour une période de quatre siècles et demi, période qui s'achève en 1945. Jusqu'à cette date, aux yeux du monde, c'est l'Occident qui a toujours été l'agresseur ; et si, aujourd'hui, la Russie et la Chine ont renversé les rôles, c'est que nous entamons un nouveau chapitre de cette histoire, chapitre qui ne commence qu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale. » L'Europe doit donc reconsidérer son histoire pour pouvoir faire face à « une expérience toute nouvelle », celle de « subir de la part du monde ce que le monde a subi, depuis des siècles, de la part des Occidentaux ».

Denis de Rougemont s'interroge : « Mais l'Europe découvrant le monde et répandant sur tous les continents ce que le monde entier nomme civilisation, n'a-t-elle pas apporté autre chose que l'agression, la tyrannie et leurs souffrances ? » Toynbee taxe d'orgueil cette objection car « Nous Occidentaux, parce qu'humains, avons tendance à croire que tout ce que nous avons fait dans le monde, pendant ces derniers siècles, est sans commune mesure avec tout ce qui a précédé. » Il faut « guérir de cette illusion occidentale » en regardant avec lucidité l'histoire longue. Chaque civilisation qui a dominé à un moment donné a montré ce complexe de supériorité, comme les Grecs et les Romains qui « s'imaginèrent eux aussi, durant quelque temps, être différents du reste des humains » et pouvoir maîtriser la fin de l'histoire. Toynbee appelle à la modestie : « En scrutant l'avenir, nous tâtonnons dans l'obscurité et devons nous garder de croire que nous pourrions tracer l'itinéraire à suivre. Tout de même ce serait de la folie de ne pas tenir compte de la lueur qui s'offre à nous, car la lumière projetée sur notre avenir par le miroir du passé gréco-romain est en tout cas de celles qui peuvent le mieux éclairer ce qui pour nous reste encore dans l'ombre... »

Les *euoptimistes*, comme Diez del Corral, ironisent sur le diagnostic du docteur Toynbee : « Le principal patient, l'Europe, est en proie à un mal soudain et grave contre lequel sa robuste nature lutte énergiquement. En vain, hélas ! Le médecin sait que les jours du malade sont comptés. » Pourtant, les tenants plus récents de l'anti-eurocentrisme se moquent de cette « vision de l'histoire comme une marche vers le salut (qui) ne convaincra que les croyants » (Eric R. Wolf).

VALÉRY Paul (1871-1945)
Professeur au Collège de France

Variété I. « La Crise de l'esprit », Gallimard, Paris, 1924.

Regards sur le monde actuel, Paris, Stock, 1931.

L'Europe et l'esprit. Écrits politiques, 1896-1945, Gallimard, 2020.

Poète, théoricien de la littérature, observateur du « monde actuel », Européen par pacifisme et par culture, Paul Valéry appartient à ces intellectuels pour qui la Grande Guerre est le début de la « décadence » européenne. Les traités de paix ne firent qu'aggraver les causes du mal, à savoir la montée en puissance des nationalistes. L'Europe passe de 20 nations souveraines en 1914 à 31 en 1920. Dans *Regards sur le monde actuel*, Valéry déplore le fait que les yeux des décideurs politiques ont été tournés vers un XIX^e siècle et ont succombé aux idéaux nationalistes : « Ils étaient nourris du passé ; ils n'ont su faire que du passé. Ses querelles de clocher ont fait perdre à l'Europe cette immense occasion dont elle ne s'est même pas douté en temps utile qu'elle existât. (...) Les misérables Européens ont mieux aimé jouer aux Armagnacs et aux Bourguignons que de prendre sur la terre le grand rôle que les Romains surent prendre et tenir pendant des siècles dans le monde. » Il dresse le constat amer dès le 1^{er} août 1919, dans un article célèbre paru dans la *Nouvelle Revue Française* (« La crise de l'esprit ») qui le montre tributaire de l'imaginaire de la chute du monde greco-romain : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. »

Et l'Europe n'échappe pas à cette règle : « *Elam, Ninive, Babylone* étaient de beaux noms vagues, et la ruine totale de ces mondes avait aussi peu de signification pour nous que leur existence même. Mais *France, Angleterre, Russie...* ce seraient aussi de beaux noms. *Lusitania* aussi est un beau nom. Et nous voyons maintenant que l'abîme de l'histoire est assez grand pour tout le monde. Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie. » La désespérance de Valéry est à l'image de sa certitude qu'une Europe idéale a existé, forte d'« une conscience acquise par des siècles de malheurs supportables, par des milliers d'hommes du premier ordre, par des chances géographiques, ethniques, historiques, innombrables ». Contrairement à Julien Benda, il croit que l'Europe peut être définie par « son être et (...) son « avoir physiologiques », ses « titres de gloire », qu'il existe une « âme européenne » qui est désormais à « l'agonie ».

Dans une conférence prononcée devant les étudiants de l'université de Zurich (novembre 1922), il tente de définir la « civilisation européenne » par cette phrase emblématique : « Je considère comme européens tous les peuples qui ont subi au cours de l'histoire les trois influences que je vais dire ». La première est celle de Rome, « le modèle éternel de la puissance organisée et stable ». La seconde est le christianisme « issu de

la nation juive » : « Mais, tandis que la conquête romaine n'avait saisi que l'homme politique et n'avait régi les esprits que dans leurs habitudes extérieures, la conquête chrétienne vise et atteint progressivement le profond de la conscience. » La troisième est la Grèce, « qui nous a distingués le plus profondément du reste de l'humanité » en nous éduquant à « la discipline de l'esprit ». Conclusion : « *Toute race et toute terre qui a été successivement romanisée, christianisée et soumise, quant à l'esprit, à la discipline des Grecs, est absolument européenne.* » Une formule résume la vision européocentrée de Valéry : « *Il y a les Grecs, et nous* ».

Valéry ne désespère pas puisqu'il s'investit dans la cause européenne à partir de 1925 à la SDN, au sein de la Commission internationale de coopération intellectuelle à Genève et de la Sous-Commission des Lettres et Arts, en connexion avec l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI), fondé à Paris en 1925. À ce titre, il publie des articles importants et un rapport : « L'Europe nouvelle » (1926). Il clôt le congrès de la Fédération internationale des Union intellectuels de Karl Anton Rohan consacré au « Rôle des clercs dans la reconstruction de l'Europe », l'occasion de rencontrer Albert Einstein. En 1933, il prononce un discours à l'IICI sur « L'avenir de l'esprit européen » (en présence, notamment, de Julien Benda, Jules Romains, Thomas Mann, Aldous Huxley, Johan Huizinga, Hermann von Keyserling). Jusqu'en 1939, il parcourt l'Europe pour promouvoir un « nouvel humanisme ». Paul Valéry n'arrive pas à faire son deuil de la fin de « la prééminence » culturelle de l'Europe sur le monde et de son échec politique « L'Europe n'a pas eu la politique de sa culture et ni même de son organisation matérielle. » (Berlin, 3 novembre 1926). Il comprend peu à peu que la montée de puissance des idéologies anti-démocratiques prépare l'abandon de cet « esprit européen » dont « les qualités sont presque contradictoires, mais très heureusement dosées, et dans lequel le sens critique, l'imagination, la confiance et le scepticisme sont curieusement alliés ».

Dans une allocution sur Radio-Paris (1^{er} juillet 1939), il a compris que la « soif de désastres et d'anxiété » allait conduire à des « événements tragiques » qui constituaient un cruel démenti à l'espérance de survie de « l'esprit européen » qui survivait dans son pessimisme.

VERGER Jacques (né en 1943)

Professeur à l'université Paris IV.

Les universités au Moyen Âge, Paris, PUF, 1973 (rééd. coll. « Quadrige », 2007).

Universités et institutions universitaires européennes au xviii^e siècle (F. Cadilhon, J. Mondot et J. Verger dir.), Talence, 1999.

Culture, enseignement et société en Occident aux XII^e et XIII^e siècles, Rennes, PUR, 1999.

Bien qu'historien médiéviste, Jacques Verger a osé faire une histoire « transpériodique » à l'échelle européenne pour « dégager les filiations et les évolutions que les universités européennes connurent depuis les fondations du Moyen Âge jusqu'au XX^e siècle. Il affirme d'emblée que l'université est une institution « spécifiquement européenne » qui naît au XIII^e siècle à la faveur de la naissance de la ville. Cette thèse de la double naissance est cautionnée par Jacques Le Goff. Ce serait la plus ancienne institution européenne après l'Église catholique. Jacques Verger observe une permanence et une constance dans les dénominations (« université », « faculté », « licence », « doctorat ») et les rites (soutenances publiques, toges...) mais aussi une continuité des lieux. La majorité des grandes villes universitaires de l'Europe d'aujourd'hui ont une origine médiévale ou renaissance : Oxford et Cambridge, Paris, Toulouse ou Montpellier, Salamanque et Coimbra, Bologne et Padoue, Prague et Tübingen, Louvain et Leyde, St. Andrews ou Uppsala, etc. Une nouvelle génération d'universités se développe à la fin du XVIII^e (Göttingen, Moscou) et au XIX^e siècle (Berlin, Lyon, Varsovie) ou au XX^e siècle (Grenoble) qui ne peut se prévaloir de cette continuité. On assiste à une ouverture progressive vers les langues vivantes et des disciplines nouvelles (histoire, mathématiques appliquées, science administrative...). Mais avec la Révolution française et l'avènement de Napoléon, puis du nationalisme fin de siècle dans la foulée, on observe un processus politique de repli national.

Les premières universités sont apparues à Bologne et Paris. L'université de Bologne, créée à l'instigation d'associations d'étudiants, se spécialise dans le droit (romain et canonique). L'université de Paris investit les « arts libéraux » et la théologie. On assiste au XIII^e siècle à une véritable prolifération d'universités (Oxford, Cambridge, Salamanque, Montpellier, Padoue etc.) qui constituent le tissu conjonctif de l'offre universitaire européenne d'aujourd'hui. Le mouvement s'amplifie (12 universités en 1300, 35 en 1400, 65 en 1500) et couvre toute l'Europe, du Portugal (Coimbra) à la Pologne (Cracovie), de la Sicile (Catane) à l'Écosse (St Andrews). Les universités sont souvent issues d'écoles préexistantes (communales, religieuses) pour pouvoir organiser librement leur enseignement, leur mode de fonctionnement, l'attribution des diplômes. Jacques Verger nous rappelle que ce sont les princes et les papes qui ont octroyé les privilèges de juridiction, condition même de l'indépendance, et reconnu la validité des diplômes « étendue aux dimensions de la chrétienté ». Ainsi est né le principe de « liberté académique ». Les universités doivent

théoriquement être à l'abri des influences extérieures (politiques, financières ou autres) car elles sont un espace de savoir, de confrontations des idées, de liberté de pensée. En fait, le prince reste « à l'arrière-plan » comme « maître du jeu ».

L'université est « le lieu des savoirs » qui offre la possibilité de développer l'esprit critique, la rigueur (la scolastique et la dialectique aristotélicienne) et de préserver une relation avec l'universel. La nation de gratuité est consubstantielle de cette liberté : le vieil adage médiéval, laïcisé, est toujours déjà actuel : *Scientia donum Dei est, unde vendi non potest* (« La science est un don de Dieu, qui ne peut être vendu »). On pourrait aussi citer le Coran : « Plutôt l'encre du savant que le sang du martyr. » L'université c'est aussi un éco-système qui s'inscrit dans la ville et la modifie. Le Moyen Âge et l'époque moderne ont peu à peu fait surgir les collèges, les bibliothèques, les amphithéâtres d'anatomie, les collections scientifiques. Le plus ancien et plus grand jardin botanique, en France, a été créé à Montpellier au XVI^e siècle et était rattaché à la Faculté de médecine, très renommée en son temps. L'université est une « communauté du savoir » connectée avec les autres universités qui forment un « réseau ». Le mot est récent mais la réalité ancienne, selon Jacques Verger : « Dès le Moyen Âge et la Renaissance, la *peregrinatio academica*, le Grand Tour et les correspondances académiques avaient tendu leur filet sur la vieille Europe. » Dans ce réseau circulent les « maîtres », les étudiants, les manuscrits et les idées. Une langue commune permet cette dynamique : le latin. Plus tard, cette réalité des échanges a été nommée « République des Lettres ». Cette liberté ontologique, pour des raisons matérielles, notamment, doit composer avec la société et avec les pouvoirs (l'Église, le prince, la République, la ville, la région et aujourd'hui l'Europe...). « L'histoire des universités est donc toujours, pour une bonne part, une histoire politique. » Liberté surveillée : en 1529, le roi François 1^{er} crée un concurrent à la Sorbonne (le *Collège des lecteurs royaux*). Les princes et les cités, en constituant une élite éclairée, ont compris qu'il s'agit de mettre en place une politique de prestige, de « softpower ». D'où une rivalité des universités européennes entre elles (et ceci dès le Moyen Âge), concurrence d'institutions alternatives (des *Inns of Court* et *studia* religieux du Moyen Âge aux « grandes écoles » publiques ou privées et autres organismes de recherche spécialisés qui se développent dans la deuxième moitié du XX^e siècle, jusqu'aux universités virtuelles du XXI^e siècle et à la politique du « brain drain ».

La thèse de la singularité européenne de cette double naissance (ville/université) est aujourd'hui mise en cause par des anthropologues comme Jack Goody.

WISMANN Heinz (né en 1935)

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris).

Sur les traces de l'esprit européen. Lire entre les lignes, Paris, Albin Michel, 2024.

Les historiens de la philosophie peuvent aussi nous donner des éclairages utiles sur la question de la définition de l'Europe comme espace culturel. C'est le cas du Franco-allemand, historien, philologue et helléniste, Heinz Wismann, un grand penseur incarnant l'esprit européen. Alors qu'aujourd'hui les programmes mis en place par l'Union européenne soutiennent les recherches et les actions en faveur du « patrimoine européen » en vue de conforter un sentiment d'appartenance par le truchement de la culture, Heinz Wismann propose un autre chemin de compréhension de l'Europe. L'idée de patrimoine induit une notion de fixité, de permanence. Or, « l'Europe, ce n'est pas le musée des réalisations européennes, c'est quelque chose en mouvement ; chaque renaissance est une altération, une rupture. » Le patrimoine ce n'est donc pas un déjà-là à découvrir, ce serait selon lui « une disposition d'esprit » qui regarde le futur. Ayant travaillé sur les langues, il explique que cette disposition d'esprit est conditionnée par le fait de « penser entre les langues » mais pas de « parler entre les langues » car ce serait n'en parler aucune : l'identité européenne n'est pas un « sabir linguistique », mais un dialogue qui suppose une prise de distance, un déracinement.

Il propose une analyse originale du mythe grec de l'Europe : Zeus enlève une princesse phénicienne, Europe, il la sépare de sa sœur Asie pour la transporter en Crète afin d'y engendrer les premiers Européens. Là serait le sens de l'aventure européenne : « mise à distance de la tradition chez les premiers philosophes, différenciation critique des confessions religieuses, sortie des arts hors du giron de la religion ». D'où sa formule-choc : « L'Europe n'est pas un gène, elle naît de la séparation avec l'Asie » ; « L'acte qui a fait naître l'Europe est un geste ». Ce qui porte comme conséquence, pour Wismann, qu'il faut apprendre à ne pas s'abriter derrière une ligne de prédestination qui nous rendrait tributaire d'une seule tradition issue d'un « germe » inaugural. Une patrimonialisation qui se contenterait de conserver la tradition interdirait toute renaissance alors que « l'identité européenne se confond avec la trajectoire de ses renaissances ». Exemple : la Renaissance italienne « invente, sous prétexte de faire revivre l'Antiquité grecque et romaine, un monde radialement nouveau ».

Il convient donc de ne pas réduire l'identité au patrimoine, et la culture européenne à « l'Europe des mille cathédrales ». Il y a « geste » parce que l'identité se déploie dans « la dynamique de ses transformations », cette dynamique résultant d'une « succession de crises provoquées par la prise de distance critique à l'égard de son propre héritage ». Au cœur du mythe, il y a l'idée d'un « arrachement primordial ». Les tentatives de généalogie de l'histoire européenne sont souvent fascinées par le fantasme du point originel ultime (« l'origine immuable ») à

partir duquel s'est constituée, dans une logique linéaire irrésistible, une « unité « spirituelle », dirait Denis de Rougemont. Wismann nous met en garde contre cette « substantialisation abusive » car « il n'est pas vrai que, depuis la Grèce antique, l'Europe a existé en tant qu'en entité ». Il faut donc se déprendre de « l'hypothèse d'une essence séminale de la culture européenne qui se serait développée au cours des millénaires pour devenir aujourd'hui un objet de préoccupation, à la manière des espèces vivantes menacées de disparition. » Dans cette perspective, la métaphore du « geste » est intéressante en ce qu'elle nous permet de définir autrement l'identité de l'Europe : « Si l'on ne peut se poser la question "qu'est-ce que l'Europe, que dit-elle ?", il faut se demander ce qu'elle fait. » Il faudrait donc remettre en cause « la revendication d'une différence substantielle, c'est-à-dire irréductible », ce à quoi historiens, sociologues et anthropologues s'emploient depuis une bonne quarantaine d'années. Alors, qu'est-ce que l'identité ? Wismann propose une définition : « c'est un certain rapport entre différences qui se stabilisent » tout en étant en devenir (devenir ce qui n'est pas encore) : « Ce qui fait l'Europe, c'est le fait d'être en perpétuel devenir d'elle-même. Elle n'est jamais ceci ou cela, elle sait mobiliser cet énorme potentiel que recèle la différence. » Edgar Morin est sur la même ligne.

Un effort est à faire pour accepter ce renversement de perspective. Le rapt de Zeus inaugure l'émancipation de l'Europe, sa « libération radicale de toute forme d'assujettissement ». Ce qui conduit Wismann à postuler que le ressort historique de la dynamique européenne serait non pas l'immutabilité mais la « discontinuité » alimentée par la « critique » et les « crises », par une « négativité constitutive ». Mais alors, comment faire vivre cette identité sans substance qui instaure « un rapport à soi qui s'enracine dans la séparation d'avec soi » ? Hérodote a construit une théorie politique qui explique que les Européens sont supérieurs aux Asiatiques : par un effet de synergie, les Grecs divisés et minoritaires ont résisté à un bloc homogène totalitaire (les masses armées perses) parce qu'ils ont su potentialiser les parties en un tout réactif et solidaire qui n'était pas un bloc monolithique que. C'est l'énergie de la séparation et de la différence, le « lien de la division » (Nicole Loraux), la Cité contre l'Empire : le plus faible a eu gain de cause. Donc, faut-il critiquer l'Europe pour être Européens ?

WOLF Eric R. (1923-1999)

Professeur d'anthropologie à l'université du Michigan

Europe and the People without Europe, University of California, 1982.

L'Europe et l'histoire des sans-histoire. Un nouveau récit de la colonisation du monde, Montréal, Écosociété, 2023.

Eric R. Wolf (1923-1999) est un anthropologue américain, d'origine autrichienne qui s'intéresser moins à l'Europe en tant que telle qu'au rapport des pays européens avec le monde non-européen. Il est une figure pionnière du courant (où l'on retrouve, entre autres, Jack Goody) qui s'intéresse à la manière dont les Européens auraient imposé un discours européocentré sur l'histoire du monde. Son livre majeur : *Europe and the People without Europe* (1982). Le titre de la traduction française (Québec) est plus explicite : *L'Europe et l'histoire des sans-histoire. Un nouveau récit de la colonisation du monde* (2023). Wolf ne cache pas ses influences épistémologiques marxistes en soutenant que « la pensée est médiée par le mode de production qui prévaut ». Mais ce qui le distingue des études sur la décolonisation du savoir est l'adoption d'une démarche « relationnelle/processuelle ».

L'ambition n'est pas modeste : « accroître notre compréhension du monde » en déjouant les « influences trompeuses » qui nous font douter que « le monde humain constitue un enchevêtrement, une totalité de processus interconnectés ». Le premier chapitre (« Le monde en 1400 ») ouvre d'emblée la perspective : « En 1400, les populations vivaient partout en interconnexion. » Il faut se déprendre de « l'idée que se sont faite les spécialistes des sciences sociales de systèmes distincts et séparés les uns des autres, englués dans un présent ethnographique intemporel ». Exemple : « Quand les Européens entreront en Afrique de l'Ouest par la côte, ils mettront le pied dans un pays déjà foisonnant de villes et de villages reliés par des réseaux d'échanges dont l'importance dépassait de loin celle des comptoirs de commerce européens, qui ne constituaient que d'étroites enclaves sur les côtes. » Il faut donc « réassembler » pour prendre en compte toutes les parties du tout, et pas seulement les parties occidentales. La mondialisation appartient aussi au passé. Mais il faut également sortir des cadres conceptuels de compréhension de l'histoire élaborés par des Européens qui reposent sur la nation comme « unité en soi », entité fixe. Ce faisant, Wolf appelle à se déprendre de la coupure (idéologique et épistémologique) qui existerait entre « les peuples dits sans histoire », supposément isolés du monde extérieur, et ceux qui les observent, immergés dans la culture occidentale. L'effort à faire est de s'affranchir de la narration historique produite par l'Occident (les « vainqueurs ») qui a structuré l'éducation et les mentalités à partir de la généalogie suivante :

Grèce antique → *Rome* → *Europe chrétienne* → *Renaissance* → *Lumières* → *Démocratie politique* → *Révolution industrielle*.

L'aboutissement de ce processus téléologique serait le « triomphe moral » et « l'apothéose finale » : l'Occident apportant la liberté et la modernité. C'est donc une manière de faire l'histoire qui est en cause, celle qui croit à la linéarité et à la finalité des choses historiques guidée par « quelque ressort immanent ». Pour Wolf, ce biais a affecté principalement les sciences historiques, économiques et politiques. Les anthropologues et les ethno-historiens s'en sortent mieux et ont manifesté une « sensibilité pour les interconnexions globales » et la vraie vie des gens, mais ils ont été victimes d'une tendance à chercher « dans les marges du monde les reliques intouchées d'un passé pré-capitaliste, préindustriel ».

Wolf s'appuie sur le livre de Immanuel Wallerstein (*Le système du monde du XV^e siècle à nos jours*, Paris, Flammarion, 1980) qui explique comment le mercantilisme et le capitalisme européens provoquèrent une division mondiale du travail entre les « pays du centre » et les « périphéries » qui détruit les frontières entre les tribus et les peuples, provoque des migrations et déracine les traditions, multipliant les plongées dans des micro-sociétés (par exemple les population amazoniennes afin de mesurer l'impact de la production du caoutchouc, par exemple la société des mamelouks éliminée par suite de la politique de Méhémet Ali privilégiant la production du coton, le seul cultigène exportable à sa disposition). À partir d'une approche multiscalaire, Wolf prétend retracer les effets de l'expansion mercantile européenne et de la transition au capitalisme sur des micro-populations étudiées par les ethno-historiens et les anthropologues. Contrairement à certains historiens, il pense qu'il faut relativiser la compétition des États-nations entre eux dans le processus de la prise de possession capitaliste du monde : « Nous pouvons maintenant voir, d'une manière plus claire qu'au XIX^e siècle, que les nations et les États-nations ne sont que des produits historiques, exacerbés avec le temps mais peut-être aussi évanescents face à de nouveaux processus transnationaux. » À discuter.

Une conclusion du travail monumental d'Eric Wolf concerne l'enjeu épistémologique. Il considère que parmi les sciences sociales, l'histoire n'a pas rempli sa mission. Le salut est venu de « l'ethnohistoire », la seule à pouvoir accéder à « l'histoire réelle » et à sortir des « jugements normatifs » : « Plus nous en apprenons sur l'ethnohistoire, plus il devient évident que leur histoire et notre histoire ne font partie que d'une seule et même histoire. »

50 HISTORIENS DE L'EUROPE

Un essai de bio-historiographie

Volume 1

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation de son contenu, qui n'engage que ses auteurs, et la Commission ne peut être tenue pour responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.

The support of the European Commission for the production of this publication does not constitute an endorsement of its contents, which reflects only the views of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use that may be made of the information contained therein.

HISTE★EUROPA



Co-funded by
the European Union



16 août 2025

